
 <b>ACOR ETUDES</b>	<p>DATE</p>	<p>MODIFICATIONS</p>
<p>REDACTION</p>	<p>16 février 2022</p>	

# **PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

**OBJET : SPS 2155**

**RESTRUCTURATION DE L'UEAJ LA FONTAINE AU ROI  
25-27 rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS**



<p><b>SIGNATURE DU COORDONNATEUR</b></p>	
<p><b>SIGNATURE DE L'ENTREPRISE</b></p>	

**OBJET : SPS 2155**

**RESTRUCTURATION DE L'UEAJ LA FONTAINE AU ROI  
25-27 rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS**

PARTICIPANTS	REPRESENTANT	N° TEL ET FAX
<b>MAITRE D'OUVRAGE</b> <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b> 1,Quai de la Corse 75181 Paris Cedex 4	<b>M. AURIERES</b> <a href="mailto:pascal.aurieres@justice.gouv.fr">pascal.aurieres@justice.gouv.fr</a>	01 44 32 83 24 06 16 50 97 36
<b>ARCHITECTE</b> <b>RH+ Architecture</b> 2 rue Saint Joseph 75002 PARIS	<b>M. ROBAIN</b> <a href="mailto:adrien@rhplus-architecture.com">adrien@rhplus-architecture.com</a>	01 42 72 92 82
<b>BET</b> <b>COTEC</b> 4, rue des Grilles 93500 PANTIN		01 48 83 37 68
<b>ASSISTANT MOE AMIANTE</b> <b>AMIEX</b> 127, rue Amelot 75011 PARIS	<b>M. MAJOUX</b> <a href="mailto:antoine.majoux@amiex-bet.fr">antoine.majoux@amiex-bet.fr</a>	06 50 20 16 60
<b>COORDONNATEUR S.P.S. MANDATAIRE et REALISATION</b> <b>DG CSPS</b> 2, Impasse des Rougettes 95800 CERGY	<b>M. GAUDRY</b> <a href="mailto:dany.gaudry.dgcsps@gmail.com">dany.gaudry.dgcsps@gmail.com</a>	01 34 41 29 05 06 65 93 08 11
<b>COORDONNATEUR S.P.S. CONCEPTION</b> <b>ACOR ETUDES</b> 130, avenue Joseph Kessel Centre d'affaires Actipôle - Bât B 78960 VOISINS LE BRETONNEUX	<b>M. DUVAL Olivier</b> <a href="mailto:acoretudes@wanadoo.fr">acoretudes@wanadoo.fr</a>  <b>M. LE MEN Vincent (suppléant)</b> <a href="mailto:Vincent.lemen@acor-etudes.com">Vincent.lemen@acor-etudes.com</a>	01 30 48 95 42 06 60 64 32 18  06 64 92 32 18 <i>F:01 30 57 97 83</i>

**2<sup>ème</sup> catégorie.**

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERVENANT SUR LE CHANTIER.....</b>	<b>9</b>
1.1. - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION .....	9
1.1.1- DESCRIPTION DE L'ORGANISATION GENERALE .....	9
1.1.2- DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX. (Travaux décrit dans le CCTP).....	14
1.1.3- POINTS A EVOQUER DANS LE MEMOIRE TECHNIQUE, SUR LE PLAN DE LA SECURITE : à intégrer aux pièces marché comme analyse des offres.....	16
1.2. – CHANTIER PROPRE .....	17
1.3. - LISTE DES PARTICIPANTS .....	18
1.3.1 - Liste des lots .....	18
<b>II - PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES A L'OPERATION.....</b>	<b>19</b>
2.1. - PHASE DE CONSULTATION.....	19
2.2. - PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER .....	19
2.2.1 - Sous-traitants.....	19
2.2.2 - Installation du chantier.....	19
2.3. - PHASE DE TRAVAUX.....	19
2.4. - CREATION D'UN COLLEGE INTERENTREPRISE DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.) (DECRET N° 95.543 DU 4 MAI 1995).....	20
<b>III - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....</b>	<b>20</b>
3.1. – GESTION DES PROBLEMES ET ALEAS. ....	20
3.2. – INTEGRATION A L'OUVRAGE DES MOYENS PREVENTIFS. ....	20
3.3. – MESURES GENERALES.....	20
3.4. – ACCES ET INSTALLATION DE CHANTIER. ....	21
<b>IV - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE ET SECURITE ET DE SANTE .....</b>	<b>23</b>
4.1. - VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES .....	25
4.2. - MANUTENTION - RISQUES LIES AUX INTERFERENCES .....	25
4.2.1 - Grue à tour .....	25
4.2.2 – Autres moyens de manutention.....	25
4.3 - MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX LOTS SECONDAIRE.....	26
4.3.1. - Accrochage des moyens de levage sur l'ouvrage .....	26
4.3.2 - Vérification des appareils de levage.....	26
4.4. - LIVRAISONS .....	27
4.5. - DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE .....	28
4.5.1. - Stockage.....	28
4.5.2. - Entreposage.....	28
4.6. - STOCKAGE - ELIMINATION - EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES .....	28
4.6.1. - Procédure générale .....	28
4.6.2. - Matières et substances dangereuses - PRODUITS DANGEREUX.....	28
4.6.3. Amiante .....	29
DESAMIANPAGE.....	30
INTERVENTIONS SS4 :.....	31
4.6.4. Plomb.....	32
4.7. - PROTECTIONS COLLECTIVES .....	32
4.7.1. - Principe général .....	32
4.7.2. - Déplacement par une entreprise des protections collectives mises en place par l'Entreprise mandataire .....	33
4.7.3 - Travail en hauteur .....	33
4.8. - INSTALLATION ELECTRIQUE.....	33
4.8.1. - Branchement.....	33
4.8.2. - Installation électrique de chantier.....	33
4.8.3 – Tableau .....	33
4.8.4. - Départs .....	34
4.8.5. - Armoires de chantier .....	34
4.8.6 - Schéma unifilaire.....	34
4.8.7 - Matériel électrique des entreprises.....	34
4.8.8. - Installation d'éclairage.....	34
4.8.9 - Distribution électrique cantonnement.....	35
4.9. - INSTALLATION D'EAU PROVISOIRE CHANTIER.....	35
4.10. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE .....	35
4.10.1. - Dispositions générales.....	35

4.10.2. - Travaux superposés .....	35
4.10.3. - Mesures propres aux travaux de terrassement .....	36
4.11. - SIGNALISATION DE CHANTIER .....	36
4.12. - PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES.....	36
4.13 - TRAVAUX SPECIFIQUES .....	37
4.14 - CONDITIONS DE TRAVAIL .....	37
4.15 – PROTECTION CONTRE LE BRUIT .....	38
4.16. - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CHAQUE LOT .....	39
VISITE DE CHANTIER HORS EQUIPE CHANTIER.....	40
RISQUE CMR (TOUT LOT).....	41
TERRASSEMENT - AMENAGEMENTS EXTERIEURS .....	43
AIPR.....	45
MAÇONNERIE / GROS ŒUVRE .....	48
Démolitions.....	49
ETANCHEITE.....	50
RAVALEMENT / FAÇADES.....	54
ECHAFAUDAGE.....	55
NACELLES AUTOMOTRICES.....	59
GRUE MOBILE .....	59
MENUISERIES BOIS.....	60
SERRURERIE / METALLERIE.....	60
MENUISERIES EXTERIEURES.....	61
CLOISONS/DOUBLAGES/FAUX PLAFONDS.....	62
REVETEMENT DE SOLS (SOUPLES, CARRELAGE, PARQUETS, etc...).....	62
PEINTURE.....	63
ASCENSEUR.....	63
PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION - SANITAIRE .....	64
ELECTRICITE .....	68
EQUIPEMENTS DIVERS.....	70
TRAVAUX D'ELAGAGE / DEBROUSSAILLAGE.....	70
<b>V - SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.....</b>	<b>76</b>
5.1. - REGLEMENT DE CHANTIER.....	76
5.1.1 – Accueil.....	76
5.2. - SERVITUDE DE VOISINAGE .....	76
<b>VI - MESURES GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT .....</b>	<b>77</b>
6.1 - VOIES ET RESEAUX DIVERS POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA ZONE CANTONNEMENT .....	77
6.2 - CONTRAINTES LIEES A L'AMENAGEMENT DE LA ZONE CANTONNEMENT .....	77
<b>VII - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT L'ORGANISATION DES SECOURS ET L'EVACUATION DE PERSONNELS DE CHANTIER .....</b>	<b>77</b>
7.1. - DISPOSITIONS GENERALES .....	77
7.1.1 - Téléphone.....	77
7.1.2 - Nacelle grue à tour .....	77
7.1.3 - Secouristes.....	78
7.1.4 - Trousse premiers secours .....	78
7.1.5 - Protection incendie.....	78
7.2 - LISTE DES NUMEROS D'URGENCE.....	78
7.3 - EVACUATION DES PERSONNELS DE CHANTIER.....	80
7.4 - SECOURISTES.....	80
<b>VIII - SUGGESTIONS CONCERNANT LA MISE EN PLACE DE MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS ET LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....</b>	<b>81</b>
8.1 - PRINCIPE GENERAL .....	81
8.2 - ENTREPRISES INTERIMAIRES .....	81
8.3 - PLAN PARTICULIER SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS) .....	81
GUIDE POUR L'ETABLISSEMENT DU P.P.S.P.S. PAR LES ENTREPRISES.....	82
<b>IX – D.I.U.O .....</b>	<b>84</b>
<b>D.I.U.O CONCEPTION.....</b>	<b>85</b>

## PREAMBULE

Le secteur du bâtiment et des travaux publics concentre près de 9 % des salariés du régime général. Il représente à lui seul environ 18 % des accidents avec arrêt de travail et près de 30 % des décès. Un constat qui mérite une analyse spécifique et impose une intensification des efforts de prévention. (Source INRS 2011)

**Source : Editions TISSOT**

**LES PRINCIPALES CAUSES D'ACCIDENT SONT LES MANUTENTIONS MANUELLES ET LES CHUTES DE HAUTEUR.**

Accidents du travail. En 2017, le nombre d'accidents du travail dans le BTP a encore reculé : il y a eu 86 886 accidents du travail (-1,6 %).

**PRESQUE 1 ACCIDENT TOUTES LES MINUTES**

La baisse des AT se répercute également sur les incapacités permanentes (5753 au lieu de 6017). En revanche, les décès suite à un accident du travail sont en augmentation avec 120 décès en 2017 contre 112 en 2016.

**PRESQUE 4 INCAPACITES PERMANENTES TOUTES LES HEURES**

**1 MORT TOUTES LES 14 HEURES (tous les 2 jours)**

Accidents de trajets. Le nombre total d'accidents de trajets dans le BTP est lui-aussi en baisse (4608 accidents de trajet en 2017 soit -1 %).

Maladies professionnelles. Le bilan est également favorable pour les maladies professionnelles puisqu'elles ont baissé de 3,5 % (6779 maladies professionnelles en 2017). Les incapacités permanentes ont en revanche augmenté (3541 au lieu de 3388). Et les décès consécutifs à une maladie professionnelle sont eux aussi en hausse : 37 au lieu de 24.

Les affections périarticulaires sont de loin la 1<sup>re</sup> cause de maladie professionnelle.

Vous êtes confrontés à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et vous voulez savoir quelles sont vos obligations, notamment déclaratives ? Vous trouverez des réponses dans la documentation « [Social Bâtiment](#) ».

## SOURCE :

☐ [En cours de rédaction]  
☐ Version pour validation technique : [Document de travail]  
☐ En cours d'examen pour validation technique : [En cours de validation]  
☒ Validé techniquement : [Validé]  
☐ Version de référence pour publication : [En vigueur]

Signature numérique  
 de CACERT Web User  
 DN : cn=CACERT Web User,  
 email=pascal.jacquet@nrcnam.fr  
 Date : 2018.02.07  
 16:17:13 +0100

### Etude 2017-197-CTN février 2018

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés  
Direction des Risques Professionnels - Mission Statistiques - PJ / SF

#### Détail par risque

##### Accidents de travail

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'Acc. de travail en 1er règl. :	107 715	100 617	96 838	91 783	88 273
Nombre de salariés	1 576 864	1 551 809	1 523 235	1 482 966	1 471 144
Nombre de nouvelles IP :	7 873	7 437	6 944	6 654	6 017
Nombre de décès :	131	145	137	130	112
Nombre de journées perdues :	6 662 226	6 427 019	6 367 669	6 334 415	6 212 118
Indice de fréquence :	68,3	64,8	63,6	61,9	60,0

##### Accidents de trajet

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d' Acc. de trajet en 1er règl. :	6 131	5 762	5 313	4 727	4 656
Nombre de nouvelles IP :	528	516	461	455	365
Nombre de décès :	46	43	30	26	29
Nombre de journées perdues :	458 365	440 400	419 713	400 227	375 247

##### Maladies professionnelles

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de MP en 1er règl. :	6 763	6 546	6 947	6 750	6 547
Nombre de nouvelles IP :	3 593	3 511	3 330	3 517	3 388
Nombre de décès :	28	25	16	23	24
Nombre de journées perdues :	1 385 893	1 365 488	1 479 758	1 552 253	1 562 480

● **LOI et DECRET**

Loi n°93/1418 du 31/12/1993,  
Décret n°94/1159 du 26/12/1994,  
Circulaire du 10 avril 1996,  
Décret n°2003/68 du 24/01/2003  
Décret n°2011-39 du 10 janvier 2011  
Arrêté du 26 décembre 2012

**VOIR LES ARTICLES DE LA NOUVELLE CODIFICATION DU CODE DU TRAVAIL (TITRE III)**

L4531-1 à 3, L4532-1 à 18  
R4532-1 à 98 et R4533-1 à 7

● **Les principes généraux de prévention** : Article L. 4121-2 du code du travail

- a) Eviter les risques ;
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c) Combattre les risques à la source ;
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- h) Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles ;
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

**NOTA : Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS sont tenus de mettre en œuvre ces principes généraux de prévention à l'exception des points d et i**

Le Plan Général de Coordination est un document contractuel qui fait partie des pièces du marché, il doit être lu, paraphé et signé par toutes les Entreprises appelées à intervenir sur le chantier.

L'Hygiène et la Sécurité ont un coût que chaque Entreprise doit chiffrer, car même en cas d'omission, il faudra les mettre en place.

Les mesures de sécurité évoquées doivent être appliquées, les installations de chantier prévues doivent satisfaire aux exigences réglementaires.

Les aménagements spécifiques, pour éviter les manutentions, pour assurer la protection collective, pour assurer la sécurité en général, doivent être mis en place.

La sécurité est à incorporer dans l'acte de construire pour éviter les accidents, pour rendre le travail moins pénible et plus efficace.

<p><b>NOUS DEMANDONS AUX ENTREPRISES DE S'ATTACHER <u>PLUS PARTICULIEREMENT</u> AU § 4.16 POUR LE CHIFFRAGE DES PROTECTIONS ET L'ELABORATION DU P.P.S.P.S.</b></p>
--

## ● OBJET DU PLAN DE COORDINATION

Le présent plan général de coordination est rédigé en exécution du décret 94-1159 du 26 décembre 1994. Il définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse substituer après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Il est joint au dossier d'appel d'offre.

## ● CHAMP D'APPLICATION

Le plan général de coordination en matière de sécurité de protection de la santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

**ACOR ETUDES complètera le PGC par la diffusion de CR de visite.**

Le PGSPS intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé.

Les travaux seront menés dans le respect de L'article L4121-1 du Code du Travail qui définit les principes généraux de prévention.

## ● FONCTIONNEMENT

Le PGSPS est joint aux autres documents et remis aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. Il est établi pendant la phase de consultation des entreprises.

Le Maître d'Ouvrage est tenu de l'adresser sur leur demande :

- A l'Inspection du Travail
- A la CRAM
- A l'OPPBTP

Le PGSPS est tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par le médecin du travail, les membres du PAR LE COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE) .

## ● DUREE DE CONSERVATION

Le PGSPS est tenu par le coordonnateur SPS pendant toute la durée du chantier et doit être conservé par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception de l'ouvrage.



## I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERVENANT SUR LE CHANTIER

### 1.1. - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

Durée des travaux : 26 mois  
Type de marché : Marché passé en Entreprise mandataire (Entreprise générale).  
Permis de voirie : A obtenir auprès de la Mairie pour la neutralisation de places.

**LE NON RESPECT DES MESURES PREVUES AU PGC OU CONSTATEES LORS DE NOS VISITES ET INSCRITES AU REGISTRE JOURNAL ET AUX CR SE VERRONT APPLIQUEES LES PENALITES PREVUES AU CCAP.**

#### 1.1.1- DESCRIPTION DE L'ORGANISATION GENERALE

##### **EN PHASE PREPARATION : A LA CHARGE DU MANDATAIRE**

- Fourniture d'un planning d'intervention et d'un plan de phasage précis. Le chantier sera clos et indépendant, des clôtures sont à mettre en pourtour de la zone chantier (zones de travaux et zones de stockage). Les zones de chantier seront interdites aux personnes étrangères aux travaux.

- Fourniture d'un plan d'installation de chantier et mise en place de l'installation de chantier conformément au plan approuvé et à l'effectif de pointe estimé à 30 personnes (Dimension d'un bungalow : 6x2.5 soit 15 m<sup>2</sup>, il faudra au moins 3 réfectoires (>1,5 m<sup>2</sup>/pers), 3 vestiaires (>1,25 m<sup>2</sup>/pers), 2 sanitaires (1 lavabo pour 10 personnes et 1 WC pour 20 personnes, 1 douche pour 8 personnes), 1 bureau, 1 salle de réunion **soit 150 m<sup>2</sup> minimum**).

- La base vie sera chauffée, raccordée à l'eau potable (prévoir un calorifugeage pour une utilisation même en hiver), la base vie comportera un bureau équipé d'un téléphone et photocopieur, une trousse de 1<sup>er</sup> secours, affichage des consignes d'urgences, affichage de la Déclaration Préalable. Vestiaires équipés d'armoires à double compartiment et de bancs, Sanitaires et douches équipés de savon et consommables, un réfectoire équipé de tables, chaises, micro-onde ou chauffe gamelle électrique, réfrigérateurs, extincteurs de classe ABC. Un lave botte sera installé à l'entrée de la base vie. Le nettoyage de la base vie devra se faire chaque jour, et les compagnons devront avoir en permanence du savon, du papier hygiénique et de quoi se sécher les mains (sèche main électrique, distributeur de serviettes, etc...). **Prévoir du chauffage réglable et de l'éclairage avec détecteur de présence et des robinets avec détecteurs pour réaliser une économie d'énergies.**

- **LE MANDATAIRE** devra mettre en place un livret d'accueil de chaque salarié (R4534-155 du code du travail), ce registre comportera notamment la localisation de la base vie, les cheminements piétons et véhicules, les consignes d'urgence, la localisation du point de rencontre avec les secours, les consignes particulières, les zones de stockages, etc...  
Il sera remis aux salariés de LE MANDATAIRE et aux responsables des sous-traitants.

- **DICT à prévoir pour les travaux extérieurs et copie des AIPR à fournir.**

- Tenir sur le chantier les registres obligatoires : Registre de sécurité, registre de l'Inspection du Travail, registre d'observation des personnels, registre des dangers graves et imminents.

- Mise en place de coffrets de chantier en nombre suffisants à chaque niveau pour le second œuvre, un PV de vérification électrique sera à fournir pour chaque installation de chantier, avant toute utilisation.

##### **EN PHASE REALISATION : A LA CHARGE DU RAVALEUR (LOT 01)**

- **Le Ravaleur** devra mettre ou veiller à la mise en place d'un échafaudage de pied **muni de garde-corps de sécurité au montage (type MDS)**, **aucun autre type d'échafaudage ne sera toléré**. Dans le cadre de la coordination SPS, cet échafaudage servira également de protection collective lors de la pose menuiseries extérieures, des garde-corps, charpente/couverture et ravalement.

## **EN PHASE REALISATION : A LA CHARGE DE TOUT LOT**

**LES ENTREPRISES NE POURRONT INTERVENIR QU'APRES AGREMENT, APRES AVOIR FAIT L'INSPECTION COMMUNE ET APRES AVOIR FOURNI LEUR P.P.S.P.S. VOIR ART L4744-5 :**

**LE FAIT POUR L'ENTREPRENEUR DE NE PAS REMETTRE AU MAITRE D'OUVRAGE OU AU COORDONNATEUR LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS PREVU A L'ARTICLE L. 4532-9 EST PUNI D'UNE AMENDE DE 9 000 EUROS.**

**LA RECIDIVE EST PUNIE D'UN EMPRISONNEMENT D'UN AN ET D'UNE AMENDE DE 15 000 EUROS. LA JURIDICTION PEUT, EN OUTRE, PRONONCER LES PEINES PREVUES A L'ARTICLE L. 4741-5 (nouvelle codification).**

**Inspection commune à programmer au plus tard 15 jours avant intervention.  
PPSPS à fournir en version papier (1 exemplaire pour le laisser sur le chantier).**

### **- Fourniture d'un P.P.S.P.S avant travaux, ce P.P.S.P.S comportera obligatoirement :**

- La liste des compagnons et leurs fonctions, et leurs habilitations,
- Le plan d'installation de chantier comprenant vestiaires, réfectoire, sanitaires, le positionnement des coffrets de chantier, de la zone de stockage et du balisage pour les accès, des clôtures avec filtre géotextile,
- La nature précise des travaux,
- La méthodologie utilisée,
- Les risques et les protections mises en place, protections collectives et individuelles (en fonction des postes de travail),
- Les règles d'hygiène.

**LES CONSIGNES DEFINIES DANS LES P.P.S.P.S SERONT OBLIGATOIREMENT PORTEES A LA CONNAISSANCE DE LEURS SALAIRES PAR LES ENTREPRISES.**

### **Les entreprises devront s'assurer:**

- que les salariés sont en règle avec les autorités administratives (carte de travail, cartes de séjour, .....)
- de la délivrance du certificat d'aptitude médicale adaptée à la profession exercée
- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- que, suivant nécessité, les éventuelles habilitations sont décernées et valides (CACES, autorisations de conduite, montage et démontage d'échafaudage, etc...)
- que le personnel est en possession des protections individuelles obligatoires.

- **Chaque entreprise** devra récupérer la copie du registre unique du personnel de chaque entreprise pour les compagnons présents sur le chantier ou copie des DUE ou de la carte du BTP (dans le cadre de la lutte contre le travail clandestin), fourniture d'un badge à chaque compagnon (photo, nom de l'entreprise, nom du compagnon), tout compagnon n'apparaissant pas sur le registre du personnel des entreprises sera exclu du chantier. Là tenue de la liste des compagnons sera à la charge du MANDATAIRE.

- **Chaque entreprise** devra mettre ou veiller à la mise en place de plateformes sécurisées, le travail sur escabeau sera totalement proscrit, les entreprises mettront à disposition des compagnons, des PIRL, PIR ou échafaudages adaptés à la hauteur sous plafond de telle sorte que les compagnons puissent travailler debout sur une plateforme sécurisée et avoir une bonne ergonomie de travail.

## **EN PHASE REALISATION : A LA CHARGE DU MANDATAIRE**

- **Le MANDATAIRE** devra veiller à ce qu'aucune entreprise n'intervienne sans la réalisation des inspections communes, y compris les entreprises de pose des bungalows, nettoyage, etc...

- **LE MANDATAIRE** devra mettre à disposition des compagnons un moyen de levage (monte matériaux ou monte-charge) pour les gros approvisionnements (menuiseries intérieures, baignoires, équipements de cuisine et sanitaires, radiateurs), ces approvisionnements se feront au droit des recettes prédéfinies sur le Plan d'Installation de Chantier.

### **POINTS D'ARRETS DESAMANTAGE :**

- Mesure point zéro avant toute intervention dans le logement à désamianter,
- Mesures 1<sup>ère</sup> restitution avant examen visuel,
- Prévenir le Maître d'Ouvrage 1 semaine avant examen visuel,
- Démontage confinement,
- **L'ENTREPRISE DOIT FOURNIR UNE MESURE FIN DE CHANTIER PAR ZONE (APRES DECONFINEMENT CONFORMEMENT A LA NORME, CE AFIN D'AVOIR DES MESURES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA CO-ACTIVITE ET DES INTERFERENCES, A PRECISER AU LABORATOIRE POUR SA STRATEGIE D'ECHANTILLONNAGE).**
- Prévenir le Maître d'Ouvrage 1 semaine avant 2<sup>ème</sup> examen visuel après déconfinement,
- Fourniture du RAPPORT FINAL : « FIN DE TRAVAUX ».

### **POINTS D'ARRETS PLOMB :**

- **Il faudra faire des tests de lingette témoin pour éviter la dispersion de poussières de plomb lors des travaux préparatoires,**
  - Faire un test de lixiviation pour orienter les déchets vers une décharge appropriée,
  - Protéger les sols avec du polyane, mettre un SAS avec douche, calfeutrer la zone en travaux pour éviter la dissémination de poussières dans les parties communes, mettre une serpillière ou bac humide à l'entrée des zones,
  - Un affichage sera fait à l'entrée des locaux, objet des travaux, et les éléments positifs seront matérialisés (pastilles ou peinture rouge ou étiquette),
  - Une information des salariés sera effectuée sur le risque plomb (les P.P.S.P.S en feront mention)
  - Un suivi médical sera organisé (prise de sang obligatoire)
  - Les compagnons devront être équipés de demi-masque P3 à ventilation assistée, et de combinaisons jetables,
  - Il faudra travailler au mouillé et/ou aspiré les poussières à la source,
  - Une méthodologie nous sera communiquée pour les démolitions, percements, découpes.
- Nous recommandons de traiter en 1<sup>er</sup> le plomb (mise en place de SAS, protection des sols et du confinement, avec soit dépose totale des peintures au plomb puis nettoyage fin, soit démolition avec brumisation et écaillage des peintures mal adhérentes et nettoyage fin. Après le nettoyage fin avec valeurs inférieures à 1000 µg/m².
- S'il n'y a pas de retrait des peintures au plomb, il conviendra de mettre en place des protections collectives et individuelles pour les travaux de plomberie, d'électricité, de doublage, de faux-plafonds et de peinture. Pour cela, il faudra travailler au mouiller et/ou aspirer les poussières à la source avec aspirateur à filtration absolue type amiante).
- Les découpes sur métal (garde-corps, etc...) se feront avec scie sabre pour éviter les poussières, les copeaux seront récupérés au fur et à mesures.
- Un nettoyage rigoureux devra être fait chaque soir (poussières aspirées par aspirateur à filtration absolue type amiante),
  - Les gravats seront évacués au fur et à mesure (moyen de manutention verticale à prévoir),
  - **Il faudra faire des tests de lingette en fin de travaux (au moins un par niveau et 3 dans chaque PC),**

**- Dans le cadre de sa planification et de la coordination SPS, nous demandons au MANDATAIRE :**

**TRAVAUX DE RAVALEMENT, MENUISERIES EXTERIEURES, ETANCHEITE ET DE GARDE-CORPS : LOT 03**

- Veiller à ce que les travaux de ravalement coïncident avec les travaux d'étanchéité, de menuiseries extérieures et de garde-corps, ce qui oblige un échafaudage total des façades.

**CIRCULATIONS : MANDATAIRE**

- Maintenir des accès piétons différenciés des cheminements engins ou manutention, ils devront être propres et secs.
- Les cheminements devront être éclairés.

**ECHAFAUDAGES : LOT 03**

- Ils devront être de type MDS.
- Prévoir une sapine d'accès extérieure pour éviter de passer par les trappes.

**MANUTENTION : MANDATAIRE**

Un moyen de levage sera mis pour les différentes manutentions (monte-charge ou lift) avec recettes sécurisées à chaque niveau, à défaut ce sera l'ascenseur qui servira pour les manutentions dites légères.

**CHUTE DE HAUTEUR : MANDATAIRE - TOUT LOT**

- AUCUN TRAVAIL SUR ECHELLE OU ESCABEAU, utilisation de PIRL, PIR ou échafaudage,
- Protection des trémies et nez de dalle à l'avancement, notamment lors des démolitions,
- Echafaudage servant de protection collective pour les compagnons, lors du remplacement des garde-corps des balcons. Mais condamnation des accès aux occupants, tant que les GC sont déposés, jusqu'à mise en place des GC définitifs

**DECHETS : MANDATAIRE**

- Gestion des bennes y compris pour les corps d'état secondaire.
- Prévoir un tri sélectif

**LIVRAISONS : MANDATAIRE**

- VOIR ANNEXE 3 DU DHOL (téléchargeable en tapant DHOL ou R476 INRS via les moteurs de recherche) et VOIR § LIVRAISONS du PGC. Ce document sera à renseigner par toutes les entreprises en phase réalisation.

## LIVRAISONS :

### Annexe 3 – DHOL (Document harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité)

<b>CSPS</b>	<b>ACOR ETUDES</b> <b>Voir CR et PGC pour le</b> <b>nom du chargé d'affaire</b> <b>SPS</b>	
<b>Mise à jour : 16/02/2023</b>	<b>Date de modification :</b>	<b>Éléments modifiés :</b>

Partie à remplir par le CSPS				
<b>Adresse chantier :</b> 25-27 rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS		<b>Coordonnées GPS :</b> Non connues		
<b>Contraintes horaires de livraisons :</b> Aucune contrainte connue à ce jour.		<b>Moyens mutualisés de levage et manutention :</b> Voir PGCSPPS §1.1.1		
<b>Autres renseignements utiles</b> (contraintes administratives ...)		<b>Quai de déchargement</b>	<input type="checkbox"/> Oui	<b>X Non</b>

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
<b>Nom de l'entreprise</b>		<b>Adresse siège</b>		
<b>Nom du réceptionnaire</b>		<b>Coordonnées du réceptionnaire</b>		
<b>Plages horaires de livraisons</b>				
<b>Présence chef de manœuvre</b>		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
<b>Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion</b>		<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	<b>Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Appareil de levage utilisé pour l'opération</b>	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	<b>Type</b>	
<b>Autres renseignements utiles</b>				

#### ☐ **Projet PIC avec :**

- Accès : 25-27 rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS
- Voies de circulation : Existantes
- Installations sanitaires : OUI (à la charge du MANDATAIRE)
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie) : Travaux en milieu occupé
- Zones de stockage : VOIR PIC
- Dimensions des aires de stockage : A voir avec l'entreprise en PP
- Charges admissibles : A voir avec l'entreprise en PP
- Nature du terrain : EXISTANT
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit) : A voir avec l'entreprise en PP

### 1.1.2- DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX. (Travaux décrit dans le CCTP)

La durée totale des travaux est estimée à 26 mois. La phase 1 est estimée à 14 mois et les phases 2 et 3 sont estimées à 12 mois de travaux.

**Le projet consiste en la restructuration du bâtiment en vue de l'intégration de trois établissements dans les locaux :**

- Le restaurant d'application, dans le bâtiment côté sur 3 niveaux ;
- L'Unité Extérieure en Milieu Ouvert (UEMO), implantée sur la totalité du 3<sup>ème</sup> niveau et en mezzanine au 4<sup>ème</sup> niveau du bâtiment sur cour, avec un accès individualisé
- Les deux Unités Extérieures d'Accueil de Jour (UEAJ), avec un accès principal au fond de la cour.

Le projet concerne le réaménagement de l'Unité Educative d'Activité de Jour (UEAJ) Rue de la Fontaine au Roi à Paris. L'immeuble existant est composé d'un ensemble avec façade sur cour et façade sur rue en R+4 sur un niveau de sous-sol accessible au public.

Il s'agit d'un établissement d'accompagnement éducatif recevant un public d'enfants et adolescents pour une activité d'enseignement, il n'y a pas de locaux à sommeil.

L'établissement est existant, cette activité éducative est reconduite dans le projet, avec l'aménagement au RDC dans le corps de bâtiment sur rue d'un restaurant pédagogique recevant des convives publics.

**Le chantier sera réalisé en 3 phases :**

- Phase 1 : Rénovation complète du bâtiment rue et création du restaurant et de la cuisine d'application,
- Phase 2 : Rénovation des étages du bâtiment sur cour,
- Phase 3 : Rénovation des RDC bâtiment sur cour.

L'ascenseur existant du bâtiment sur cour est implanté à côté de l'escalier n°5. Il dessert directement les locaux de l'UEAJ aux 1er, 2ème et 3ème étages, ainsi que le logement privé au 4ème étage. L'accès à la cabine se fait par la cour en parties communes, directement depuis l'extérieur. Cet ascenseur est à modifier pour qu'il desserve le sous-sol. Les travaux comprennent le prolongement de la gaine de l'ascenseur jusqu'au sous-sol avec création d'une baie palière. Une partie des locaux au rez-de-chaussée du bâtiment sur cour étant surélevés par rapport au reste du niveau, un élévateur pourra être mis en place pour assurer, si nécessaire, l'accessibilité de la zone surélevée aux personnes en situation de handicap moteur. La cabine sera dotée de tous les dispositifs de sécurité pour assurer le déplacement des personnes transportées. Un autre ascenseur 630kg, 8personnes sera créé dans le bâtiment sur cour. Il n'est pas prévu de créer un ascenseur dans le bâtiment sur rue.

Le projet en cours d'études prévoit la démolition de la majorité des cloisonnements existants dans les bâtiments.

Seule la structure est conservée, ainsi que certains escaliers, l'ensemble des menuiseries extérieures sont déposées et remplacées

Création de trémie par démolition de planchers existant, démolition de murs porteurs, d'escaliers, , création de plancher au droit de trémie existante, la création de plancher bois pour remplacer le plancher en mauvais état démolition de mur porteur, création de mur porteur, renforcements structurels (béton armé, par plat Carbone, en structure métallique), travaux de fondations au droit de la trémie de l'ascenseur, la création et la prolongation d'une cage d'ascenseur, travaux divers en infrastructure (cuvettes/trémies de l'ascenseur et du monte-charge, création d'escaliers, travaux divers en superstructure, etc...)

Terrassements par passes alternées nécessaires à la réalisation du projet, notamment au droit des fondations créées des poteaux, des murs, escaliers et cages ascenseurs.

Les étanchéités de terrasse actuelles seront déposées et remplacées par un nouveau complexe et lanterneaux à mettre, couvertines, dalles sur plots, planchers bois, végétalisation, bacs à fleurs, gravillons, etc...

Mise en place d'un échafaudage sur toutes les façades de l'opération et ravalement des façades et héberges, bardage bois, etc...

Travaux de métallerie (portes, ensembles vitrés, GC en terrasse, mains courantes, échelles d'accès, etc...)

Recloisonnement (cloisons vitrées, etc...), faux plafonds, trappes, pose de sols, peintures de murs, de plafonds, etc..., menuiseries intérieures, escaliers bois, mobilier, BAL, etc...

Réalisation des fouilles en trous et tranchées pour passage des réseaux extérieurs (EP, EV, EU, France télécom, courant faible et EDF etc...) comprenant terrassement et remblaiement, pose de regards, de chambres de tirage, pose de végétation (arbustes, haies, etc...), etc...

Chauffage statique des locaux par des panneaux rayonnants acier à eau chaude basse température, création d'une chaufferie gaz commune située en sous-sol via des chaudières gaz à condensation, pose d'un système de ventilation double flux pour les locaux d'activité polyvalente accueil info halles salles à manger salles scolaires discussion attente bureaux formation etc ..., pose d'un système de ventilation simple flux indépendant pour les sanitaires, raccordés sur les réseaux de reprises de centrales d'air. Pose de réseaux de gaines circulaires et rectangulaires de classe B, pose de protection coupe-feu 2 heures pour chaque traversée de parois, etc...

Raccordement en eau potable depuis le réseau concessionnaire, raccordement de la chaufferie en gaz depuis le réseaux existant en limite de chaufferie du bâtiment sur cour, distribution d'EFS et d'ECS jusqu'aux équipements sanitaires du bâtiment, production ECS décentralisée pour les cellules sanitaires, la zone cuisine, la distribution bouclée de l'eau chaude sanitaire depuis la production ECS électrique uniquement pour la cuisine, la distribution EF pour les besoins des services généraux et divers, pose et raccordement des équipements sanitaires dans tous les bâtiments, les évacuations des eaux usées, eaux vannes des appareils, les descentes EP intérieures depuis les moignons prévus au lot étanchéité et/ou existants. La ventilation sera réalisée par le réseau de ventilation et centrales de traitement d'air installées dans le sous-sol. Les installations de gaz concernent la chaufferie, les dispositions existantes seront reconduites sans modification, etc...

Mise en conformité électrique, éclairages intérieurs, extérieurs et de sécurité, travaux de courant faible, etc...

Terrassement : Dépose de l'ancien dallage de la cour et amenée en décharge spécialisée, dressement des parois suivant le cas, nivellement des fonds de fouilles, blindage lorsque nécessaire, épuisement des eaux rencontrées, terrassement de l'ensemble des surfaces végétalisées à -50cm du niveau projet, terrassement de l'ensemble des surfaces minéralisées à -30cm du niveau projet, etc...

### 1.1.3- POINTS A EVOQUER DANS LE MEMOIRE TECHNIQUE, SUR LE PLAN DE LA SECURITE : à intégrer aux pièces marché comme analyse des offres

POINTS A EVOQUER	TRAITE ET NOMBRE DE POINTS	NON TRAITE
MENTION AU PGC avec prise en compte des mesures prévues dans le cadre de l'organisation générale, ou proposition de solutions équivalentes	5	0
<b>PRE ANALYSE DE RISQUES EN METTANT EN AVANT :</b>		
- L'ORGANISATION DE CHANTIER, (proposition de PIC avec les phases éventuelles, la localisation des équipements (réfectoires, vestiaires, sanitaires, etc...), l'effectif de pointe prévisible, localisation des zones de stockage, localisation des livraisons, types de moyens de manutention et localisation, localisation des coffrets de chantier), les cheminements piétons (notamment les appareils élévateurs), les cheminements engins	10	0
LE MODE OPERATOIRE POUR LES REHABILITATIONS	5	0
LE TYPE ET LA MISE EN COMMUN DES MOYENS DE MANUTENTION NOTAMMENT VERTICAUX, (moyens de manutention à chaque phase et les lots concernés par la mise à disposition)	2	0
LA MISE EN COMMUN DES PROTECTIONS COLLECTIVES (TYPES DE PROTECTIONS COLLECTIVES (échafaudages, garde-corps, plaques pour protections de réservations, etc...))	5	0
LE TRAITEMENT DE L'AMIANTE	2	0
LE TRAITEMENT DU PLOMB	2	0
PLANNING	1	0
CANEVAS DE PPSPS.	2	0
LE CONTROLE DES ACCES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER.	1	0



## 1.2. – CHANTIER PROPRE

**Nous demandons au mandataire de mettre en place les mesures prévues ci-après, et de veiller au respect de ces mesures par les compagnons du chantier, notamment par une information.**

L'entreprise mandataire privilégiera les domaines suivants dans son étude : gestion des déchets (phase démolition et phase réhabilitation), communication vis-à-vis des locataires et des compagnons, organisation de chantier, nuisances sonores (équipements fixes du chantier positionnés éloignés des bruits occasionnés, matériel insonorisé, heures décalées, port des EPI par les compagnons), poussières, circulations des piétons et des véhicules voire des engins, nettoyage de chantier, maintien du chantier en bon ordre, pollution des sols, des eaux et de l'air.

- **L'entreprise mandataire, devra désigner un responsable environnemental pour le chantier** (ce dernier diffusera l'information aux locataires, aux compagnons, recueillera les réclamations des locataires et/ou riverains, il veillera à l'application des mesures retenues),
- L'entreprise mandataire tiendra compte de la présence de peintures au plomb et des mesures à prendre (voir chapitre plomb),
- L'entreprise mandataire tiendra compte des canalisations en plomb (voir chapitre plomb),
- L'entreprise mandataire tiendra compte du risque amiante (voir chapitre amiante),
- L'entreprise mandataire mettra en place un tri sélectif des déchets, et veillera à les orienter vers les décharges appropriées en fonction du type de déchets, les déchets amiantés seront soit orientés en décharge classe 1 ou 2 soit vers un centre de vitrification (BSDA à fournir), les déchets de plomb (peintures ou canalisations) seront également orientés vers une décharge appropriée, l'orientation pour les matériaux à base de peintures au plomb sera fait en fonction des tests de lixiviation,
- L'entreprise mandataire veillera à ce que chaque entreprise établisse au préalable la liste la liste estimative, la nature et les quantités de déchets produits en fonction des grandes phases du chantier. Ces documents devront être complétés des informations concernant le mode retenu pour l'élimination des déchets, en adéquation avec le site, ainsi que l'estimation du coût correspondant,
- L'entreprise mandataire devra également veiller à la fourniture des Fiches Données Sécurité (FDS) des produits utilisés notamment pour les colles et les peintures, également pour les flocages,
- L'entreprise mandataire veillera à l'utilisation d'huile de décoffrage à base végétale (au lieu des huiles minérales),
- Lors du déroulement du chantier, et afin d'en conserver une parfaite traçabilité, les entreprises doivent fournir au demandeur les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets,
- L'entreprise mandataire proposera des solutions privilégiant les filières de recyclage,
- L'entreprise mandataire proposera dans le cadre de l'organisation du chantier le choix d'implantation de l'installation de chantier en fonction des différentes phases, afin de limiter les nuisances vis-à-vis des locataires (base vie, cheminements, zones de stockages, clôtures, moyens d'approvisionnement, heures d'approvisionnement et d'enlèvement), le maintien en bon ordre des abords du chantier,
- L'entreprise mandataire mettra en place un dispositif de nettoyage de roue des véhicules (arrosage des sols et voies de circulation poussiéreuses) en cas de travaux de terrassement,

L'entreprise mandataire établira un bilan, ce bilan permet d'évaluer les réductions des nuisances environnementales, cette action permet alors de capitaliser chantier après chantier, l'expérience professionnelle acquise en la matière et, ainsi, de pouvoir la reproduire comme de l'améliorer ultérieurement.

Ce bilan doit notamment contenir les informations concernant :

- les réclamations des riverains et des occupants et leur traitement,
- les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier,
- les incidents ou accidents environnementaux intervenus durant le chantier et leur traitement,
- les résultats détaillés sur les différentes quantités et qualités de déchets et le bilan financier de leur gestion.

### 1.3. - LISTE DES PARTICIPANTS

PARTICIPANTS	DESIGNATION	ADRESSE	REPRESENTANT	N° TEL
<b>I - Institutionnels</b>				
	<b>Inspection du travail DIRECCTE</b>	Section 6 de l'unité de contrôle 3 210, quai de Jemmapes CS 70103 75468 Paris Cedex 10	<b>Stéphane LAGARDE</b> <a href="mailto:idf-ut75.uc3@drieets.gouv.fr">idf-ut75.uc3@drieets.gouv.fr</a>	01 70 96 19 88
	<b>CRAMIF</b>	17/19 place de l'Argonne 75019 Paris	<b>M. LOUREIRO</b> <a href="mailto:mickael.loureiro@assurance-maladie.fr">mickael.loureiro@assurance-maladie.fr</a> <a href="mailto:prevention75.cramif@assurance-maladie.fr">prevention75.cramif@assurance-maladie.fr</a>	01 40 05 38 16 06 44 67 17 81
	<b>OPPBTP AGENCE Ile De France</b>	1, rue Heyrault 92660 Boulogne Billancourt cedex	<a href="mailto:iledefrance@oppbtp.fr">iledefrance@oppbtp.fr</a>	01 70 95 56 99
<b>II - Concessionnaires</b>				
	<b>EDF GDF</b>			09 69 32 15 15 09 69 324 324
	<b>France Télécom</b>			1014
<b>III - Autres services</b>				
	<b>Police</b>			17
	<b>SAMU</b>			15
	<b>Pompiers</b>			18 ou 112
	<b>Hôpital</b>	Hôpital Armand Trousseau 26, av du Docteur Arnold Netter - 75012 Paris  Hôpital Saint Antoine 184, rue du Faubourg St Antoine - 75012 Paris		01 44 73 74 75  01 49 28 20 00
	<b>Mairie</b>	12, place Léon Blum 75011 PARIS		01 53 27 11 11

#### 1.3.1 - Liste des lots

LOT N°01 DEMOLITION – TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE - CHARPENTE  
 LOT N°02 ETANCHEITE  
 LOT N°03 REVETEMENT DE FAÇADES - BARDAGES  
 LOT N°04 METALLERIE-SERRURERIE  
 LOT N°05 MENUISERIES EXTERIEURES ET OCCULTATIONS  
 LOT N°06 CLOISONS-DOUBLAGES-FAUX PLAFONDS  
 LOT N°07 MENUISERIES INTERIEURES  
 LOT N°08 REVETEMENTS SOLS CARRELAGES ET FAÏENCES  
 LOT N°09 REVETEMENTS SOLS SOUPLES - PARQUETS – SOLS COULES  
 LOT N°10 PEINTURE  
 LOT N°11 CHAUFFAGE VMC  
 LOT N°12 PLOMBERIE  
 LOT N°13 ELECTRICITÉ CFO-CFA  
 LOT N°14 ASCENSEURS  
 LOT N°15 VRD - ESPACES VERTS

Préalablement, avant toute intervention, chaque entreprise, y compris ses sous-traitants, procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur. Cette inspection commune se déroulera avant la diffusion définitive du P.P.S.P.S à fournir par toutes les entreprises intervenantes (sous-traitants y compris ou monteurs d'échafaudage) de manière à intégrer dans ce document les consignes résultant de l'inspection commune.

**LE P.P.S.P.S SERA FOURNI SOUS FORMAT PAPIER EN 1 EXEMPLAIRE, APRES LECTURE ET VALIDATION IL SERA LAISSE PAR NOS SOINS SUR LE CHANTIER. NOUS N'ACCEPTE PAS LES FORMATS INFORMATIQUES OU TELECOPIE.**

## **II - PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES A L'OPERATION**

### **2.1. - PHASE DE CONSULTATION**

Dès réception, chaque Entreprise doit diffuser le présent PGC à ses sous-traitants afin que les entreprises retenues prennent connaissance des mesures envisagées et du caractère évolutif de ce document.

### **2.2. - PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER**

#### **2.2.1 - Sous-traitants**

a) Dès qu'elle en a connaissance, chaque Entreprise diffusera au coordonnateur sécurité santé, les éléments suivants :

- les noms et adresses des entrepreneurs et des sous-traitants,
- la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant (calendrier d'exécution),
- l'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

(Tous les renseignements seront illustrés au moyen d'un calendrier d'exécution).

b) Chaque entreprise réalisant des travaux (Entreprise mandataire, de maçonnerie et sous-traitants compris) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Pour cela, elle dispose d'un mois à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le

P. .P. S .P . S. (délai ramené à 8 jours pour les entreprises de second œuvre).

Le P. P. S .P .S. devra comporter un certain nombre de chapitres.

c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (sous- traitants compris) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

#### **2.2.2 - Installation du chantier**

L'entrepreneur chargé de la coordination de la préparation de chantier devra établir, avant toute intervention sur place le plan de l'installation du chantier sur lequel devra figurer :

- l'emplacement des bureaux de chantier, et des installations de chantier (vestiaire, réfectoire, sanitaires et douches)
- l'emplacement des appareils de levage,
- l'emplacement des aires stockages et approvisionnements,
- les schémas de branchement d'eau et d'électricité,
- l'accès et voies de circulation (véhicules et piétons),
- les clôtures et panneaux de chantier,
- l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie.

Ce plan sera transmis au Maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité qui le proposera au Maître de l'ouvrage.

### **2.3. - PHASE DE TRAVAUX**

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur sécurité.

L'Entreprise mandataire procédera en supplément à une diffusion de son P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée au chapitre I de ce document. (IT, CRAM et OPPBTP)

Les entreprises sous-traitantes tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention, ainsi que pour la médecine du travail, les membres du C.H.S.C.T.

**CHAQUE SOUS TRAITANT DOIT ETABLIR UN PPSPS AVANT D'INTERVENIR SUR LE CHANTIER.**

## **2.4. - CREATION D'UN COLLEGE INTERENTREPRISE DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.) (Décret n° 95.543 du 4 mai 1995).**

SANS OBJET : l'opération est classée en deuxième catégorie.

### **III - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS**

#### **3.1. – GESTION DES PROBLEMES ET ALEAS.**

En cas de défaillance d'une entreprise ou de non-respect des consignes du Coordonnateur SPS, les mesures à prendre seront confiées à une entreprise extérieure. La facturation sera imputée par le Maître d'œuvre à l'entreprise défaillante, sur simple constat sur le R.J, après accord du Maître d'Ouvrage.

#### **3.2. – INTEGRATION A L'OUVRAGE DES MOYENS PREVENTIFS.**

Dans la mesure du possible, l'intégration à l'ouvrage des principes de prévention sera prioritaire sur les équipements provisoires (Allèges maçonnées, garde-corps incorporés, châssis pré vitrés, garde-corps en toiture, crochets d'ancrage, ligne de vie etc...).

#### **3.3. – MESURES GENERALES.**

##### **VOIR CCTP.**

Les installations de chantier devront être pensées pour garantir le maintien en activité de l'immeuble de la copropriété et la protection des personnes publics hors chantier. La séparation des flux chantier et public sera donc un objectif à atteindre.

Pour ce faire, nous proposons les installations suivantes :

##### **En phase 1 :**

Le porche est coupé en 2 couloirs, l'un pour la circulation du chantier et l'autre pour la circulation du public. Des cloisons toute hauteur assurent l'étanchéité entre les flux. La cour est également séparée en 2 zones, l'une réservée au chantier l'autre aux utilisateurs publics.

Le trottoir devant le futur restaurant ainsi que les places de parking sont occupés par les installations de chantier pour les livraisons, stockages et pour certains bungalows. La circulation de la rue de la Fontaine au Roi ne sera pas perturbée par les travaux. Le reste des installations de chantier seront prévues dans la cour dans le garage et possiblement au R+1 pour les bureaux de chantier au niveau du futur lieu d'exposition.

##### **En phase 2 et 3, :**

Le porche est coupé en 2 couloirs, l'un pour la circulation du chantier et l'autre pour la circulation du public. Des cloisons toute hauteur assurent l'étanchéité entre les flux. La cour est également séparée en 2 zones, l'une réservée au chantier l'autre aux utilisateurs publics.

Plusieurs emplacements de parking seront utilisés pour des bungalows de base de vie et pour créer une aire de déchargement. L'objectif est de laisser libre la façade du restaurant créé.

L'accès au bâtiment en chantier (sur cour) se fera par un escalier de chantier créé à l'emplacement du futur local OM. Des zones de stockages et des bureaux de chantier seront installés dans le bâtiment en chantier et seront réalisés en fin de travaux.

Il est à noter que des échafaudages protégés seront présents tout autour du bâtiment. Ceux-ci ne gêneront pas les différents accès ou circulations publics.

### 3.4. – ACCES ET INSTALLATION DE CHANTIER.

Les entreprises prendront toutes dispositions pour accueillir leurs salariés, en aménageant le cantonnement correspondant à l'effectif prévu. **LOCALISATION suivant CCTP :**

**PHASE 1 :** Base vie sur rue de la Fontaine au Roi. Le reste des installations de chantier seront prévues dans la cour dans le garage et possiblement au R+1 pour les bureaux de chantier au niveau du futur lieu d'exposition

**PHASES 2 et 3 :** Plusieurs emplacements de parking seront utilisés pour des bungalows de base de vie et pour créer une aire de déchargement. L'objectif est de laisser libre la façade du restaurant créé.

L'accès au bâtiment en chantier (sur cour) se fera par un escalier de chantier créé à l'emplacement du futur local OM. Des zones de stockages et des bureaux de chantier seront installés dans le bâtiment en chantier et seront réalisés en fin de travaux

Les installations électriques devront être conformes aux prescriptions du décret du 14 novembre 1988 et, avant le commencement des travaux, les entreprises fourniront un certificat attestant des installations électriques par un organisme agréé.

	ENTREPRISES CONCERNEES	OBS
<b>INSTALLATION DE CHANTIER</b>	Entreprise mandataire	
Branchement provisoire eau, électricité et EU		
<b>ELECTRICITE</b>	Entreprise mandataire	
Les installations électriques de chantier devront être conformes aux prescriptions du décret du 14 novembre 1988.		
Installation avant commencement des travaux, fournir certificat organisme agréé.		
Installation d'un compteur divisionnaire (consommation).		
<b>EAU</b>	Entreprise mandataire	
Fournir un certificat de potabilité		
Installation d'un compteur divisionnaire (consommation).		
Maintenance pendant toute la durée du chantier.		
<b>E.U</b>	Entreprise mandataire	
Branchement provisoire des installations de chantier sur réseau existant.		
<b>VOIE D'ACCES AU CHANTIER</b>	Entreprise mandataire	
Se conformer au plan de circulation défini en début de chantier.	Tout lot	
<b>STOCKAGE</b>	Entreprise mandataire	
Définir sur le plan installation de chantier les zones de stockage prévues pour chaque lot.		
<b>BUREAUX DE CHANTIER</b>	Entreprise mandataire	
Installation d'un local, éclairé naturellement, chauffé et équipé d'une table, de chaises en nombre suffisant et d'une armoire fermant à clef pour rangement des dossiers.		
Entretien, maintenance, consommation à la charge du lot.		

<b>INSTALLATIONS SANITAIRES</b>	<b>Entreprise mandataire</b>	
Installation d'un local isolé, éclairé, chauffé comprenant les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 WC + 1 urinoir pour 10 personnes avec un minimum de 2 appareils</li> <li>• 1 lavabo pour 10 personnes</li> <li>• 1 douche pour 10 personnes</li> <li>• alimentation EC et EF</li> </ul>		<b>Conforme à la réglementation</b>
<b>PANNEAU DE CHANTIER</b>	<b>Entreprise mandataire</b>	<b>Conforme à la réglementation</b>
Mise en place et maintenance à la charge du lot.		
<b>PALISSADE</b>	<b>Entreprise mandataire</b>	
Mise en place suivant besoin. en façade.		
Fermeture journalière assurée par le chef de chantier.		
<b>VESTIAIRE</b>	<b>Entreprise mandataire</b>	
Installation d'un local, éclairé naturellement et équipé d'une armoire individuelle par personne travaillant sur le chantier. Le raccordement électrique sera effectué sur l'armoire générale. Des regroupements seront autorisés.		<b>Conforme à la réglementation</b>
Installation, entretien, maintenance à la charge du lot.		
<b>REFECTOIRE</b>	<b>Entreprise mandataire</b>	
Un local sera installé, il sera éclairé, chauffé et équipé de tables, chaises correspondant à l'effectif s'alimentant sur le chantier.		<b>Conforme à la réglementation</b>
Equipement, maintenance, entretien à la charge du lot.		
<b>CONTROLE DES ACCES SUR LE CHANTIER</b>	<b>Tout lot</b>	
Le chantier est interdit au public. Prévoir panneaux réglementaires à l'entrée		
Les salariés devront dépendre d'une entreprise acceptée par le maître d'ouvrage impliquant la fourniture du PPSPS. et la liste du personnel présent sur le chantier		
Chaque intervenant devra pouvoir être identifiable comme appartenant à une entreprise acceptée par la maîtrise d'ouvrage. Port du badge nominatif.		
<b>LIVRAISON</b>	<b>Entreprise mandataire</b>	
Les livreurs devront connaître l'itinéraire pour accéder au chantier.		
<b>PRODUITS DANGEREUX</b>	<b>Tout lot</b>	
Interdiction de stockage de produits pétroliers ou inflammables sans accord préalable du coordonnateur SPS ou du maître d'œuvre.		
<b>SECOURS</b>	<b>Entreprise mandataire et Tout lot</b>	
Des extincteurs seront installés dans chaque local de chantier ainsi que sur le chantier lorsque les travaux le justifient (travail par point chaud). Un moyen d'appel des secours sera installé ainsi que la liste des numéros d'urgence.		
<b>NETTOYAGE DE CHANTIER</b>	<b>Entreprise mandataire et Tout lot</b>	
Il sera procédé au minimum 1 fois par jour au nettoyage de tous les locaux et des abords.		

## **IV - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE ET SECURITE ET DE SANTE**

### **RAPPEL : CONSIGNES DE SECURITÉ**

Les interventions et travaux mentionnés à l'article R.4543-1 du code du travail ne peuvent être réalisés sur un équipement qui n'a pas fait l'objet d'une étude de sécurité spécifique, effectuée par l'entreprise chargée de ces interventions et travaux, dénommée « entreprise intervenante ».

Le début des travaux doit commencer par la sécurisation des accès et des zones de travail et prendre en compte les mesures de sécurité essentielles suivantes selon le Décret 2008-1325, articles R 4543-1 à R 4543-28 du code du travail (accès, crochet de manutention, gardes corps, éclairage de la gaine, du local de machines, du local de poulie, tableau d'arrivée de courant, moyens d'accès permanents conformes aux articles R.4311-4 et R.4311-5 du code du travail, balisage terrasse...)

Le port des EPI (chaussures de sécurité, casque, harnais, gants...) est obligatoire.

Les techniciens sur le site doivent être capables de lire, expliquer et reproduire les consignes de sécurité et notamment les procédures d'activité à haut risque (plateforme, changement des câbles....)  
Interdiction de fumer dans toutes les parties communes.

Les verrouillages des portes palières doivent être vérifiés tous les soirs avant de quitter le chantier. En aucun cas une porte palière ne doit rester ouverte sans surveillance de l'entreprise (présence à l'étage).

### **Opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage**

L'employeur définit et met en œuvre les mesures de prévention de façon à supprimer ou, à défaut, à réduire autant qu'il est possible le risque d'origine électrique lors des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage (Art R.4544-3 du code du travail).

Les travaux hors tension sont réalisés dans les conditions définies aux articles R. 4544-5 à R.4544-8 du code du travail.

La partie de l'installation sur laquelle sont effectués des travaux doit être préalablement identifiée et consignée ;

Dans le cas de travaux effectués au voisinage de parties actives nues sous tension des domaines HTA ou HTB mentionnés aux 3° et 4° de l'article R. 4226-2, une surveillance permanente est assurée par une personne habilitée, désignée à cet effet, qui veille à l'application des mesures de sécurité prescrites.

L'accès aux locaux ou emplacements à risques particuliers de choc électrique mentionnés à l'article R. 4226-9 du code du travail est réservé aux personnes titulaires d'une habilitation appropriée.

Pour la réalisation de travaux sous tension, l'employeur met en œuvre les mesures de prévention qui comprennent, compte tenu de l'évaluation des risques :

- 1 La définition des modes opératoires appropriés ;
- 2 Le choix des équipements de travail appropriés aux conditions et caractéristiques des travaux à effectuer ainsi que des équipements de protection individuelle et des vêtements de travail, appropriés aux risques et aux conditions dans lesquelles les travaux sont effectués.

Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités dans les conditions prévues à l'article R.4544-10 du code du travail. L'employeur délivre, maintient ou renouvelle l'habilitation selon les modalités contenues dans les normes mentionnées à l'article R.4544-3 du code du travail (norme NF C 18-510 - arrêté du 26 avril 2012).

Certaines interventions sur ou à proximité des installations électriques sont interdites aux jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans (Art D.4153-29 du code du travail)

Lorsqu'une entreprise étrangère intervient en France, elle doit se conformer à la réglementation Française et, à ce titre, habilitier ses travailleurs.

## **Manutention**

Les équipements de travail, engins de levage et accessoires doivent subir les vérifications définies à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 modifié (Art R. 4323-22 à R. 4323-28 du code du travail), l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté détermine les équipements de travail utilisés pour le levage de charges, l'élévation de postes de travail ou le transport en élévation de personnes auxquels s'appliquent les vérifications générales périodiques, les vérifications lors de la mise en service et les vérifications lors de la remise en service après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause leur sécurité, prévues par le code du travail, à la charge du chef d'établissement dans lequel ces équipements de travail sont mis en service ou utilisés.

Il est interdit de balancer les charges pour les déposer en un point qui ne peut être atteint normalement par l'appareil de levage.

Il est également interdit de soulever ou de tirer les charges en oblique, sauf à l'aide d'appareils conçus à cette fin (Art. R. 4323-45 du code du travail).

## **Travail en hauteur**

Décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail Art R.4323-58 à 4323-68.

Lorsque les travaux temporaires en hauteur ne peuvent être exécutés à partir du plan de travail mentionné à l'article R. 4323-58 du code du travail, les équipements de travail appropriés doivent être choisis pour assurer et maintenir des conditions de travail sûres.

La priorité doit être donnée aux équipements permettant d'assurer une protection collective.

Les dimensions de l'équipement de travail doivent être adaptées à la nature des travaux à exécuter et aux contraintes prévisibles et permettre la circulation sans danger.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une chute de plus grande hauteur. Lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement de protection individuelle, un travailleur ne doit jamais rester seul afin de pouvoir être secouru dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

L'employeur doit préciser dans une notice les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'équipement de protection individuelle ainsi que les modalités de son utilisation.

Chaque travailleur doit avoir reçu une information sur le travail en hauteur et une formation au port de l'équipement individuel (Art R4323-106 du code du travail).

## **Stockage :**

Aucun stockage de matériels neufs ou anciens ne sera toléré sur les paliers sans accord du maître d'ouvrage ou son représentant. Les aires de stockage doivent être matérialisées par poteaux, barrières, chaînes ou tous autres dispositifs suivant les prescriptions du CCTP.

L'enlèvement du matériel démonté doit être effectué conformément aux prescriptions du CCTP.



#### 4.1. - VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

Les prestations suivantes sont à la charge de l'entreprise principale et seront matérialisées sur le plan d'installation de chantier et formalisées dans le P.P.S.P.S.

- les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules.
- Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux.
- les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer et maintenus propres.
- les zones de circulation menant au bâtiment devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.
- les entrées dans le bâtiment devront être aménagées de manière à :
  - protéger les salariés et toute personne contre tous risques de chute d'objet au droit de la façade. (protection au droit des goulottes évacuations, lors de travaux en toiture, lors de travaux sur les menuiseries extérieures etc...),
  - permettre l'évolution de chariots et transpalettes. Les éventuels dénivelés seront compensés par la mise en place de rampes permettant l'évolution de ce type de matériel.
  - l'entretien de ces installations sera régulièrement effectué.

L'entreprise principale établira le plan des installations de chantier des accès piétons et véhicules.

Entreprise mandataire

#### 4.2. - MANUTENTION - RISQUES LIES AUX INTERFERENCES

##### 4.2.1 - Grue à tour

SANS OBJET

##### 4.2.2 - Autres moyens de manutention

L'Entreprise mandataire mettra à disposition de l'ensemble des entreprises les moyens nécessaires à l'acheminement des matériels et matériaux dans les étages.

Un moyen de levage sera mis, aucune manutention manuelle ne sera tolérée dans les escaliers.

L'Entreprise mandataire, aura la possibilité de mettre en place un monte-charge provisoire de chantier pour les manutentions lourdes.  
Son emplacement sera défini en accord avec le Maître d'œuvre et le coordonnateur.

- la vérification de l'appareil avant utilisation. (PV à fournir avant utilisation).
- La maintenance de l'appareil sera à la charge de l'Entreprise mandataire

Entreprise mandataire

### **4.3 - MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX LOTS SECONDAIRE**

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalettes, diables...). (PPSPS)

Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale de chantier.

#### **4.3.1. - Accrochage des moyens de levage sur l'ouvrage**

**a) Charges admissibles sur l'ouvrage :**

- Sur demande d'une entreprise désirant installer un dispositif provisoire de levage pour le chantier, la manutention ou l'accrochage incombe à l'entreprise.

**b) Agrément des projets d'installation de moyens de levage provisoires et procédure de mise en œuvre :**

- Les demandes d'installation de dispositif de levage, manutention ou accrochage seront transmises au Maître d'œuvre et au coordonnateur.

- Après accord du Maître d'œuvre et du coordonnateur sur le principe d'installation proposée l'entreprise demanderesse devra faire effectuer à ses frais une note de calculs ou une notice d'utilisation de l'ouvrage support.

- Après accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage support, l'entreprise demanderesse pourra mettre en place le dispositif projeté. Elle prendra à sa charge l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage, et les remises en état de l'ouvrage support.

#### **4.3.2 - Vérification des appareils de levage**

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront systématiquement être communiqués au coordonnateur.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement.

## 4.4. - LIVRAISONS

### → Annexe 3 – Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (modèle de DHOL)

CSPS	Nom	②
Mise à jour	Date de modification	Éléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier		Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		Type
Autres renseignements utiles				

### Au verso : (à rédiger par CSPS)

#### → Projet PIC avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

## 4.5. - DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE

### 4.5.1. - Stockage

Sur proposition de l'Entreprise mandataire des stockages seront accordés au coup par coup par le Maître d'œuvre et le coordonnateur.

L'aire de stockage se fera dans la rue, demande à faire auprès de la mairie.

Compte tenu du site (les stockages seront très limités). Il est à prévoir un approvisionnement à l'avancement.

Les aménagements nécessaires à la réalisation et à la libération des aires utilisées seront à la charge de l'Entreprise mandataire.

### 4.5.2. - Entreposage

Les aménagements des magasins et la remise en état des locaux dans lesquels ils sont créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe et s'intégreront dans le plan d'installation de chantier établi au départ par l'Entreprise mandataire.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux n'est pas autorisé et devra faire l'objet d'une acceptation de la maîtrise d'œuvre et du coordonnateur.

Chaque emplacement de stockage, chaque magasin devra clairement être identifié (Nom de l'entreprise).

## 4.6. - STOCKAGE - ELIMINATION - EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

### 4.6.1. - Procédure générale

L'Entreprise mandataire mettra à disposition une benne, et assurera l'évacuation des gravois en décharge publique pendant toute la durée de l'opération.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ces déchets jusqu'aux bennes, par tous moyens adaptés.

L'Entreprise mandataire pourra envisager la mise en œuvre de goulottes à gravois à charge des lots secondaires après accord du coordonnateur.

L'Entreprise mandataire et chaque entreprise assureront le nettoyage des circulations et abords de chantier au minimum deux fois par semaine.

En cas de manquement, le Maître d'œuvre ou le coordonnateur pourront demander à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage aux frais de l'Entreprise mandataire.

Entreprise mandataire	
Tout lot	
Entreprise mandataire	
Tout lot	
Tout lot	

### 4.6.2. - Matières et substances dangereuses - PRODUITS DANGEREUX

Chaque entreprise utilisatrice de substance et de matière dangereuse fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité. Elles indiquent dans leur PPSPS, les règles de stockage des produits considérés et les dispositions de mise en œuvre. Elles resteront responsables de l'enlèvement de ces produits.

Les entreprises utilisant des produits chimiques tels que :

- diluants,
- colles,
- solvants,
- peintures,

pour la réalisation de leurs travaux, les entreprises devront obligatoirement préciser le classement et les caractéristique des produits employés.

### 4.6.3. Amiante

#### Présence d'amiante : (Voir plans)

- Colle de faïence en R+1 – LOCAL 110
- Colle de plinthe en R+1 – LOCAL 119
- Colle de plinthe et colle + ragréage en R+1 – LOCAL 130
- Colle de faïence en R+2 – LOCAL 207
- Colle de plinthe en R+2 – LOCAL 211
- Colle de faïence en R+2 – LOCAL 233
- Colle de plinthe et Colle de faïence en R+4 – LOCAL 415
- Joint entre conduite au R-1 – LOCAL 007
- Calorifugeage au R-1 – LOCAL 013
- Conduite fibro : au R-1 LOCAUX 001, 002 et 006, au R+1 local 112, esc 05 au RDC, local 407 au R+4 ;
- Chapeau fibro toiture 1+ conduit façade.
- Bac fibro toiture 3.

Nous rappelons qu'il est formellement interdit de toucher à l'amiante sans protection particulière (D'un point de vue réglementaire : Voir ci-après).

Le fait d'exposer un salarié au risque amiante peut être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.

De plus le chantier se faisant en milieu semi occupé, en cas de seuil supérieur à 5f/l, les occupants peuvent être également concernés par ce risque d'inhalation passive de fibres d'amiante.

« Art. R. 4412-145. – En fonction des résultats de l'évaluation initiale des risques prévue à la sous-section 2, pour chaque processus mis en œuvre, l'employeur établit un mode opératoire précisant notamment :

- « 1o La nature de l'intervention ;
- « 2o Les matériaux concernés ;
- « 3o La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;
- « 4o Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
- « 5o Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- « 6o Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
- « 7o Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- « 8o Les procédures de gestion des déchets ;
- « 9o Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.
- « Le mode opératoire est annexé au document unique d'évaluation des risques.

« Art. R. 4412-146. – Le mode opératoire est soumis, lors de son établissement ou de sa modification à l'avis du médecin du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

« Art. R. 4412-147. – Le mode opératoire est transmis à l'inspecteur du travail et aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale, dans le ressort territorial desquels est situé l'établissement et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

« Une nouvelle transmission est faite lors de sa mise à jour.

« Avant la première mise en œuvre du mode opératoire, celui-ci est transmis à l'inspecteur du travail et aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale dans le ressort territorial desquels est situé le lieu de l'intervention et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

**En conséquence, nous rappelons l'interdiction formelle de faire toute intervention sur l'amiante détecté (percement, grattage, ponçage, etc...)**

## DESAMIANPAGE

Nature du risque	Mesures de prévention
- Inhalation de poussières d'amiante	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune co activité et aucune présence de locataire durant cette dépose.</li> <li>- Plan de retrait à soumettre à l'avis du Coordonnateur SPS et de l'Inspection du Travail</li> <li>- Plan de retrait à fournir, se conformer au plan de retrait validé par le CSPS, fournir un P.P.S.P.S, les compagnons porteront des protections adaptées (masque, combinaison), le désamiantage se fera de façon soignée pour éviter toute dispersion de fibres.</li> <li>- Mise en place de SAS avec douche.</li> <li>- Confinement de la zone à désamianter.</li> <li>- Mesures d'empoussièrement (point zéro, en cours de travaux, et avant démantèlement du confinement), la mesure libératoire sera inférieure à 5f/l.</li> <li>- Port des EPI en zone</li> <li>- Respect des temps de pose.</li> <li>- Aménager une zone d'isolement pour les combinaisons et accessoires.</li> <li>- Les compagnons devront avoir une hygiène irréprochable (douches obligatoires avant de quitter le chantier)</li> </ul>
- Manutention	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionnement des charges.</li> <li>- Utiliser des recettes à roulettes (chariot, transpalettes, etc...)</li> <li>- Utiliser tout moyen de manutention verticale (treuil, lève plaque, grue etc...)</li> <li>- Travailler sur gazelles ou P.I.R ou échafaudage pour les travaux en hauteur.</li> </ul>

**L'entreprise devra avoir la qualification 1552, elle établira le plan de retrait comportant, notamment, les indications suivantes :**

- Nature et durée probable des travaux,
- Type et quantité d'amiante, empoussièrement attendu ou chantier TEST,
- Lieu où les travaux sont effectués,
- L'analyse des risques, amiante, incendie, électrique, hauteur, etc...,
- Méthodes mises en œuvre sur le chantier et gestion des déchets,
- Caractéristiques des équipements de protection (collective et individuelle) et de décontamination,
- Fréquence et modalités des contrôles effectués sur le chantier, rejets d'air, rejets d'eau, confinement, sas, environnementaux, air respirable..., et bilan aérodynamique,
- Schémas provisoire des installations, les installations de zone vie et sanitaires,
- Organisation des secours en zone Contrôle des accès sur les chantiers amiante,
- Le planning des travaux,
- Procédure de repli du matériel,
- Nom des opérateurs et copie des attestations de stage et attestations médicales.

Un exemplaire du plan de retrait sera remis au coordonnateur SPS pour validation. Ce dernier pourra demander des avenants, si nécessaire.

Le plan est soumis préalablement à l'avis du Médecin du travail, du PAR LE COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE) où à défaut des délégués du personnel.

Le plan est transmis aux organismes de contrôle suivants, 1 mois avant le début des travaux, (envoi en recommandé avec accusé de réception) : l'Inspection du travail, la CRAMIF Caisse Régionale Assurance maladie d'Ile de France, l'OPPBTP Organisme Professionnel Prévention Bâtiment et Travaux Publics

### POINTS D'ARRETS DESAMIANPAGE :

- Mesure point zéro avant toute intervention dans le logement à désamianter,
- Mesures 1<sup>ère</sup> restitution avant examen visuel,
- Prévenir le Maître d'Ouvrage 1 semaine avant examen visuel,
- Démontage confinement,
- **L'ENTREPRISE DOIT FOURNIR UNE MESURE FIN DE CHANTIER PAR ZONE (APRES DECONFINEMENT CONFORMEMENT A LA NORME, CE AFIN D'AVOIR DES MESURES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA CO-ACTIVITE ET DES INTERFERENCES, A PRECISER AU LABORATOIRE POUR SA STRATEGIE D'ECHANTILLONNAGE).**
- Prévenir le Maître d'Ouvrage 1 semaine avant 2<sup>ème</sup> examen visuel après déconfinement,
- Fourniture du RAPPORT FINAL : « FIN DE TRAVAUX ».

## INTERVENTIONS SS4 :

Il faut éviter l'émission de poussières d'amiante, risque pour les compagnons et risque pour l'occupant.  
Il faut éviter la pollution, risque pour l'environnement.

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
- Intervention sur amiante	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Electrification</li> <li>- Inhalation de poussières</li> <li>- Pollution</li> <li>- Manutention</li> <li>- Travail en hauteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se brancher sur les coffrets de chantier.</li> <li>- Consigner l'électricité.</li> </ul> <p><b>a) Il faudra un mode opératoire SS4, QUI COMPORTERA AU MINIMUM :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« 1o La nature de l'intervention ;</li> <li>« 2o Les matériaux concernés ;</li> <li>« 3o La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;</li> <li>« 4o Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>« 5o Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;</li> <li>« 6o Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>« 7o Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>« 8o Les procédures de gestion des déchets ;</li> <li>« 9o Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</li> </ul> <p>b) Travailler au mouillé et/ou aspirer à la source,</p> <p>c) Port d'une combinaison jetable, d'un demi masque P3 <u>à ventilation assistée</u>, des sur bottes,</p> <p>Aspirer l'eau avec aspirateur à filtration absolue, et/ou récupérer les eaux de ruissellement au niveau inférieur dans un récipient,</p> <p>Les eaux seront filtrées, puis rejetées, les filtres iront en décharge,</p> <p>Avant de quitter la zone, jeter tous les effets (EPI, et lingettes ayant servi à nettoyer le sol et l'outil) dans un double sac hermétique, les effets, les confinements, les protections murales, les filtres et chutes de dalles en double ensachage avec logo amiante en classe 1.</p> <p><b>BSDA à fournir.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionnement des charges.</li> <li>- Utiliser des recettes à roulettes (chariot, transpalettes, etc...)</li> <li>- Utiliser tout moyen de manutention verticale (monte-charge, etc...)</li> <li>- Travailler sur P.I.R ou échafaudage pour les travaux en hauteur.</li> </ul>

#### 4.6.4. Plomb

**Nous rappelons que le plomb a été classé dans les CMR. Chaque chef d'entreprise doit donc tenir compte de ce risque pour éviter d'être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.**

Un diagnostic des peintures au plomb a été effectué, pour éviter la mise en danger des ouvriers. Certaines mesures sont positives (voir rapport plomb).

#### **LE RAPPORT PLOMB REMIS PERMET DE CONCLURE A LA PRESENCE DE REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB DANS DES MURS, PLAFONDS, PORTES, PLINTHES, FENETRES ET GARDE-CORPS.**

##### **Travaux sur les éléments contenant du plomb : A LA CHARGE DU MANDATAIRE**

- Il faudra faire des tests de lingette témoin pour éviter la dispersion de poussières de plomb lors des travaux préparatoires,
- Faire un test de lixiviation pour orienter les déchets vers une décharge appropriée,
- Protéger les sols avec du polyane, mettre un SAS avec douche, calfeutrer la zone en travaux pour éviter la dissémination de poussières dans les parties communes, mettre une serpillière ou bac humide à l'entrée des zones,
- Un affichage sera fait à l'entrée des locaux, objet des travaux, et les éléments positifs seront matérialisés (pastilles ou peinture rouge ou étiquette),
- Une information des salariés sera effectuée sur le risque plomb (les P.P.S.P.S en feront mention)
- Un suivi médical sera organisé (prise de sang obligatoire)
- Les compagnons devront être équipés de demi-masque P3 à ventilation assistée, et de combinaisons jetables,
- Il faudra travailler au mouillé et/ou aspiré les poussières à la source,
- Une méthodologie nous sera communiquée pour les démolitions, percements, découpes.

Nous recommandons de traiter en 1<sup>er</sup> le plomb (mise en place de SAS, protection des sols et du confinement, avec soit dépose totale des peintures au plomb puis nettoyage fin, soit démolition avec brumisation et écaillage des peintures mal adhérentes et nettoyage fin. Après le nettoyage fin avec valeurs inférieures à 1000 µg/m².

S'il n'y a pas de retrait des peintures au plomb, il conviendra de mettre en place des protections collectives et individuelles pour les travaux de plomberie, d'électricité, de doublage, de faux-plafonds et de peinture. Pour cela, il faudra travailler au mouillé et/ou aspirer les poussières à la source avec aspirateur à filtration absolue type amiante).

Les découpes sur métal (garde-corps, etc...) se feront avec scie sabre pour éviter les poussières, les copeaux seront récupérés au fur et à mesures.

- Un nettoyage rigoureux devra être fait chaque soir (poussières aspirées par aspirateur à filtration absolue type amiante),
- Les gravats seront évacués au fur et à mesure (moyen de manutention verticale à prévoir),

**- Il faudra faire des tests de lingette en fin de travaux (au moins un par niveau et 3 dans chaque PC),**

#### **Pour la prévention des risques lors de travaux ou de l'enlèvement des peintures au plomb, VOIR DOCUMENT INRS ED 6374 et recommandations de l'OPPBTP.**

### 4.7. - PROTECTIONS COLLECTIVES

#### 4.7.1. - Principe général

L'Entreprise mandataire est chargée de la mise en place de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des bâtiments et aux abords pendant toute la durée du chantier.

Pour les réservations autres que les gaines d'ascenseurs, gaines de ventilation ou d'extraction maçonnées, mise en place d'un treillis soudé maille 10 x 10 et d'un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

La découpe du treillis ou la modification du dispositif d'obturation est à la charge de l'entreprise qui utilise la réservation.

L'ensemble des trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (lisse 1 m, sous-lisse 0,45 m et plinthe 0,15 m).

Les protections collectives seront étudiées par chaque entreprise en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur, de manière à rechercher une utilisation commune pour un maximum d'intervenants.



#### **4.7.2. - Déplacement par une entreprise des protections collectives mises en place par l'Entreprise mandataire**

Chaque corps d'état doit assurer la protection de ses ouvriers et s'assurera donc que les dispositifs en place sont appropriés à l'intervention de ses ouvriers. (PPSPS)

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place par l'entreprise de maçonnerie.

Le Maître d'œuvre et le coordonnateur pourront, en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise, demander à l'Entreprise mandataire de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante.

Moyennant l'accord avec le Maître d'œuvre, l'Entreprise mandataire procédera à la mise en place de protections collectives définitives au plus tôt (rampe d'escalier, garde-corps collectifs, etc...).

#### **4.7.3 - Travail en hauteur**

Il est strictement interdit de faire usage d'échelles et escabeaux comme poste de travail.

Les entreprises mettront à disposition de leur personnel des plates-formes individuelles roulantes (PIR) ou des échafaudages roulants, ou sur pieds, conformément à la réglementation (garde-corps, lisse, plinthe, stabilité, etc...) en fonction de la nature du travail.

### **4.8. - INSTALLATION ELECTRIQUE**

#### **4.8.1. - Branchement**

L'alimentation du tableau général de chantier sera réalisée depuis le branchement électrique EDF du bâtiment. Un certificat établi par un organisme agréé sera fourni au coordonnateur dès la mise en service des installations électriques.

**Entreprise  
mandataire  
Et lot électricité**

#### **4.8.2. - Installation électrique de chantier**

L'ensemble des circuits d'alimentation du cantonnement et coffrets de prise et éclairage devront être séparés avec des disjoncteurs calibrés pour ne pas couper toute l'installation en cas de défaut sur un circuit quelconque.

**Entreprise  
mandataire  
Lot Electricité**

#### **4.8.3 - Tableau**

Il devra permettre de couvrir les demandes en électricité:

- a) nécessaire aux cantonnements.
- b) nécessaire aux matériels de l'Entreprise mandataire, mis en place sous sa responsabilité et à sa charge.
- c) éclairage des circulations.
- d) l'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier, hormis les trois points précédents.

Sont compris dans cette installation, les armoires et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions du décret du 14 novembre 1988 et de la Norme NF C 15 100.

Les installations ci-avant seront réalisées par l'entreprise d'électricité qui en assurera l'entretien.

Les réparations, suite à dégradation, sont réalisées par l'entreprise d'électricité.

Le remaniement des installations est réalisé par l'entreprise d'électricité.

**Entreprise  
mandataire  
Lot Electricité**

#### 4.8.4. - Départs

Depuis l'armoire générale, il devra être prévu des départs, en nombre suffisant. La distribution éclairage et prises de courant sera séparée.

Entreprise  
mandataire  
Lot Electricité

#### 4.8.5. - Armoires de chantier

Le nombre d'armoires prévues sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation devra permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloignée de plus de 25 m de l'une d'entre elles.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type HO7 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25 m.

Entreprise  
mandataire  
Lot Electricité

#### 4.8.6 - Schéma unifilaire

L'Entreprise mandataire, après établissement du bilan de puissance électrique effectué auprès des autres lots, communiquera au coordonnateur le schéma unifilaire complet des installations de chantier.

Entreprise  
mandataire  
Lot Electricité

#### 4.8.7 - Matériel électrique des entreprises

Le matériel électrique utilisé par les entreprises sur le chantier devra être conforme aux normes en vigueur sur les chantiers.

Rallonges type HO7 RNF  
Enrouleurs catégorie B NFC 61-6720  
Baladeuse NFC 71-008  
Halogène norme NF avec grille de protection  
Protection prises de courant IP 447.

#### 4.8.8. - Installation d'éclairage

Seront éclairés :

- les cheminements et circulations intérieurs et extérieurs, (60 lux minimum),
- les zones de travail, vestiaire et sanitaires (120 lux minimum),
- postes de travail permanents.

Cette installation sera réalisée en 24 V jusqu'à mise hors d'eau provisoire ou définitive du bâtiment.

L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise à partir d'un tableau divisionnaire.

L'installation d'éclairage des locaux en vide sanitaire sera complétée par une installation d'éclairage de secours installée et entretenue par l'entreprise d'électricité. Toutes les installations devront être soumises à l'approbation du coordonnateur.

Cette installation devra permettre l'évacuation du personnel en toute sécurité. Il sera installé des blocs autonomes en nombre suffisant en privilégiant l'installation des blocs définitifs.

Entreprise  
mandataire  
Lot Electricité

#### 4.8.9 - Distribution électrique cantonnement

Depuis le tableau de distribution général de cantonnements, l'Entreprise mandataire prend à sa charge, la réalisation et l'entretien de l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des locaux privatifs (vestiaires, réfectoires, bureaux de chantier) de chaque entreprise.

Chacune des installations précédemment mentionnées devra être vérifiée par un organisme agréé avant toute mise en service. L'Entreprise mandataire fournira une copie du rapport de vérification au coordonnateur en matière de sécurité et de santé.

Ces installations devront notamment comporter les protections et dispositifs qui permettront une sélectivité sur 3 niveaux en cas de défaut à la terre :

- \* protection contre les surintensités et court-circuit,
- \* protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif :
  - \* à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA),
  - \* à chaque niveau protection par DDR 300 mA,
  - \* en tête d'installation protection 1A retardée.

**Entreprise  
mandataire**

#### 4.9. - INSTALLATION D'EAU PROVISoire CHANTIER

L'Entreprise mandataire prendra contact avec le service des eaux pour obtenir les branchements nécessaires aux installations de chantier.

**Entreprise  
mandataire**

#### 4.10. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

##### 4.10.1. - Dispositions générales

L'Entreprise mandataire réalisera un phasage des travaux de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Les mesures prises seront arrêtées au cours des réunions de chantier après réception des PPSPS des entreprises concernées.

Les travaux générateurs de nuisances tels que bruit, émanation de vapeurs délétères ou de poussières, seront, dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteur thermique sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.

**Entreprise  
mandataire**

**Tout lot**

**Tout lot**

##### 4.10.2. - Travaux superposés

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, chaque entreprise prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré par cette superposition (exemple : protection par auvent plein ou filet, etc...).

A défaut, les travaux superposés seront interdits

### 4.10.3. - Mesures propres aux travaux de terrassement

De par leur nature, les travaux de terrassement présentent des risques pour l'ensemble des entreprises qui travaillent sur le chantier. C'est la raison pour laquelle l'entreprise chargée du terrassement et celle du gros œuvre devront respecter les principes suivants lors des travaux de terrassement :

- Maintenir des accès piétons différenciés des cheminements engins ou manutention, ils devront être propres et secs.

#### a) Talutage naturel

Si l'entreprise opte pour une procédure d'exécution par talus naturel, elle devra :

- demander une étude de profil de talus à un bureau spécialisé, pour un talutage > à 45°,
- respecter au minimum le profil de pente préconisé par le bureau d'étude.

A défaut, l'entreprise devra mettre en place un dispositif de protection rapportée,

- procéder à une purge et à un écrêtage régulier du talus.

#### b) Protection en tête de talus

L'Entreprise mandataire prendra des dispositions pour faire respecter les consignes suivantes :

- mettre en place une protection collective rigide (garde-corps rigides en plus des barrières de chantier en pourtour de la zone de chantier) en tête de talus (garde-corps placés à au moins 1 mètre de la tête de talus pour parer à tout mouvement de terre),
- empêcher le stockage de matériels ou de matériaux au-delà de ces protections, et les circulations d'engins

#### c) Accès sécurisés

L'Entreprise mandataire prendra des dispositions pour

- mettre une zone de circulation piétonne derrière les garde-corps en pourtour de la zone terrassée,
- créer une rampe d'accès pour les véhicules et engins de chantier,
- mettre en place un accès sécurisé en fond de fouille (escalier avec garde-corps ou équivalent).

L'entreprise de terrassement proposera avant l'exécution des travaux de terrassement son PPSPS en décrivant le mode opératoire des phases de travaux.

**L'entreprise devra produire le justificatif de l'accord du Bureau de Contrôle et du Bureau de sol sur la solution retenue de paroi en voiles par passes et respecter les passes prévues.**

### 4.11. - SIGNALISATION DE CHANTIER

L'Entreprise mandataire assurera pendant toute la durée de l'opération la signalisation du chantier. A l'aide de plans, elle proposera au coordonnateur une signalisation au démarrage du chantier et une remise à jour régulière.

Cette signalisation concerne les domaines suivants :

- signalisation de danger sur le chantier
- panneaux et fléchage de repérage à l'intérieur des bâtiments (éventuel)
- panneaux de consignes obligatoires à respecter par les entreprises
- panneaux et fléchage relatifs au premier secours

**Entreprise  
mandataire**

### 4.12. - PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Les mesures préconisées et recensées dans les PPSPS des entreprises intervenantes porteront particulièrement :

- . aspiration et ventilation des postes de travail,
- . limitation des interférences en particulier lors des travaux de peinture, pose d'isolation, et lors des travaux d'étanchéité,
- . le mode opératoire devra permettre de limiter les nuisances (bruit, vibrations, poussière, gaz toxique, etc...)

#### 4.13 - TRAVAUX SPECIFIQUES

Les entreprises concernées par ces travaux, devront communiquer au coordonnateur :

- les fiches techniques,
- les règles de stockage,
- moyens prévus pour la ventilation du poste de travail.

#### 4.14 - CONDITIONS DE TRAVAIL

L'ensemble du chantier devra être organisé pour permettre au personnel d'obtenir des conditions de travail conformes à la réglementation en vigueur.

Les protections collectives seront adaptées, les engins de levage seront privilégiés pour limiter les manutentions manuelles (fractionnement des charges).

a) Protection individuelle :

Le harnais de sécurité doit être utilisé lorsque les protections collectives ne peuvent être judicieusement installées. Ce moyen de protection contre les chutes de hauteur doit être retenu que lors d'interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives;

En ce qui concerne l'emploi de personnel intérimaire, la société d'intérim doit fournir les équipements inhérents à la profession. Cependant, il est rappelé que c'est l'entreprise utilisatrice qui reste responsable du respect de la réglementation.

Toutes les entreprises présentes sur le chantier mettront à disposition de leur personnel les équipements et protections individuelles adaptées à la nature du travail confié.

<p><b>LE PORT DU CASQUE, DES CHAUSSURES OU BOTTES DE SECURITE EST OBLIGATOIRE QUELQUE SOIT L'ACTIVITE DU TRAVAILLEUR.</b></p>
---

Dans le cas de nécessité et sur ordre du Chef de chantier ou d'équipe, sont disponibles :

- lunettes de protection,
- masque anti poussière,
- gants de manutention et bétonnage,
- casque antibruit ou bouchons d'oreilles,
- harnais de sécurité.

Dans le cas d'utilisation du harnais de sécurité qui doit être exceptionnel, le Chef d'équipe désigne le point et la méthode d'amarrage et laisse un accompagnateur auprès de l'ouvrier exposé.

**Personnel Intérimaire :**

L'entreprise de Travail Temporaire est tenue de fournir à son personnel leur propre gilet, bottes, chaussures et casque de sécurité.

L'Entreprise mandataire fournit à ces derniers tous les articles de protection individuelle propre à des travaux spécifiques.

**Tout lot**

**Tout lot**

**Tout lot**

**Entreprise  
mandataire**

## 4.15 – PROTECTION CONTRE LE BRUIT

### Protection contre le bruit

Echelle du risque occasionné par le bruit à l'ouïe.

dBA >90 I - Danger avéré de lésions irréversibles (port de protection obligatoire),

85 < dBA < 90 II - Danger présumé de lésions irréversibles (mise à disposition de protection obligatoire)

DBA < 85 III - compatible avec la préservation de l'ouïe.

Pour ce faire, les entreprises retiendront les procédés permettant de limiter les bruits. Ils utiliseront autant que faire se peut :

- réduction du bruit à la source,
- encoffrement de la source,
- mise en place de dispositifs anti-vibratile,
- éloignement des machines bruyantes,
- protection individuelles, casque, etc. ....

**Tout lot**

#### 4.16. - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CHAQUE LOT

Les entreprises s'attacheront à définir dans leur P.P.S.P.S la nature de leurs travaux, les risques s'y rapportant (poste par poste) et les protections qui seront mises en place suivant les modèles ci-dessous.

Dans le cadre des travaux prévus, nous avons fait une analyse de risque en tenant compte des principes généraux de prévention, notre analyse ne saurait être exhaustive, aussi les entreprises devront faire leur propre analyse des risques et l'incorporer dans leur P.P.S.P.S.

Les mesures préconisées dans le § 4.16 devront être appliquées ou seront au moins équivalentes.

Domaine des risques	Nature du risque	Mesures de prévention
Circulation au sol sur chantier TOUT LOT	- Chute de plain-pied, chocs, heurts	- Ne pas encombrer les passages, port du casque <b>- Maintenir des accès piétons différenciés des cheminements engins ou manutention, ils devront être propres et sec.</b>
Chutes d'objets en stockage (manutention, travaux en hauteur) TOUT LOT	- Chocs, Heurts	- Périumètre de sécurité, balisage
Travaux en hauteur TOUT LOT	- Chute	- Interdiction de faire usage d'échelles et escabeaux comme poste de travaux. - Utiliser des échafaudages de pied pour les travaux en hauteur, PV de vérification à fournir avant toute intervention. - P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur. - Les trémies seront protégées pour éviter toute chute d'un compagnon.
Projections - Eclatements (objets, pièces en mouvement, meules ...) TOUT LOT	- Eclat dans les yeux	- Périumètre de sécurité - Port des lunettes
Ambiance physique (bruit, éclairage, ...) TOUT LOT	- Problème aux oreilles - Pas assez d'éclairage	- Limitation du bruit (<85 dBA) - Port du casque anti-bruit - Eclairer suffisamment les postes de travail
Chargement, déchargement des véhicules, manutentions TOUT LOT	- Tour de rein	- Fractionnement des charges. - Utiliser des recettes à roulettes (chariot, transpalettes, etc...) - Utiliser tout moyen de manutention verticale (monte-charge/lift, voire l'ascenseur après protection et en respectant la charge maximale, etc...)
Emploi de matériel d'oxycoupage de soudage à l'électricité, à l'autogène, à l'argon TOUT LOT	- Incendie - Brûlure	- Permis de feu. - Extincteur adapté au risque. - Port des EPI
Electricité intervention sur BT-HT. Tout organe d'ordre électrique. TOUT LOT	- Electrisation	- Habilitation des personnes. - Travaux hors tension. - Travaux à partie de coffrets de chantier - Protéger tout organe sous tension et prévenir tous les lots.
Circulation routière Utilisation d'engin TOUT LOT	- Collision - Renversement d'un piéton	- Permis de conduire adapté au type de véhicule. - Autorisation de conduite. - Se conformer au code la route.
Emploi de produits chimiques dangereux, toxiques, inflammables, corrosifs ... TOUT LOT	- Inhalation, projection, brûlures, incendie	- Respect des consignes de sécurité préconisées par le fabricant. - Analyse de risque à faire par l'entreprise pour présentation au Coordonnateur pour validation. - Stockage interdit sans autorisation du maître d'œuvre ou du coordonnateur.
Evacuation des gravats TOUT LOT		- Protocole de sécurité entre transporteur et entreprise, guidage des camions, respect des limitations de vitesse, - Tri des déchets, bordereaux de suivi à communiquer au Maître d'Ouvrage

## VISITE DE CHANTIER HORS EQUIPE CHANTIER

Il est demandé :

- **Au MANDATAIRE** de maintenir les circulations propres, des circulations éclairées,

**Le MANDATAIRE** mettra un balisage au moyen de panneaux de l'accès chantier au logement témoin, ce cheminement sera éclairé. Il sera formellement interdit à tout visiteur de sortir des emprises balisées.

**Le MANDATAIRE et TOUS LES LOTS** devront, pendant les visites, suspendre tous travaux au-dessus de l'accès chantier, dans la zone du logement témoin et sur le passage qui conduit à ce logement.

**LE MAITRE D'OUVRAGE** devra informer **Le MANDATAIRE** au moins une semaine avant toute visite, pour permettre d'organiser et planifier ces visites et ainsi éviter tout accident. Pour limiter cette interférence avec le chantier, il conviendra de regrouper les visites.

**LE MAITRE D'OUVRAGE** devra faire signer cette feuille de visite à tout visiteur avant de pénétrer sur le chantier, une copie nous sera communiquée pour la classer dans le registre journal.

**TOUT VISITEUR** mettra un casque dès l'accès au chantier, ce casque sera remis par le représentant **du MAITRE D'OUVRAGE** qui ira le chercher dans la salle de réunion, le casque sera rendu à la sortie du chantier au représentant **du MAITRE D'OUVRAGE**.

### MESURES DE SECURITE A RESPECTER PAR LES VISITEURS :

ACTION	RISQUES	PROTECTIONS
Déplacements des visiteurs accompagnés par un représentant <u>du MAITRE D'OUVRAGE</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Chute de hauteur</li><li>- Chute d'objet, écrasement</li><li>- Chutes de plain-pied</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ne pas se pencher par les fenêtres.</li><li>- Respecter le balisage mis en place par le MANDATAIRE et ne pas se rendre dans une quelconque autre zone du chantier (hors mis les bungalows partie sanitaires et la salle de réunion)</li><li>- Ne pas déplacer les protections collectives (garde-corps, etc...) mises par le MANDATAIRE</li><li>- Respecter les Périmètres de sécurité,</li><li>- Port du casque obligatoire.</li><li>- Ne pas courir sur le chantier,</li><li>- Circulations sans encombre,</li><li>- Ne pas sortir du cheminement.</li></ul>

**TOUT VISITEUR NE SE CONFORMANT PAS A CE REGLEMENT SERA IMMEDIATEMENT EXCLU.**

DATE :

NOM ET SIGNATURE DU VISITEUR :



## **RISQUE CMR (TOUT LOT)** **(Cancérogène, Mutagène et toxique pour la Reproduction)**

**INTERDICTION FORMELLE D'UTILISER DES PRODUITS A BASE DE DICHLOROMETHANE**  
(Voir Fiche Technique 34 FT34 de l'INRS ou note 14 de l'Inspection du Travail)

**TOUTE ENTREPRISE AYANT A UTILISER DES PRODUITS DEVRA FOURNIR LES FDS DES PRODUITS UTILISES :**

- Peinture, colle, décapants, solvants, enduits, etc.

### **RISQUE SILICE :**

#### **Réglementation :**

- R4412-149 (Pour la cristobalite et la tridymite : VLEP : 0,05 mg/m<sup>3</sup> et Pour le quartz à 0,1 mg/m<sup>3</sup>).
- Arrêté du 26 octobre 2020 applicable au 1er janvier 2021.

**TOUTE ENTREPRISE AYANT UN RISQUE SILICE : DEVRA INDIQUER LES MESURES PRISES POUR LA PROTECTION DES SALARIES, DANS LE PPPS ou DANS UN ADDITIF AU PPPS**

**TOUTE ENTREPRISE AYANT UN RISQUE SILICE :**

- Risque par les poussières : Ponçage, percements, balayages de gravats, etc...

**TOUTE ENTREPRISE AYANT UN RISQUE SILICE : PRINCIPAUX MATERIAUX CONCERNES.**

- Brique, béton, mortier, ciment, granite, grès, quartzite, ardoise, pierre de taille, silex, sable, carreaux, vitre...

**LES PRINCIPAUX LOTS CONCERNES :**

- Gros Œuvre, terrassement, démolition, peinture, ravalement/traitement des façades, plombier, électricien, etc...

**TRAVAUX PRINCIPAUX QUI EXPOSENT A LA SILICE :**

- Rabotage, décroulage et sciage d'enrobés bitumineux, dégarnissage de ballast non mécanisé, tri au pied des concasseurs, sciage de bordure de trottoir
- Pelletage de déblais / remblais – canalisation,
- Projection de béton par voie sèche,
- Taille et découpe de pierres, découpe de briques,
- Fabrication foraine de mortier et enduit de finition
- Balayage / nettoyage de chantier
- Ponçage de béton, percement / perçage de voiles béton,
- Découpe de carrelage
- Evacuation des gravats
- Grattage d'enduit de façade, ponçage d'enduit avant peinture

**LES MESURES DE SECURITE DEMANDEES DANS LE CADRE DE LA COORDINATION SPS :**

- Si possible remplacer par un produit non nocif ou moins nocif.
- Isoler ou confiner les zones, voire mise en dépression,
- Ventiler les locaux non confinés,
- Utiliser des techniques peu émissives de poussières,
- Aspirer à la source et/ou travailler à l'humide, (après consignation électrique),
- Aspirer les poussières avec aspirateur à filtration absolue, plutôt que le balayage,
- Port des EPI (chaussures, gants, masques prévus dans les FDS, lunettes, voire combinaisons),
- Port de protections respiratoires prévues, notamment FFP3 à ventilation assistée,
- Port de lunettes,
- Interdiction de fumer à proximité.

**Toute entreprise concernée par le risque CMR (en fonction des FDS, risque SILICE, autres CMR) devra tenir compte du tableau ci-après dans son analyse de risque :**

TRAVAUX	RISQUES/DANGER	PROTECTIONS
<p><u>Utilisation de produits nocifs ou travaux avec risque CMR, notamment SILICE</u></p> <p>Travaux employant des peintures, colles, décapants, solvants, enduits, etc...</p>	<p>Inhalation, ingestion, projection</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fourniture des FDS (Fiches de données de sécurité),</li> <li>- Analyse des risques à faire dans le P.P.S.P.S, information des compagnons et respect des mesures énoncées dans les FDS, et dans les PPSPS,</li> <li>- Aucune interférence ou superposition de tâche, mise en place de confinement, d'isolement, de périmètre de sécurité ou autre à définir lors de l'inspection commune et à formaliser dans P.P.S.P.S,</li> </ul> <p><b>MESURES DE PREVENTION :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Si possible remplacer par un produit non nocif ou moins nocif,</u></li> <li>- Isoler ou confiner les zones, voire mise en dépression,</li> <li>- Ventiler les locaux non confinés,</li> <li>- Utiliser des techniques peu émissives de poussières,</li> <li>- Aspirer à la source et/ou travailler à l'humide,</li> <li>- Aspirer les poussières avec aspirateur à filtration absolue, plutôt que le balayage,</li> <li>- Port des EPI (chaussures, gants, masques prévus dans les FDS, lunettes, voire combinaisons),</li> <li>- Port de protections respiratoires prévues, notamment FFP3 à ventilation assistée,</li> <li>- Port de lunettes,</li> <li>- Interdiction de fumer à proximité.</li> </ul>

**AVERTISSEMENT : FICHES DONNEES SECURITE DES PRODUITS A FOURNIR. VEILLER A LES RESPECTER. EN CAS DE PRESENCE DE PRODUITS CLASSES DANGEREUX, SI POSSIBLE LES REMPLACER, A DEFAUT, IL EST DEMANDE DE VENTILER LES ZONES PENDANT LA MISE EN PLACE DES PRODUITS ET DE PORTER DES MASQUES A ADDUCTION D'AIR (VOIR EGALEMENT ED 98 DE L'INRS) et PORT DE LUNETTES AVEC PROTECTIONS LATERALES ET PORT DE GANTS.**

## TERRASSEMENT - AMENAGEMENTS EXTERIEURS

- Maintenir des accès piétons différenciers des cheminements engins ou manutention, ils devront être propres et sec.

### a) Talutage naturel

Si l'entreprise opte pour une procédure d'exécution par talus naturel, elle devra :

- demander une étude de profil de talus à un bureau spécialisé, pour un talutage > à 45°,
- respecter au minimum le profil de pente préconisé par le bureau d'étude.

A défaut, l'entreprise devra mettre en place un dispositif de protection rapportée,

- procéder à une purge et à un écrêtage régulier du talus.

### b) Protection en tête de talus

L'Entreprise mandataire prendra des dispositions pour faire respecter les consignes suivantes :

- mettre en place une protection collective rigide (garde-corps rigides en plus des barrières de chantier en pourtour de la zone de chantier) en tête de talus (garde-corps placés à au moins 1 mètre de la tête de talus pour parer à tout mouvement de terre),
- empêcher le stockage de matériels ou de matériaux au-delà de ces protections,

### c) Accès sécurisés

L'Entreprise mandataire prendra des dispositions pour

- mettre une zone de circulation piétonne derrière les garde-corps en pourtour de la zone terrassée,
- mettre en place un accès sécurisé en fond de fouille (escalier avec garde-corps ou équivalent)

L'entreprise de terrassement proposera avant l'exécution des travaux de terrassement son PPSPS en décrivant le mode opératoire des phases de travaux.

Domaine des risques	Nature du risque	Mesures de prévention
Circulation accès au chantier	<ul style="list-style-type: none"><li>- Collision</li><li>- Renversement d'un piéton</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- CACES ou autorisation de conduite</li><li>- Imposer une limitation de vitesse 15 km/h maximum.</li><li>- Délimitation des zones véhicules et piétons.</li></ul>
Circulation au sol sur chantier	<ul style="list-style-type: none"><li>- Chute de plain-pied, chocs, heurts</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ne pas encombrer les passages, port du casque, port du baudrier.</li></ul>
Circulation et travail à proximité des engins de chantier.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Renversement, heurts</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ne pas stationner dans le rayon giratoire de la pelle.</li><li>- Munir les engins de klaxon de recul.</li></ul>
Travail en fouille.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Chute, ensevelissement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Blinder les fouilles.</li><li>- Baliser les fouilles.</li><li>- Mettre des accès aisés en fouille (escalier, échelle pour les fouilles de faible profondeur et faible largeur)</li></ul>
Manutentions	<ul style="list-style-type: none"><li>- Tour de rein, coupures</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Mécaniser</u> le travail.</li></ul>
Explosion, électrisation		<ul style="list-style-type: none"><li>- DICT + AIPR</li><li>- Repérage des réseaux.</li></ul>

## ANNEXE 1 : Familles d'engins concernés par le dispositif CACES

Engins de chantier	Recommandation n° 372 modifiée
Grues à tour	Recommandation n° 377 modifiée
Grues mobiles	Recommandation n° 383 modifiée
Plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP)	Recommandation n° 386
Chariots automoteurs de manutention à conducteur porté	Recommandation n° 389
Grues auxiliaires de chargement de véhicules	Recommandation n° 390

### CATEGORIES D'ENGINS DE CHANTIER

Catégories	ENGINS
1	Tracteurs et petits engins de chantier mobiles (Tracteur agricole, mini-pelle, mini-chargeuse, ...)
2	Engins d'extraction et/ou de chargement à déplacement séquentiel (pelle, engins de forage...)
3	Engins d'extraction à déplacement alternatif (tracteurs à chenilles ...)
4	Engins de chargement à déplacement alternatif (chargeuses, chargeuses-pelleteuses, ...)
5	Engins de finition à déplacement lent (finisseur, gravillonneur, ...)
6	Engin de réglage à déplacement alternatif (niveleuse)
7	Engin de compactage à déplacement alternatif
8	Engin de transport ou d'extraction-transport (tombereau, décapeuse, ...)
9	Engin de manutention (chariot-élévateur de chantier ou tout terrain)
10	Conduite d'engins sans activité de production (déplacement, maintenance, démonstrations, essais)

NB : le chargeur télescopique est dans la catégorie 9

### CATEGORIES DES CHARIOTS À CONDUCTEUR PORTE

Catégories	CHARIOTS
1	Transpalettes à conducteur porté (levée inférieure à 1 m)
2	Chariots tracteurs et à plateau porteur de capacité inférieure à 6000 kg
3	Chariots élévateurs en porte à faux de capacité inférieure ou égale à 6000 kg
4	Chariots élévateurs en porte à faux de capacité supérieure à 6000 kg
5	Chariot élévateur à mât rétractable
6	Conduite de chariots hors production

## AIPR

Avant tous travaux de VRD, veiller à délivrer une AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des réseaux)

### 14 FORMATION ET AUTORISATION D'INTERVENTION À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX (AIPR)

Les dispositions des chapitres 14.2 à 14.4 ci-après entrent en application le 1er janvier 2018.

#### 14.1 FORMATION

Toute personne chargée par le responsable de projet d'encadrer la mise en œuvre de travaux à proximité de réseaux enterrés et aériens et toute personne travaillant sous la direction de l'exécutant des travaux doivent disposer des compétences appropriées.

Pour atteindre ces objectifs, les actions de formation menées comportent autant que possible un volet théorique et un volet pratique pouvant prendre la forme d'une simulation. Elles sont effectuées dans le cadre d'une formation initiale ou de la formation continue des agents déjà en poste. Elles sont assurées par un organisme de formation compétent en matière de sécurité industrielle ou de prévention au travail, ou par l'établissement employeur. Elles sont destinées :

- à faire connaître les risques d'endommagement des différentes catégories d'ouvrages lors de travaux à proximité et les conséquences qui pourraient en résulter pour la sécurité des personnes et des biens, pour la protection de l'environnement et pour la continuité de fonctionnement de ces ouvrages,
- à apprendre à s'en prémunir et à limiter les conséquences d'un éventuel endommagement, puis à vérifier la bonne acquisition de ces compétences.

Elles explicitent la réglementation en vigueur et les prescriptions techniques applicables à la réalisation de ces travaux. Leur durée et les conditions de leur mise en œuvre tiennent compte de l'expérience, des qualifications et des fonctions des personnes formées. Elles sont renouvelées chaque fois que nécessaire, notamment pour préparer l'obtention de l'autorisation d'intervention à proximité de réseaux ou de son renouvellement périodique.

#### 14.2 AUTORISATION D'INTERVENTION À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX

Une autorisation d'intervention à proximité de réseaux est obligatoire pour au moins une personne assurant pour le compte du responsable de projet la conduite ou la surveillance de travaux réalisés en co-activité.

Elle est également obligatoire pour toute personne intervenant, pour le compte de l'exécutant des travaux, comme encadrant de ces travaux, ou comme conducteur d'engin appartenant à la liste ci-dessous :

- conducteurs de :
  - boteur et de chargeuse ;
  - pelle hydraulique et de chargeuse — pelleuse, trancheuse, draineuse, recycleuse, sous-soleuse, fraiseuse, compacteuse ;
  - niveleuse ;
  - grue à tour ;
  - grue mobile ;
  - grue auxiliaire de chargement ;
  - plate-forme élévatrice mobile de personnes ;
  - chariot automoteur de manutention (conducteur porté) ;
  - machine de forage ou de battage ou d'autres machines ou engins pour la réalisation de travaux sans tranchée ;
  - camion-aspirateur doté d'un outil de décompactage motorisé sur le bras d'aspiration
- opérateur de pompe et tapis à béton.

L'autorisation d'intervention à proximité de réseaux est, en outre, obligatoire pour toutes les personnes réalisant des travaux urgents.

La délivrance par l'employeur de l'autorisation d'intervention à proximité de réseaux est conditionnée d'une part à l'estimation que celui-ci fait de la compétence de la personne concernée, d'autre part à la disponibilité pour cette personne d'au moins une des pièces justificatives suivantes :



- a) un certificat, diplôme ou titre de qualification professionnelle de niveau I à V, datant de moins de cinq ans, correspondant aux types d'activités exercées, et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles ;
- b) un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) en cours de validité, dont le champ d'application prend en compte l'intervention à proximité des réseaux, et correspondant aux types d'activités exercées listées dans le décret 98-1084 du 2 décembre 1998 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et aux prescriptions techniques auxquelles est subordonnée l'utilisation des équipements de travail et modifiant le code du travail [24] ;
- c) une attestation de compétences en cours de validité délivrée conformément à la procédure fixée au 14.3 ;
- d) un certificat, un titre ou une attestation de niveau équivalent à l'un de ceux mentionnés aux a) à c), délivrés dans un des États membres de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées.

Le référentiel définissant les compétences qui conditionnent la délivrance des pièces justificatives mentionnées ci-dessus, quelle que soit la forme de ces pièces justificatives, doit comprendre à minima les éléments fixés à l'Annexe I du fascicule 3.

La limite de validité de l'autorisation d'intervention à proximité de réseaux ne peut dépasser celle de la pièce justificative associée, ou pour les pièces justificatives sans limite de validité, 5 ans après la date de leur délivrance. Cette limite de validité ainsi que les références de la pièce justificative associée sont portées sur l'autorisation d'intervention à proximité de réseaux.

Les pièces justificatives dont les références sont mentionnées dans l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux, ou leurs copies, sont conservées par l'employeur dans le dossier personnel de l'agent concerné pendant toute la durée de présence de ce dernier dans l'entreprise. Elles sont restituées à l'agent si celui-ci quitte l'entreprise. L'agent titulaire d'une de ces pièces justificatives qui est recruté dans une nouvelle entreprise, peut solliciter du nouvel employeur la délivrance d'une nouvelle autorisation d'intervention à proximité des réseaux basée sur ces mêmes pièces selon les mêmes critères.

L'autorisation d'intervention à proximité de réseaux est tenue, selon le cas par le responsable de projet ou par l'exécutant des travaux, à la disposition de l'inspecteur du travail, des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale ainsi que des agents des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, des directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France et du CHSCT concerné.

#### 14.3 DÉLIVRANCE DE L'ATTESTATION DE COMPÉTENCE

L'attestation de compétences prévue au c) du 14.2 est délivrée dans les conditions suivantes :

- a) l'employeur invite l'agent concerné à se rendre dans un centre d'examen qu'il choisit parmi ceux titulaires du récépissé de déclaration d'activité d'un prestataire de formation prévu à l'article R. 6351-6 du code du travail [25] et disposant des moyens prévus aux b) à e) ci-après ;
- b) l'examen est fondé sur un questionnaire à choix multiple (QCM) établi par les parties prenantes en conformité avec le référentiel fixé par l'Annexe I du fascicule 3 en cours de validité, et dont le contenu, les critères de réussite à l'examen et le modèle de certificat de réussite ou d'échec sont reconnus par le ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- c) le personnel du centre d'examen assure la surveillance de l'examen, l'appui éventuel aux candidats ayant des difficultés de compréhension des questions posées, et la correction de l'examen lorsque celle-ci n'est pas automatisée ;
- d) en cas de réussite à l'examen, le centre d'examen délivre l'attestation de compétences à l'agent concerné et à son employeur, et en conserve une copie pendant une durée minimale de 5 ans ;
- e) l'examen se déroule par connexion électronique au site ministériel qui transmet les résultats au centre de formation.

L'obtention de l'attestation ne dispense pas, le cas échéant, du respect des autres obligations réglementaires en matière de formation.

La liste des centres d'examen reconnus, la liste des questions parmi lesquelles sont sélectionnées les QCM des examens, et toutes informations utiles concernant l'examen par QCM et l'AIPR sont tenues à jour sur le site internet du guichet unique [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)

#### 14.4 CERTIFICATION

Dans le cadre des travaux d'investigation complémentaire relatifs à des réseaux existants ou des relevés topographiques relatifs à des réseaux neufs ou modifiés, les entreprises qui effectuent des prestations de géoréférencement ou des prestations de détection par mesure indirecte fouille fermée, sont certifiées par un organisme certificateur accrédité à cet effet par le Comité français d'accréditation ou par tout autre organisme d'accréditation équivalent signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

La certification est valide pour une durée de 6 ans renouvelable.

Lorsque les relevés topographiques sont réalisés fouille ouverte, l'entreprise qui réalise ces relevés n'a pas besoin d'être certifiée si elle les effectue en coordonnées relatives établies par rapport à des repères géoréférencés qui sont établis par une entreprise certifiée.

Sont dispensées de la certification pour les prestations de géoréférencement les entreprises inscrites à l'ordre des géomètres-experts conformément à l'article 2 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 [26] instituant l'ordre des géomètres-experts, si elles répondent aux obligations relatives aux compétences, au respect des règles de l'art et à l'assurance en responsabilité civile professionnelle fixées par cette loi, par le décret n° 96-478 du 31 mai 1996 [27] portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels et à l'annexe 1 de l'arrêté du 19 février 2013 [28] encadrant la certification des prestataires en géoréférencement et en détection des réseaux, et ne font l'objet d'aucune sanction disciplinaire à ce titre. .

Les modalités de la certification ainsi que les référentiels relatifs aux deux domaines de certification, les critères relatifs à la certification et les modalités de contrôle des prestataires certifiés sont fixés dans les parties 2 – Détection des réseaux enterrés et 3 – Géoréférencement des réseaux de la norme NF S70-003.

La liste des organismes certificateurs accrédités pour ce domaine de certification, et la liste des prestataires titulaires d'une certification en cours de validité et toutes informations utiles concernant la certification des prestataires en localisation des réseaux sont tenues à jour sur le site internet du guichet unique [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr).

## MAÇONNERIE / GROS ŒUVRE

### Le PPSPS de l'entreprise s'attachera à définir les points suivants :

- . description du phasage (Types de travaux effectués et protections collectives mises en place)
- . stockage (les aciers, les coffrages, les tours d'étalement etc...),
- . choix et méthodes de manutention.

#### Bétonnage :

- Transport du béton jusqu'au lieu de travail (horizontalement et verticalement),

#### Maçonnerie :

Mode de protection et continuité des protections contre les chutes de hauteur.

- approvisionnement des matériaux et stockages au poste de travail,
- définition des postes de travail des maçons.
- protection contre les chutes de hauteur,
- protection des trémies.

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Travaux de GO / maçonnerie ...	<ul style="list-style-type: none"><li>- Chute de hauteur</li><li>- Chute d'objet</li><li>- Tour de reins</li><li>- Inhalation</li><li>- Empalement</li><li>- Chute de plain-pied</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur.</li><li>- Mettre des garde-corps à l'avancement au droit des nez de dalle et trémies supérieures à 30x30 cm et les obturer.</li><li>- Port du casque et équipements individuels</li><li>- Ne pas stationner sous les charges</li><li>- Etayer</li><li>- Baliser les zones à risques.</li><li>- Fractionner les charges</li><li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li><li>- Un moyen de levage (monte-charge...).</li><li>- Tenir compte du risque SILICE, aspiration à la source ou brumisation et protection des salariés.</li><li>- Protection des aciers ou crossage</li><li>- Circulations sans encombre</li></ul>



## Démolitions

Le PPSPS de l'entreprise s'attachera à définir les points suivants :

- . Description des moyens de confortement avant démolition, des moyens utilisés pour les démolitions, le phasage précis, le type d'étalement, etc...

### Protection du personnel du chantier :

- Interdire matériellement l'accès aux parties à démolir.
- Aménager des circulations du personnel, séparées des circulations des engins.

### Protection des piétons et des ouvrages riverains :

- Clôturer le chantier et mettre en œuvre les dispositifs de protection nécessaires, pour que les gravats de la démolition ne puissent atteindre l'extérieur par chute ou par rebond.
- Ménager un espace libre suffisant autour de l'ouvrage à démolir.

### Organisation des travaux

- S'assurer de la résistance des supports et aires de circulation et de travail des engins ; au besoin les étayer ou les conforter, si possible utiliser des engins commandés à distance.
- Délimiter des surfaces suffisantes au sol.
- Aménager des aires de circulation ou de travail des engins mécaniques, ainsi que les aires de tri et de stockage des gravats.

S'assurer avant toute utilisation d'un engin mécanique, de l'absence de personnel dans les zones de circulation et de travail de cet engin.

### Emission de poussières

- Privilégier l'émiettement ou le morcellement à l'aide des pinces ou de cisaille, qui produisent moins de poussières.
- Pulvériser, chaque fois qu'il est possible, de l'eau aux points d'émission des poussières (au sol et au niveau de l'outil).
- Organiser le travail, de façon à ce que d'autres salariés du chantier ne se trouvent pas sous le nuage de poussières.

### Tri des gravats

- Mécaniser autant que possible, le tri et la manutention des gravats.
- Proscrire la co-activité entre le tri et le tri mécanique des gravats.

### Conduite des engins

- Confier la conduite des engins exclusivement aux salariés qui disposent de l'autorisation de conduite correspondante.

### Pollution et nuisances

- Choisir la technique de démolition, ainsi que les outils qui soient les moins bruyants.
- Brumiser pour éviter les poussières
- Doter le personnel des dispositifs de protection individuelle adaptés.

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Travaux de démolition	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Chute d'objet</li> <li>- Electrification, explosion</li> <li>- Tour de reins</li> <li>- Heurts - coincement coupures</li> <li>- Inhalation de poussières d'amiante</li> <li>- Inhalation de poussières plomb</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou P.I.R.L pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage.</li> <li>- Mettre des garde-corps à l'avancement en cas de déconstructions manuelles préalables aux démolitions lourdes.</li> <li>- Port du casque et équipements individuels</li> <li>- Ne pas stationner sous les charges</li> <li>- Baliser les zones à risques.</li> <li>- Repérage des réseaux et consignation, mise en place de coffrets de chantier.</li> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (goulotte, monte-charge, engins de chantier adapté).</li> <li>- Port du casque et équipements individuels</li> <li>- VOIR CHAPITRE AMIANTE</li> <li>- VOIR CHAPITRE PLOMB</li> </ul>

## ETANCHEITE

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Travaux par point chaud.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incendie</li> <li>- Chute de hauteur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permis de feu à demander au Maître d'Ouvrage</li> <li>- Extincteurs à proximité du travail par point chaud</li> <li>- Arrêt des travaux 2 heures avant de quitter le chantier</li> </ul> <p><b>- ECHAFAUDAGE DU RAVALEUR SERVANT DE PROTECTION COLLECTIVE (A FAIRE DEPASSER DE 1 METRE)</b></p> <p>A DEFAUT : Mettre des garde-corps au préalable à tous travaux en terrasse. Pour la mise en place des garde-corps définitifs ou provisoires, les intervenant seront équipés de harnais et <u>reliés à un point fixe dont la résistance sera à nous justifier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poser les cadres ou les lanterneaux à partir d'un échafaudage, depuis le dessous pour éviter toute chute de hauteur, et maintien de l'échafaudage en-dessous pendant la pose du lanterneau.</li> </ul>
Manutention	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effondrement structure</li> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chutes de plain-pied</li> <li>- Chute de matériaux</li> <li>- Explosion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne pas surcharger la dalle, notamment avec le gravillon et s'assurer de sa portance.</li> <li>- Fractionner les charges et utiliser des moyens de manutention mécaniques et un monte-charge ou équivalent pour les évacuations et approvisionnements. Prévoir également des recettes à roulettes</li> <li>- Circulations sans encombre.</li> <li>- Périimètre de sécurité en pied d'immeuble. Ne pas stocker en bord de terrasse ou sur acrotères, notamment dalles sur plots.</li> <li>- Respecter l'ED742. Pression max 1,5 bars (acétylène), ventilation des locaux, fixer les bouteilles et les tenir à la verticale. Vérifier notamment chaque jour les flexibles et les chapeaux.</li> </ul>

# Identification, manutention et stockage des bouteilles de gaz

Les caractéristiques propres des gaz, la pression sous laquelle ils sont embouteillés, les dangers d'inflammation et d'explosion qui résultent de leur mélange entre eux et avec l'air, imposent l'observation de règles simples de manutention et de stockage présentées dans cette fiche.

## IDENTIFICATION

### ■ Couleurs

Les bouteilles de gaz sont en général identifiables par la couleur de leur ogive (Fig. 1) :

- marron pour l'acétylène,
- blanche pour l'oxygène,
- vert foncé pour l'argon,
- gris pour le gaz carbonique.

Lorsque les gaz sont mélangés, l'ogive porte la couleur de chacun des gaz. Par contre les bouteilles de butane et de propane sont peintes entièrement. Leur couleur diffère selon les sociétés distributrices.

### ■ Marquage

Sur l'ogive des bouteilles, un marquage, soit en creux, soit à la peinture, soit imprimé sur une étiquette permet également d'identifier le gaz ou le mélange de gaz.

### ■ Pressions

L'ogive porte, entre autres inscriptions gravées dans le métal, la pression en bars du gaz dans la bouteille à la température de 15° C.

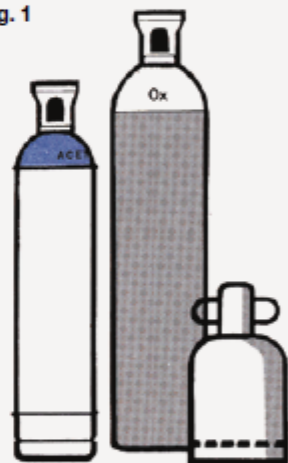
Les gaz comprimés (oxygène, argon...) le sont à 196 bars (147 bars également pour l'oxygène).

Les pressions d'emménagement des gaz liquéfiés sont :

- 1,7 bar pour le butane,
- 7,5 bars pour le propane,
- 50 bars pour le gaz carbonique. L'acétylène dissous est stocké sous une pression de 15 bars.

Les raccords de sorties de bouteilles sont différents selon les gaz. Pour l'acétylène, le butane et le propane, ils ont un pas à gauche, par contre, pour l'oxygène, l'argon, le gaz carbonique et les mélanges de ces gaz, ils ont un pas à droite.

Fig. 1



## MANUTENTION

### ■ Risques

Compte tenu de la pression à l'intérieur des bouteilles et des risques propres à chacun des gaz, les bouteilles doivent être manutentionnées avec précaution, le capuchon de protection en place. La rupture d'un robinet, suite à un choc, peut entraîner :

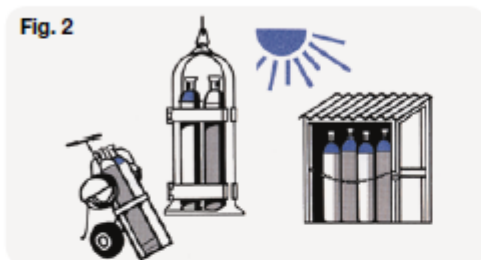
- la projection du robinet,
- une décharge extrêmement brutale de gaz,
- la projection de la bouteille par réaction,
- l'inflammation du gaz ou l'explosion,
- la sous-oxygénation du local pouvant entraîner l'asphyxie,
- la sur-oxygénation du local pouvant entraîner l'inflammation de la plupart des corps et surtout des matériaux organiques tels que : huiles, graisses, tissus, papier, matières plastiques, sous l'effet de la moindre étincelle ou point en ignition. Les corps gras peuvent même s'enflammer spontanément au contact de l'oxygène.

### ■ Prévention

Lors des manutentions, il y a lieu de respecter les mesures suivantes :

- décharger les bouteilles en les recevant sur un épais tapis de caoutchouc ou d'une autre matière amortissant la chute ;
- utiliser des engins de manutention appropriés (chariots spéciaux, cadres pour grues ou pont roulant) (Fig. 2) ;
- éviter de les faire rouler ;
- en ceinturer plusieurs ensemble afin d'éviter qu'elles ne tombent (Fig. 2) ;
- ne pas utiliser la fenêtre du chapeau de protection pour engager un crochet ou tout système d'accrochage pour manutention.

Fig. 2



## STOCKAGE

### ■ Classement des établissements

Le stockage des gaz combustibles dans les usines, ateliers et chantiers est soumis à la législation, nomenclature et réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (établissements classés selon le Code de l'environnement).

Lorsque les gaz sont contenus dans des bouteilles, les dépôts d'acétylène, de butane et de propane sont classés suivant le tableau ci-dessous.

La quantité Q emmagasinée à prendre en compte pour le classement est la somme des capacités nominales des bouteilles, qu'elles soient pleines ou vides.

### ■ Aménagement des locaux

Les aménagements des locaux soumis à classement sont contenues dans l'arrêté type n° 1418 pour l'acétylène et l'arrêté du 10/05/93 pour le butane et le propane.

Quand les quantités sont inférieures au seuil de classement, il est recommandé, en particulier pour les dépôts d'usine ou d'atelier placés à proximité de locaux d'habitations, de respecter les dispositions contenues dans les arrêtés types.

Dans les chantiers, les locaux de stockage seront de préférence à l'extérieur des bâtiments en construction.

Les gaz plus lourds que l'air (oxygène, butane, propane) ne doivent pas être stockés dans des points bas ou à proximité de ceux-ci (cuvettes, sous-sol...). Les bouteilles sont à placer à l'abri d'un auvent ou dans un local spécialement aménagé constitué de matériaux incombustibles.

Le local doit comporter une toiture en matériaux légers, une porte d'accès ouvrant vers l'extérieur, fermée à clef et munie d'une pancarte portant l'indication : « Gaz inflammable - Défense de fumer ».

Des ouvertures hautes et basses (à ras du sol) permettront l'évacuation des gaz vers l'extérieur en cas de fuite. L'éclairage artificiel, s'il y en a un, doit être assuré :

- soit par des lampes placées à l'extérieur de ces locaux derrière un verre dormant ;
- soit par des appareils d'éclairage pour atmosphères explosibles conformes à la réglementation ATEX (directive 94/9/CE) dans ces locaux.

CLASSEMENT	Acétylène dissous (rubrique 1418)	Gaz inflammables liquéfiés (propane et/ou butane) (rubrique 1412)
Pas de classement	$Q < 100 \text{ kg}$	$Q < 6 \text{ t}$
Déclaration (D)	$= \text{ou } > 100 \text{ kg } Q^* < 1 \text{ t}$	$< 6 \text{ t } Q^* < 50 \text{ t}$
Autorisation (A)	$= \text{ou } > 1 \text{ t } Q^* < 50 \text{ t}$	$Q^* = \text{ou } > 50 \text{ t}$
Autorisation avec servitude (AS)	$Q^* = \text{ou } > 50 \text{ t}$	$Q^* = \text{ou } > 200 \text{ t}$

\* Q = quantités totales de produit sur le site

(D) = les installations soumises à déclaration doivent faire l'objet, avant mise en service, d'une déclaration au préfet du département.

(A) = les installations soumises à autorisation doivent faire l'objet, avant mise en service, d'une demande d'autorisation adressée au préfet du département.

Il est conseillé de prendre les mêmes dispositions pour les locaux contenant des bouteilles d'oxygène, y compris la mise en place d'une plaque sur la porte comprenant la mention « Défense de fumer ».

#### ■ Ce qu'il ne faut pas faire

Veiller à ne jamais stocker des bouteilles de gaz, même vides, dans les conditions suivantes :

- en plein soleil, à proximité d'un foyer quelconque, d'une flamme,
- dans une atmosphère corrosive ou dans un endroit où elles risquent de recevoir des projections corrosives,
- en présence de bouteilles contenant des gaz différents, de matériaux inflammables, de chiffons gras,
- à proximité d'explosifs,
- des bouteilles vides avec des bouteilles pleines,
- des bouteilles vides le robinet ouvert.



#### RÉGLEMENTATION

- **Nomenclature des ICPE**

Décrets n°99-1220 du 28/12/99 et n°2007-1467 du 12/10/07

- **Arrêté du 10/05/93**

Relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés sous pression

- **Arrêté type n° 1418 du 10/03/97**

Relatif au stockage ou emploi d'acétylène

#### DOCUMENTS À CONSULTER

- **Installation et utilisation des bouteilles de gaz**

Fiche Prévention F3 M 02 09 - Édition OPPBTP

#### OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex  
Tél : 0820 09 10 12

[www.oppbtp.fr](http://www.oppbtp.fr)

Fiche Prévention - F3 M 01 09 - © oppbtp 2009

## RAVALEMENT / FAÇADES

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Réfection des façades	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Chute d'objet en contrebas</li> <li>- Manutention</li> <li>- Projection</li> <li>- Chute de plain-pied</li> <li>- Inhalation</li> <li>- Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une protection collective (échafaudage de pied, à voir pour utilisation commune avec les lots étanchéité, serrurerie, menuiseries extérieures).</li> <li>- Mettre toute protection pour éviter la chute d'un objet en contrebas (Filet, pare gravois), mettre en place un périmètre de sécurité composé de grilles avec panneau "port du casque obligatoire" et "Chantier interdit au public".</li> <li>- Protéger toutes les entrées et sorties des bâtiments.</li> <li>- Installer un treuil ou un monte-charge (ou tout moyen équivalent) judicieusement positionné qui servira également pour les autres lots.</li> <li>- Port des EPI, notamment combinaison et lunettes</li> <li>- Ne pas encombrer les plateaux. Refermer les trappes après chaque passage.</li> <li>- FDS des produits à fournir et respect des consignes prévues,</li> <li>Port du casque avec jugulaire.</li> </ul>

## ECHAFAUDAGE

### Réglementation :

- Code du travail L.4121: Principes généraux de prévention.
- Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2004 (articles R.4323-58 à 90)  
Utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.
- Arrêté du 21 décembre 2004 Vérification des échafaudages.
- Circulaire DRT 2005/08 du 27 Juin 2005 Mise en œuvre du décret du 1<sup>er</sup> septembre 2004 et arrêté du 21 décembre 2004.
- Pour mémoire, R. 4224-5: Protection contre les chutes des équipements de travail en général (concerne les installations des postes de travail permanents non visés par le décret de septembre 2004).

### Normes :

- Norme NF P 93-353 - décembre 1994 - Plates-formes individuelles roulantes légères.
- Norme NF P 93-352 - novembre 1997 - Plates-formes individuelles roulantes.
- Norme NF P 93-520 - novembre 1997 - Échafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur.
- Norme NF EN 1004 - mai 2005 - Echafaudages roulants.
- Norme NF EN 12810-1, 2 - septembre 2004 - Echafaudages de façade.
- Norme NF EN 12811-1, 2, 3 - août 2004 - Echafaudages
- Norme NF EN ISO/CEI 17050-1 - avril 2005 - Déclaration de conformité du fournisseur

### Documents INRS :

- R408
- ED75

Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique, détaillée aux articles R. 233-13-31, R. 233-35 et R. 233-36 du Code du travail et renouvelée pour tenir compte de l'évolution des équipements (article R. 233-3). En ce qui concerne les échafaudages de pied, le chef d'établissement dispose des référentiels de compétence de la récente recommandation R408 de la CNAMTS ("Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied"). Il doit délivrer une attestation de compétence au personnel reconnu compétent après cette formation ou l'obtention d'un CAP ou d'un certificat de qualification professionnelle (CQP).

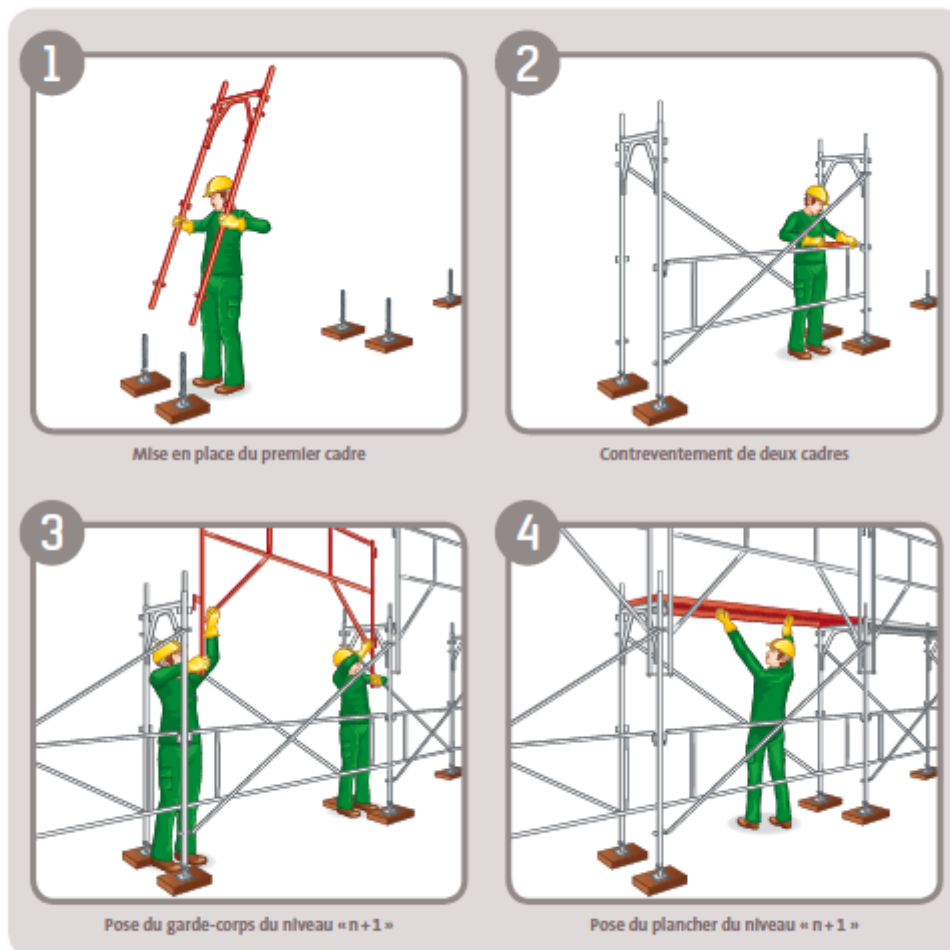
Le personnel chargé du montage, du démontage ou de la transformation d'un échafaudage doit disposer de la notice ou du plan de montage et de démontage du fabricant et s'appuyer sur la note de calcul prévue par la notice, lorsque le montage envisagé correspond à celui prévu par le fabricant. Dans le cas contraire, ou lorsque n'existe pas de note calcul, une personne compétente devra réaliser un calcul de résistance et de stabilité. Lorsque la configuration envisagée n'est pas prévue par la notice, une personne compétente devra établir un plan de montage, d'utilisation et de démontage de l'échafaudage.

Tous ces documents sont conservés sur le lieu de travail.

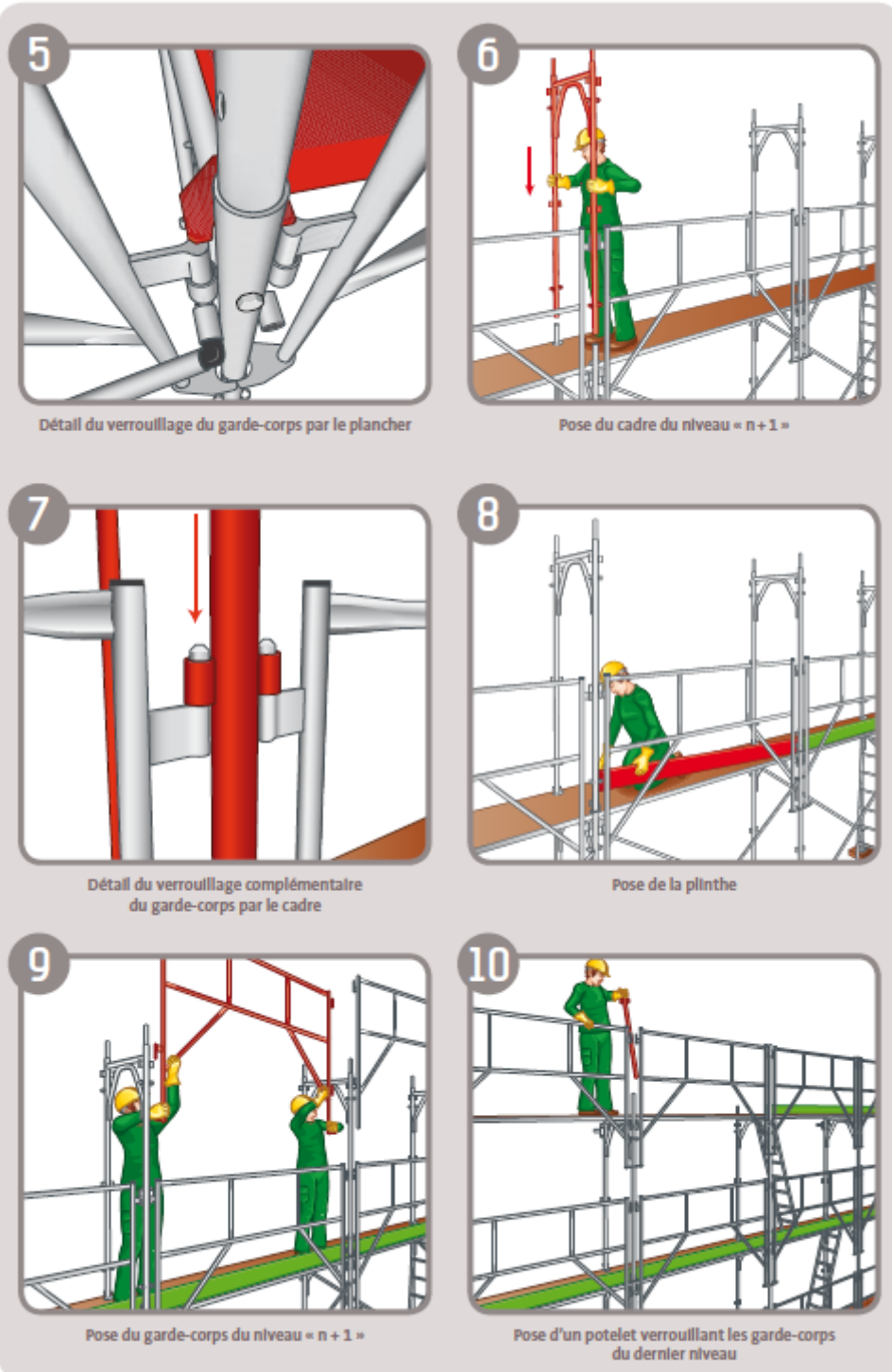
TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Montage et démontage échafaudage de pied	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Manutention</li> <li>- Chute d'objet</li> <li>- Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser un échafaudage de pied avec garde-corps à l'avancement pour éviter la chute. <u>AUCUN AUTRE TYPE D'ECHAFAUDAGE NE SERA TOLERE</u></li> <li><u>Fournir au préalable un plan de montage d'échafaudage.</u></li> <li><u>Fournir la copie des aptitudes au montage et démontage d'échafaudage des compagnons chargés de monter.</u></li> <li><u>Fournir un PV de réception de l'échafaudage avant toute utilisation, y apposer les charges admissibles par plancher.</u></li> <li><u>Protocole d'utilisation de l'échafaudage par les différents corps d'état, apposer les charges admissibles.</u></li> <li>- Utiliser le treuil (ou tout moyen équivalent).</li> <li>- Mettre toute protection pour éviter la chute d'un objet en contrebas (le dernier niveau sera muni d'un pare gravois, filet ou tout moyen équivalent), un périmètre de sécurité sera mis en pied d'immeuble (grille type HERAS ou équivalent).</li> <li>- Port du casque avec jugulaire.</li> </ul>

## EXEMPLE DE CINEMATIQUE DE MONTAGE D'UN ECHAFAUDAGE MDS

### 3.1. Exemple de cinématique de montage d'un échafaudage MDS de première catégorie







## MODELE DE PV VERIFICATION D'UN ECHAFAUDAGE VOIR RECOMMANDATION R408 DE L'INRS ANNEXE 6

Annexe 6

### PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DE TRAVAUX D'ÉCHAFAUDAGES

#### DESCRIPTIF

Adresse du site : .....

Localisation du chantier : .....

Dimensions : Lg ..... m lg ..... m

H ..... m (dernier niveau de plancher)

Nombre de niveaux de planchers équipés : .....

Nombre et type des accès aux différents planchers : .....

Nombre d'amarrages : - vérins .....  
- chevilles .....

Marque échafaudage : - Type .....

Montage effectué par la Société : ..... (le preneur d'ordre)

Charges d'utilisation : 1 niveau 100 % à ..... daN/m<sup>2</sup>  
1 niveau 50 % à ..... daN/m<sup>2</sup>  
ponctuelle valeur ..... daN  
sur niveau situé à ..... m du sol  
valeur ..... daN

ou différent, à préciser : .....

Nature des travaux : .....

Durée estimée du chantier : .....

Bâché : OUI NON

Donneur d'ordre :  
Société : ..... Responsable M. ....

Entreprise(s) autorisée(s) à accéder à l'échafaudage :  
..... Responsable M. ....  
..... Responsable M. ....  
..... Responsable M. ....

Points non examinés par le vérificateur :  
1 .....  
2 .....  
3 .....

Le vérificateur : M. .... Sté .....

Date de vérification : .....

## NACELLES AUTOMOTRICES

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Travail dans la nacelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renversement</li> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Chute d'objet</li> <li>- Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir les zones de stationnement et s'assurer de la résistance du sol. Mettre en place les stabilisateurs s'ils sont prévus.</li> <li>- Respecter les charges maximales.</li> <li>- Fournir le PV de contrôle à jour de la nacelle.</li> <li>- Ne pas l'utiliser par forts vents.</li> <li>- Respecter les recommandations du fabricant.</li> <li>- Veiller au port du harnais</li> <li>- Ne pas sortir de la nacelle.</li> <li>- Ne pas rouler en position haute.</li> <li>- Fournir la copie de l'autorisation de conduite.</li> <li>- Mettre un périmètre de sécurité autour (grille type HERAS ou équivalent).</li> <li>- Port du casque avec jugulaire.</li> </ul>

## GRUE MOBILE

VOIR ED 6107, ED 6009 DE L'INRS

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Travail dans la grue mobile	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renversement</li> <li>- Chute d'objet</li> <li>- Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen d'adéquation (s'assurer notamment de la résistance du sol),</li> <li>- Vérification de mise ou remise en service,</li> <li>- Vérification périodiques générales,</li> <li>- Visites techniques,</li> <li>- Autorisation de conduite et CACES,</li> <li>- Mettre en place les stabilisateurs s'ils sont prévus.</li> <li>- Respecter les charges maximales.</li> <li>- Ne pas l'utiliser par forts vents.</li> <li>- Respecter les recommandations du fabricant.</li> <li>- Mettre un périmètre de sécurité autour (grille type HERAS ou équivalent).</li> <li>- Eviter le survol des compagnons.</li> <li>- Veiller à être dirigé avec visuelle et liaison phonique.</li> <li>- Port du casque et baudrier.</li> </ul>

## MENUISERIES BOIS

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement, Pose :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Chutes de plain-pied.</li> <li>- Inhalation de poussières bois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage</li> <li>- Circulation sans encombre.</li> <li>- Aménager un local ou une zone isolée, aspirer les poussières à la source, veillé au port du demi masque P3 à ventilation assistée</li> </ul>

### ATTENTION PARTICULIERE

- Varlope, scie circulaire (Coupure)
- Inhalation des poussières
- Electrification

Guide de protection adaptée à la machine-outil et Capot  
Zone isolée et Port du masque anti-poussière.  
Différentiel 30mA

## SERRURERIE / METALLERIE

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Pose des garde-corps, mains courantes, portes métal, portes vitrées, etc...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chutes de plain-pied.</li> <li>- Chute d'objet</li> <li>- Ecrasement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir les protections collectives mises en place par le gros œuvre, (si possible les intégrer lors des travaux de gros œuvre), à défaut, échafaudage du ravaleur servant de protection collective.</li> <li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur,</li> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- Circulation sans encombre.</li> <li>- Echafaudage servant de protection collective, à défaut, mettre un périmètre de sécurité en pied d'immeuble (grilles type Héras, ....), ou des filets ou pare gravois.</li> <li>- Stockage à plat ou sur chevalet avec inclinaison vers l'arrière pour éviter toute chute lors de la découpe des feuillards</li> <li>- Cerclage générale et 1 feuillard par menuiserie.</li> <li>- Extraire la menuiserie latéralement.</li> </ul>

## MENUISERIES EXTERIEURES

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement : Pose	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chutes de plain-pied</li> <li>- Coupures superficielles</li> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Chute à partir des fenêtres, balcons</li> <li>- Chute d'objet sur rue ou cour</li> <li>- Ecrasement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- Aménager une circulation sans encombre</li> <li>- Ne pas laisser trainer d'outils, Port de gants</li> <li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage.</li> <li>- Echafaudage servant de protection collective contre les chutes (à voir avec ravaleur), à défaut, mettre des garde-corps aux fenêtres, sinon utiliser une P.I.RL.</li> <li>- Echafaudage servant de protection collective, à défaut, mettre un périmètre de sécurité en pied d'immeuble (grilles type Héras, ....), ou des filets ou pare gravois.</li> <li>- Stockage sur chevalet avec inclinaison vers l'arrière pour éviter toute chute lors de la découpe des feuillards</li> <li>- Cerclage générale et 1 feuillard par menuiserie.</li> <li>- Extraire la menuiserie latéralement.</li> </ul>

## EXEMPLES DE GARDE-CORPS PROVISOIRE POUR FENETRE

Pour répondre aux besoins des artisans et professionnels poseurs de fenêtres, à la construction comme à la réhabilitation. Assurent une complète protection du poseur qui peut travailler en hauteur en toute sécurité et même en s'appuyant sur le garde-corps pour faciliter sa tâche.

Pose facile et sans percement sur tout châssis de fenêtre en PVC.

Léger (poids 4,5 kg) et aisés à transporter.

Existe en 3 longueurs réglables pour s'adapter à toutes les dimensions standard de châssis :

- De 0,85 à 1,27 m : Réf. GCPPF0.85
- De 1,20 à 1,70 m : Réf. GCPPF1.20
- De 1,70 à 2,40 m : Réf. GCPPF1.70



## CLOISONS/DOUBLAGES/FAUX PLAFONDS

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement, Pose :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Chutes de plain-pied.</li> <li>- Manutention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage</li> <li>- Circulation sans encombre.</li> <li>- Utiliser un lève plaque pour les faux plafonds placo.</li> </ul>

## REVETEMENT DE SOLS (SOUPLES, CARRELAGE, PARQUETS, etc...)

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement : Pose	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chutes de plain-pied</li> <li>- Problèmes aux genoux</li> <li>- Utilisation de produits nocifs</li> <li>- Projection dans les yeux</li> <li>- Inhalation de poussières bois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- Circulation sans encombre.</li> <li>- Port de genouillères molletonnées.</li> <li>- FDS des produits à fournir et respect des consignes prévues, notamment port des EPI et notamment masque à ventilation assistée et ventilation des locaux</li> <li>- Port de lunettes</li> <li>- Aménager un local ou une zone isolée, aspirer les poussières à la source, veillé au port du demi masque P3 à ventilation assistée</li> </ul>

## PEINTURE

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement	- Déchirures musculaires - tour de reins	- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale - Un moyen de levage (monte-charge...)
Travail en hauteur	- Chutes de plain-pied - Chute de personne	- Circulation sans encombre.  - P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage.
Travaux de peinture	- Utilisation de produits nocifs  - Projection dans les yeux	- FDS des produits à fournir et respect des consignes prévues, notamment port des EPI et notamment masque à ventilation assistée et ventilation des locaux  - Port de lunettes

## ASCENSEUR

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement, pose	- Déchirures musculaires - tour de reins  - Chutes de plain-pied - Chute de hauteur  - Electrisation  - Chute dans trémie	- Fractionner les charges - Utiliser des chariots pour la manutention horizontale - Un moyen de levage (monte-charge...)  - Circulation sans encombre.  - Travail à partir d'un échafaudage dans la gaine ou de plateformes d'ascensoriste.  - Travail hors tension, utilisation de coffrets de chantier, ou appareillage portatif  - Protections collectives à maintenir jusqu'à la pose des portes palières

## PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION – SANITAIRE

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Tronçonnage	- Eclat dans les yeux	- Périimètre de sécurité et port des lunettes
Travaux par point chaud.	- Incendie	- Permis de feu - Extincteurs à proximité du travail par point chaud
Manutention d'appareils sanitaires ou autre.	- Déchirures musculaires - tour de reins	- Fractionner les charges - Utiliser des chariots pour la manutention horizontale - Un moyen de levage (monte-charge)
Travail en hauteur	- Chute de personne  - Chutes de plain-pied  - Explosion	- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage.  - Circulation sans encombre.  - Respecter l'ED742. Pression max 1,5 bars (acétylène), ventilation des locaux, fixer les bouteilles et les tenir à la verticale. Vérifier notamment chaque jour les flexibles et les chapeaux.



## PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.

### MAÎTRE D'OUVRAGE

#### Nom

Représenté par

Fonction

Surveillant  
des travaux

Fonction

#### CONSIGNES PARTICULIÈRES

*résultant du type d'exploitation de l'établissement*

Document(s) joints(s) : ☐ Autres :

☐ Consignes de  
sécurité incendie

☐ Plan d'évacuation  
incendie

à préciser

### ENTREPRISE INTERVENANTE

#### RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Raison sociale

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

#### INTERVENTION

Localisation des travaux

Début des travaux

Fin des travaux

date

heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

## CONSIGNES DE SÉCURITÉ

	Fait	Sans objet		Fait	Sans objet
<b>AVANT LES TRAVAUX</b>			<b>PENDANT LES TRAVAUX</b>		
<b>S'assurer</b> que le matériel utilisé est en parfait état.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Surveiller</b> les projections incandescentes et leurs points de chute.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Éloigner, couvrir et protéger</b> les installations à l'aide de moyens appropriés.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Veiller</b> à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>S'assurer</b> du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Autres prescriptions :		
<b>S'assurer</b> que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
<b>S'assurer</b> que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
<b>S'assurer</b> que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>APRÈS LES TRAVAUX</b>		
<b>S'assurer</b> que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>S'assurer</b> que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres prescriptions :			<b>Inspecter</b> le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<b>Effectuer</b> des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			Autres prescriptions :		

## CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :

Moyens de première intervention :

Numéro d'appel en cas d'urgence :

### Le représentant du maître d'ouvrage

Date

**Signature**

### Le représentant de l'entreprise intervenante

Date

**Signature**

## Attestation de consignation/ Déconsignation pour Travaux GAZ

Entreprise : Le chargé de Travaux : Habilitation :  Est chargé de l'exécution des travaux suivants :  Sur l'ouvrage ci-après :
--

Le chargé de consignation : Atteste qu'en vue de l'exécution de ces travaux, il a consigné :
---

Le chargé de travaux doit considérer comme étant sous pression tout ouvrage gaz autre que ceux dont la consignation lui est certifiée par la présente attestation ou par d'autres attestations en sa possession. Dispositions particulières : _____
--

L'avis de fin de travail devra être rendu au plus tard à Le délai de restitution des installations en cas d'urgence est de
---

Attestation délivrée le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_ H \_\_\_\_ min au chargé de travaux qui s'engage à respecter les prescriptions en vigueur.

Signatures

Le Chargé de Consignation : \_\_\_\_\_

Le Chargé de Travaux : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Déconsignation de l'installation :

Observations : \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ à \_\_\_\_ H \_\_\_\_ min

Signatures :

Le Chargé de Consignation : \_\_\_\_\_

Le Chargé de Travaux : \_\_\_\_\_

## ELECTRICITE

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Incorporation dans les murs Mise en place des boîtiers et tubes Intervention en hauteur etc...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Heurts - coincement coupures</li> <li>- Electrification</li> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chutes de plain-pied</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- P.I.R pour les planchers inférieurs à 2,50 m ou PIRL pour les planchers inférieurs à 1,00 m, lors des travaux de petite hauteur, échafaudage.</li> <li>- Port du casque et équipements individuels</li> <li>- Ne pas laisser d'outils coupants à portée de main.</li> <li>- Travail hors tension, utilisation de coffrets de chantier, ou appareillage portatif</li> <li>- Habilitation du personnel,</li> <li>- Port de la visière et équipements individuels d'électricien tels que chaussures, gants et outils isolés.</li> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- Utiliser un dérouleur de câble</li> <li>- Circulation sans encombre.</li> </ul>

## L'habilitation

C'est la reconnaissance, par son employeur, de la capacité d'une personne à accomplir en sécurité les tâches fixées. L'habilitation n'est pas directement liée à la position hiérarchique ni à la classification professionnelle. L'habilitation est matérialisée par un document établi par l'employeur et signé par l'employeur et l'habilité.

La délivrance d'une habilitation par l'employeur ne dégage pas pour autant la responsabilité de ce dernier.

L'habilitation n'autorise pas, à elle seule, un titulaire à effectuer de son propre chef des opérations pour lesquelles il est habilité. Il doit en outre être désigné par son employeur pour l'exécution

de ces opérations. L'affectation à un poste de travail peut constituer une désignation implicite.

Cette reconnaissance nécessite :

- une connaissance et une préparation des tâches fixées en tenant compte de l'état des installations (cf. § 4) ;
- le respect des conditions citées dans le chapitre suivant (cf. § 2).

Habitations	Domaine BT			Domaine HT	
	Travaux		Intervention	Travaux	
	Hors tension	Sous tension		Hors tension	Sous tension
Chargé de consignation	BC	/	BC	HC	/
Chargé de travaux	B2	B2T	/	H2	H2T
Chargé d'intervention	/	/	BR	/	/
Exécutant électricien	B1	B1T	/	H1	H1T
Agent de nettoyage sous tension	/	BN	/	/	HN
Non électricien habilité	Bo	/	/	Ho	/

## Attestation de consignation/ Déconsignation pour Travaux ELECTRIQUE

Le chargé de Travaux est Monsieur :

Habilitation :

De l'Entreprise :

Est chargé de l'exécution des travaux suivants :

Electricité Basse Tension  
Réhabilitation de l'éclairage des locaux Elémentaires  
Mise en conformité des installations électriques basse tension.

Sur l'ouvrage ci-après :

Le chargé de consignation est Monsieur Téléphone

Habilitation :

Atteste qu'en vue de l'exécution de ces travaux, il a consigné :

Description des zones ou ouvrages consignés :

Description des zones ou ouvrages non consignés :

Le chargé de travaux doit considérer comme étant sous tension tout ouvrage électrique autre que ceux dont la consignation lui est certifiée par la présente attestation ou par d'autres attestations en sa possession.

Dispositions particulières :

L'avis de fin de travail devra être rendu au plus tard le	à	heures et	minutes
Le délai de restitution des installations en cas d'urgence est de		heures et	minutes

Attestation délivrée le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_ H \_\_\_\_ min au chargé de travaux qui s'engage à respecter les prescriptions en vigueur.

Signatures :

Le Chargé de Consignation : \_\_\_\_\_

Le Chargé de Travaux : \_\_\_\_\_

### Déconsignation de l'installation :

Observations : \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ à \_\_\_\_ H \_\_\_\_ min

Signatures :


Le Chargé de Consignation : \_\_\_\_\_

Le Chargé de Travaux : \_\_\_\_\_

## EQUIPEMENTS DIVERS

TRAVAUX	RISQUES	PROTECTIONS
Déchargement, Approvisionnement, pose	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchirures musculaires - tour de reins</li> <li>- Chutes de plain-pied</li> <li>- Chute de hauteur</li> <li>- Electrification</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fractionner les charges</li> <li>- Utiliser des chariots pour la manutention horizontale</li> <li>- Un moyen de levage (monte-charge...)</li> <li>- Circulation sans encombre.</li> <li>- Travail sur Gazelle, PIR ou échafaudage roulant</li> <li>- Travail hors tension, utilisation de coffrets de chantier, ou appareillage portatif</li> </ul>

## TRAVAUX D'ELAGAGE / DEBROUSSAILLAGE

RISQUES	MESURES DE PREVENTION ET OBSERVATIONS
CHUTE DE HAUTEUR	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UTILISER UNE NACELLE OU UN ECHAFAUDAGE</li> <li>- AUCUN TRAVAIL SUR ECHELLE OU ESCABEAU</li> <li>- AUTORISATION DE CONDUITE (CACES, EN CAS D'UTILISATION DE NACELLE)</li> <li>- PV de VERIFICATION DE LA NACELLE</li> </ul>
CHUTE DE HAUTEUR	<ul style="list-style-type: none"> <li>- HARNAIS DE SECURITE EN BON ETAT</li> <li>- APTITUDE AU TRAVAUX EN HAUTEUR (COPIE DE L'ATTESTATION DE FORMATION)</li> <li>- MATERIEL ADAPTE AU COMPAGNON</li> <li>- MATERIEL VERIFIE</li> <li>- FORMATION DISPENSEE POUR LE PORT DU HARNAIS.</li> </ul>
COUPURES, HEURTS, ECLATS, BRUIT	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PERIMETRE DE SECURITE</li> <li>- MATERIEL VERIFIE NOTAMMENT LA TRONÇONNEUSE, LES APPAREUX DE LEVAGE</li> <li>- PORT DES EPI (CASQUE, GANTS, VISIERE,</li> </ul>  <p>PANTALON ET VESTE ANTI-COUPURES CHAUSSURES DE SECURITE, CASQUE ANTI BRUIT)</p>
PROBLEMES LOMBAIRES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- FRACTIONNER LES CHARGES</li> <li>- UTILISER UN MOYEN DE MANUTENTION MECANIQUE</li> </ul>
CHUTE DE PLAIN PIED	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CIRCULATION SANS ENCOMBRE</li> <li>- EVACUATION DES GRAVATS A L'AVANCEMENT</li> </ul>
ECRASEMENT	<ul style="list-style-type: none"> <li>- NE PAS STATIONNER SOUS LES CHARGES</li> <li>- PERIMETRE DE SECURITE</li> </ul>
ACCIDENT	<ul style="list-style-type: none"> <li>- AUCUN TRAVAIL ISOLE, AU MOINS 2 COMPAGNONS SUR LE CHANTIER</li> <li>- TELEPHONE PORTABLE A PROXIMITE</li> <li>- COMPOSER LE 18, 15 ou 112 ET REPENDRE AUX QUESTIONS DU POMPIER</li> </ul>
HAPPEMENT PAR LA BROYEUSE	BROYEUSE EQUIPEE D'UN SYSTEME DE COUPURE DE SECURITE.
RENVERSEMENT DE LA NACELLE	<p>METTRE LA NACELLE SUR UN SOL STABLE, SI NECESSAIRE METTRE EN PLACE UN PLATELAGE SOUS LA NACELLE.</p> <p>AUCUNE CIRCULATION AVEC LA NACELLE EN POSITION HAUTE, REDESCENDRE LA NACELLE POUR CIRCULER ET LA MONTER QU'EN POSITION A L'ARRET.</p>

## PIRL 2 A 4 MARCHES

**2** marches

**3** marches

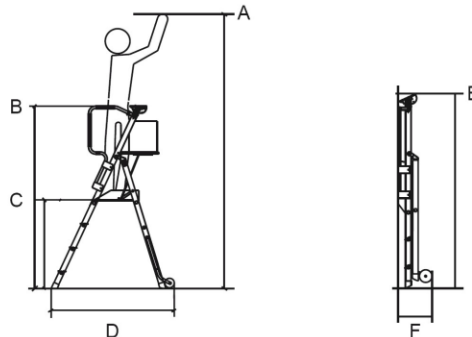
**4** marches

### NOTICE TECHNIQUE PLATE-FORME PIRL 2, 3 et 4 marches.

Conforme à la norme NF P 93-353.

Décembre 2009 dite PIRL.

Charge utile : 150 Kg  
Dimensions du plancher : 0,40 m x 0,50 m



	Code article	Code article DUARIB	Hauteur de travail max A	Hauteur hors tout B	Hauteur plate-forme C	Longueur hors tout D	Hauteur repliée E	Epaisseur repliée F	Largeur au sol	Poids
2 marches	41X902	500902	2,50m	1,50m	0,50m	1,00m	1,69m	0,29m	0,75m	14kg
3 marches	41X903	500903	2,70m	1,70m	0,70m	1,12m	1,93m	0,23m	0,75m	15kg
4 marches	41X904	500904	2,95m	1,95m	0,95m	1,39m	2,23m	0,23m	0,79m	16kg

#### 1. DESCRIPTION DU PRODUIT :

Ces Plates-formes Individuelles Roulantes Légères sont utilisées pour des travaux de second œuvre et équipement par un seul opérateur travaillant sur le plancher.  
Deux roues sont prévues uniquement pour le déplacement et ne sont pas orientables.  
La stabilité du produit est assurée dans les conditions normales d'utilisation.

#### 2. UTILISATION :

##### OUVERTURE :

- Ouvrir la plate-forme en se positionnant devant ou sur le côté, et en basculant le plancher vers le bas. Veiller à ne pas laisser les doigts sous le plancher.
- Déployer les gardes-corps et verrouiller chacun d'entre eux par un quart de tour du loquet (3).

##### ACCÈS :

Après accès sur le plancher, rabattre la lisse rabattable (quand le produit en est équipé), accrocher les chaînettes.

##### DÉPLACEMENT EN PHASE TRAVAIL :

La plate-forme doit être déplacée lorsque l'opérateur en est descendu.  
Soulever légèrement les montants côté accès pour que les roues à l'arrière portent au sol.  
Il est alors possible de déplacer la plate-forme.

##### FERMETURE :

Rabattre les gardes-corps latéraux après les avoir déverrouillés.  
Replier le produit en poussant la plate-forme vers le haut.

##### TRANSPORT :

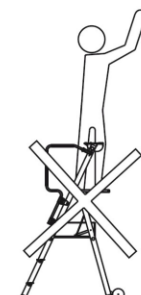
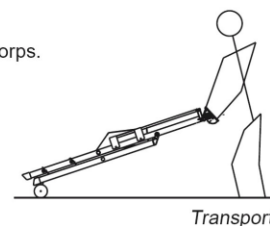
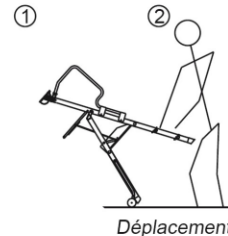
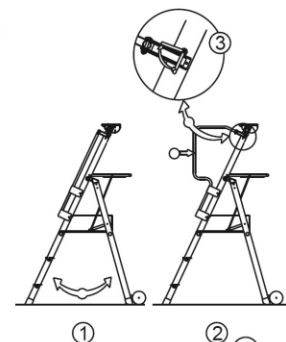
Après avoir replié le produit, déplacer la plate-forme par les poignées situées aux extrémités des gardes-corps.  
La plate-forme est en position brouette et en phase de roulage.

#### 3. CONSEILS POUR UNE BONNE UTILISATION :

- Vérifier le bon état général de la plate-forme avant chaque utilisation.
- Ne pas utiliser la plate-forme derrière une porte qui n'est pas condamnée.
- Ne pas utiliser la plate-forme sans ses gardes-corps verrouillés.
- Les surfaces sur lesquelles prend appui la plate-forme doivent être horizontales et non glissantes.
- La plate-forme doit impérativement reposer au sol sur ses patins.
- Ne pas monter sur la plate-forme si vous êtes sujet au vertige ou si vous êtes momentanément sensible : fatigue, chaleur, etc.
- Pour monter sur la plate-forme, veiller à porter des chaussures offrant un appui sûr, c'est à dire ni sabots, ni galoches, ni chaussures en mauvais état.
- Monter et descendre toujours face à la plate-forme.
- S'assurer que la zone travail est éloignée de tout conducteur électrique nu sous tension.
- La plate-forme doit toujours être maniée sans brutalité ni jetée.
- Il est interdit de monter sur les gardes-corps, ou sur l'une des tablettes.
- Ne pas monter à deux personnes sur la plate-forme.

##### ENTRETIEN

- Contrôler les articulations et les verrouillages et les remplacer si nécessaire par des composants d'origine.



PV APAVE: 07171476 / C0400278- 03/2010

## 3 A 4 MARCHES

(Les marches sont plus larges, comme ci-dessous, aussi nous tolérons dans les locaux étroits ou occupés ou si la hauteur sous plafond est trop faible (lots plomberie, peinture, électricité))







## **3 A 4 MARCHES A MARCHES LARGES**

**4 marches larges permettant le travail à 3m pour un homme de 1.75m 99.99€ chez Castorama (marque WORK DESK)**



**3 marches larges permettant le travail à 2.5 m pour un homme de 1.75m 59.99€ chez Castorama (marque WORK DESK)**









## **V - SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER**

### **5.1. - REGLEMENT DE CHANTIER**

#### **5.1.1 – Accueil**

Un tableau d'instructions sur la sécurité est commenté et affiché dans les bureaux des chefs de chantier et chefs d'équipe.

Une procédure d'accueil est mise en place sur le chantier à l'arrivée de chaque nouveau groupe d'ouvriers. (résumé sur l'affiche « L'accueil »).

L'accueil, effectué par le chef de chantier ou un chef d'équipe, suit la procédure suivante :

- Réunion de présentation de l'opération à réaliser et explication de l'organisation générale de chantier :
  - présentation des plans architecte,
  - présentation du plan d'installation de chantier,
  - précisions sur les horaires de chantier, l'organisation des équipes, le matériel utilisé,
  - explications sur les circulations de chantier, les conduites à tenir en cas d'accident, les consignes particulières au site, les procédés d'exécution d'ouvrages particuliers, les produits employés.

A l'issue de la réunion, un livret d'accueil est distribué à chaque ouvrier qui signe réception.

Des affiches de sensibilisation concernant les installations d'hygiène, les protections individuelles et collectives sont affichées dans les cantonnements.

Les consignes de sécurité sont établies, émargées par les opérateurs et conservées sur le chantier.

**En complément, à la demande du chantier : Les Chefs d'équipes et chefs de chantier suivent un stage de formation à la sécurité.**

### **5.2. - SERVITUDE DE VOISINAGE**

Le chantier se trouve dans une zone urbaine. Il y a lieu de prendre, au niveau des avoisinants immédiats des mesures spécifiques qui nécessitent de la part des entreprises, de mettre en place des moyens de prévention particuliers (planning d'intervention pour les travaux bruyants, insonorisation des appareils tels que compresseurs, etc...).

Néanmoins :

- 1) Les installations et accès devront respecter les limites du chantier.
- 2) Les techniques de construction ne devront pas générer de nuisances excessives pour l'environnement (bruit, poussière, etc...).
- 3) Les entreprises qui choisiraient le travail posté ou envisageraient d'intervenir le week-end, devront en informer le Maître d'Œuvre et le coordonnateur et proposer des mesures compensatoires pour ne pas occasionner de gêne supplémentaire pour les riverains du chantier.
- 4) Le rejet d'effluents sur la voie publique ou à l'égout est interdit sans accord du Maître d'Œuvre.
- 5) L'emploi d'explosif est formellement interdit.
- 6) Les feux sont interdits,
- 7) Les dépôts à l'extérieur du chantier sont interdits.

#### **La gestion des risques en milieu occupé :**

- Chute de plain-pied (ranger correctement son matériel pour ne pas encombrer les circulations, suspendre les rallonges),
- Risque de coupures (Ne pas laisser d'outils à portée de main (ranger les cutters, les machines ou veiller à les débrancher)),
- Risque de chute d'objet (protéger les entrées d'immeubles (tunnels), mettre des périmètres de sécurité),
- Risque d'électrisation (ne pas laisser de fils électriques apparents sous tension),
- Risque d'incendie (ne pas se brancher chez les résidents, utiliser les coffrets de chantier, utiliser du matériel conforme et état),
- Risque d'intrusion (porter le badge avec photo, nom de l'entreprise, nom des compagnons),

## **VI - MESURES GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

### **6.1 - VOIES ET RESEAUX DIVERS POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA ZONE CANTONNEMENT**

Les entreprises disposeront de la desserte en voirie, pour accéder au chantier, au démarrage de celui-ci. Les zones de parking seront clairement identifiées tant pour le personnel travaillant sur le chantier que pour les visiteurs.

Les réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité sont accessibles à l'entrée du chantier, de même pour le réseau d'évacuation des matières usées.

Il appartient donc à l'Entreprise mandataire de prendre les dispositions nécessaires pour procéder au raccordement de la zone de cantonnement, et cela dès l'intervention des premiers corps d'état.

### **6.2 - CONTRAINTES LIEES A L'AMENAGEMENT DE LA ZONE CANTONNEMENT**

L'Entreprise mandataire a la charge de gérer l'aménagement de la zone cantonnement et cela dès le début des travaux.

Cette gestion comprend:

- 1) la mise à disposition d'une plate-forme satisfaisante pour installer les bungalows (planéité, compactage, drainage).
  - 2) la mise en place et l'entretien des installations sanitaires pour l'ensemble des entreprises. Cet entretien prend en compte le nettoyage journalier des locaux, la fourniture des consommables (papier, essuie-mains, savons, etc...)
  - 3) la mise en place d'une organisation permettant d'assurer aux personnels de chaque entreprise intervenant sur le chantier des locaux vestiaires et réfectoires correctement équipés.
  - 4) la mise à disposition de locaux vestiaires et réfectoires pour les entreprises dont la durée d'intervention est courte et l'effectif de salariés présent sur le chantier très faible, la gestion de l'agencement général du cantonnement, et notamment la réalisation de passage couvert entre les locaux sanitaires et les locaux vestiaires de chaque entreprise intervenante sur le chantier et la mise en place de lave-bottes.
  - 5) la mise en place et la gestion des bureaux de chantier pour la maîtrise d'œuvre.
- L'Entreprise mandataire est chargée de prévoir une ligne téléphonique, un fax et une photocopieuse.  
Le téléphone est à disposition du personnel dans bureau de chantier.
- 6) Des casques de chantier seront prévus en nombre suffisant pour équiper les visiteurs éventuels.

## **VII - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT L'ORGANISATION DES SECOURS ET L'EVACUATION DE PERSONNELS DE CHANTIER**

### **7.1. - DISPOSITIONS GENERALES**

#### **7.1.1 - Téléphone**

L'Entreprise mandataire installera dès le début de l'opération, dans un lieu librement accessible à tous, un téléphone à partir duquel il sera possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs.  
Cet appareil devra être clairement signalé.

#### **7.1.2 - Nacelle grue à tour**

**SANS OBJET**

### 7.1.3 - Secouristes

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an.

Tous lots

Le coordonnateur sécurité procédera à un recensement périodique du nombre de secouristes du travail de manière à ce que le chantier dispose toujours d'une proportion de 1 secouriste pour 20 salariés.

### 7.1.4 - Trousse premiers secours

Chaque entreprise devra disposer, à demeure sur le chantier, à un endroit prédéterminé et connu des salariés, d'une trousse de premiers secours.

### 7.1.5 - Protection incendie

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque) dans les endroits suivants :

- dans les magasins ou ateliers où sont entreposées des substances pouvant générer des risques d'incendie
- dans les cantonnements
- au niveau des postes de travail où, peuvent être manipulées des substances classées explosives comburantes ou extrêmement inflammable au sens de l'article R 231 - 51 du code du travail.

## 7.2 - LISTE DES NUMEROS D'URGENCE

- Service des pompiers : numéro d'urgence : le **18**
- SAMU : n° de téléphone d'urgence : le **15**

Hôpital le plus proche :

Hôpital	Hôpital Armand Trousseau 26, av du Docteur Arnold Netter - 75012 Paris		01 44 73 74 75
	Hôpital Saint Antoine 184, rue du Faubourg St Antoine - 75012 Paris		01 49 28 20 00

L'Entreprise mandataire réalisera un tableau indiquant la conduite à tenir en cas d'accident et les numéros d'urgence. Il sera affiché près du téléphone.

Ce tableau sera diffusé à chaque entreprise pour affichage dans les cantonnements et les bureaux.

**EN CAS D'ACCIDENT IL CONVIENDRA EGALEMENT D'INFORMER LE COORDONNATEUR SECURITE ET DE LUI FOURNIR COPIE DE LA DECLARATION D'ACCIDENT.**

**Que doit faire l'employeur en cas d'accident du travail de l'un de ses salariés ?**

Remettre au salarié victime la feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle, afin qu'il puisse bénéficier de la prise en charge des soins liés à son accident du travail sans avoir à avancer les frais

Faire la déclaration de l'accident dans les 48 Heures (formulaire S6200) par lettre recommandée avec accusé de réception à la CPAM, en précisant les lieux, circonstances et identité des témoins éventuels

En cas d'arrêt de travail, remplir une attestation de salaire (formulaire S6202) et l'adresser à la CPAM

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**  
Pompiers

**112**  
centre d'appels secours

**15**  
Samu

**Et dites....**

## 1 Ici chantier : MINISTERE DE LA JUSTICE

<b>25-27 rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS</b>
--

en face de .....

Téléphone

## 2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple: éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple: le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...) ... et s'il y a nécessité de dégagement.

## 3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple: trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

## 4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple: premiers soins, bouche à bouche...

## 5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

## 6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

### **7.3 - EVACUATION DES PERSONNELS DE CHANTIER**

Au démarrage des travaux, l'Entreprise mandataire prendra contact avec les services de secours d'urgence pour définir avec eux, éventuellement à l'occasion d'une visite de chantier, l'organisation à mettre en place pour faciliter l'évacuation des personnels du chantier et limiter le temps d'intervention des services de secours.

A l'issue de cette concertation, il appartiendra à chaque entreprise de mettre en place les moyens matériels correspondant à cette organisation.

Cela fera partie d'un document affiché après avoir été remis au coordonnateur

<b>NOTA : Nécessité de prévoir sur le chantier un secouriste pour 20 salariés.</b>
--

### **7.4 - SECOURISTES**

<b>CONSIGNES DE SECOURS EN CAS D'ACCIDENT GRAVE</b>
<p><b>- NE PAS DEPLACER LE BLESSE</b> ou, éventuellement le mettre en position latérale de sécurité sous le contrôle du secouriste.</p> <p><b>Le réchauffer et lui parler afin d'évaluer le niveau de conscience.</b></p> <p><b>NE DONNER NI A BOIRE, NI A MANGER</b></p> <p><b>APPELER LES SECOURS</b> et placer une personne à l'entrée du chantier pour guider les secours</p>



## VIII - SUGGESTIONS CONCERNANT LA MISE EN PLACE DE MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS ET LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 8.1 - PRINCIPE GENERAL

Pour éviter les situations de double emploi des matériels de chantier, pour faciliter la réalisation particulière de dispositifs communs à plusieurs entreprises servant à assurer la sécurité des salariés et à améliorer la protection de leur santé, l'Entreprise mandataire devra, dans la cadre de l'organisation du travail et de l'agencement du chantier, faciliter la coopération entre les différentes entreprises.

Entreprise  
mandataire

Dans le cadre des réunions de chantier, le coordonnateur pourra proposer des mesures de manière à faciliter les interventions des différents entrepreneurs. L'Entreprise mandataire et les entrepreneurs concernés devront y répondre.

### 8.2 - ENTREPRISES INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer que le personnel :

- est apte à réaliser le travail qui lui est défini,
- possède un certificat médical d'aptitude pour l'emploi objet de son contrat,
- est en règle (carte de travail et carte de séjour).

D'une façon générale l'entreprise titulaire doit vérifier que son propre personnel et celui des entreprises sous-traitances sont en règle :

- carte de travail et de séjour,
- immatriculation à la sécurité sociale,
- organisation d'une information sur les risques et les mesures de prévention prises sur le chantier,
- formation appropriée en matière de sécurité (vérification accentuée lors de l'appel à personnel intérimaire),
- contrôle de l'aptitude technique et médicale pour le personnel destiné à la conduite d'un engin de chantier.

Entreprise  
mandataire  
Tout lot

### 8.3 - PLAN PARTICULIER SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Les PPSPS prévues par la loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application 94-1659 du 26 décembre 1994 doivent être fournis obligatoirement par chaque entreprise intervenant sur le chantier (sous-traitant inclus)

Ce document comprendra notamment :

- L'effectif et le nom des compagnons.
- Le planning avec le phasage prévisionnel.
- L'accès chantier (à remettre à tous les chauffeurs)
- Le plan d'installation de chantier.
- Le type d'installation mis en place.
- Définition des zones de stockage.
- La nature des travaux.
- Les risques et protections mises en place.

**LE P.P.S.P.S SERA FOURNI SOUS FORMAT PAPIER EN 1 EXEMPLAIRE, APRES LECTURE ET VALIDATION IL SERA LAISSE PAR NOS SOINS SUR LE CHANTIER. NOUS N'ACCEPTONS PAS LES FORMATS INFORMATIQUES OU TELECOPIE.**

## **GUIDE POUR L'ETABLISSEMENT DU P.P.S.P.S. PAR LES ENTREPRISES**

### **I. RENSEIGNEMENTS**

#### **1.1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

- 1.1.1. Désignation de l'opération
- 1.1.2. Adresse du chantier
- 1.1.3. Les intervenants (à présenter sous forme de tableau – voir PGSPS)

#### **1.2. RENSEIGNEMENTS ENTREPRISE**

- 1.2.1. Raison sociale
- 1.2.2. Nature du marché
- 1.2.3. Description sommaire des travaux concernant l'entreprise
- 1.2.4. Communication des travaux sous traités
- 1.2.5. Durée approximative des travaux
- 1.2.6. Effectif et liste du personnel devant évoluer sur le chantier
- 1.2.7. Noms du personnel d'encadrement
- 1.2.8. Agent de sécurité interne entreprise
- 1.2.9. Nom du ou des secouristes

#### **1.3. LES INSTITUTIONNELS (IT, CRAM, OPPBTP, Médecine du travail)**

#### **1.4. RENSEIGNEMENTS CONCESSIONNAIRES**

### **II. TRAVAUX – RISQUES – PROTECTIONS**

#### **2.1. TRAVAUX PROPRES A L'ENTREPRISE**

##### **2.1.1. Description des travaux**

DESCRIPTION DES TRAVAUX	RISQUES	PRECAUTIONS ET MOYENS
-------------------------	---------	-----------------------

#### **2.2. TRAVAUX EXPORTES VERS D'AUTRES ENTREPRISES**

DESCRIPTION DES TRAVAUX	RISQUES	PRECAUTIONS ET MOYENS
-------------------------	---------	-----------------------

#### **2.3. RISQUES GENERES PAR L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER**

DESCRIPTION DES TRAVAUX	RISQUES	PRECAUTIONS ET MOYENS
-------------------------	---------	-----------------------

#### **2.4. PROTECTIONS COLLECTIVES**

DESCRIPTION DES PROTECTIONS COLLECTIVES
---

#### **2.5. LISTE DES PROTECTIONS INDIVIDUELLES**

#### **2.6. LISTE DES MATERIELS**

- Machine portative
- Engins
- Appareils...

### **III. HYGIENE – PROTECTION INCENDIE**

#### **3.1. INSTALLATION DE CHANTIER / CANTONNEMENT**

- Réfectoire.
- Sanitaire.
- Vestiaire.
- Bureaux.
- Horaires du chantier.
- Responsable fermeture chantier.

#### **3.2. INCENDIE**

- Description du matériel (point de rencontre avec les pompiers).

### **IV. STOCKAGE – CIRCULATION**

- Zone définie et nature des matériaux stockés.
- Circuit emprunté par les véhicules.
- Circuit emprunté par les piétons.

### **CONSIGNES PREMIERS SECOURS**

- Conduite à tenir en cas d'accident bénin, grave.
- Trousse (composition).
- Avis du médecin du travail
- Avis délégué du personnel PAR LE COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE) sur le PPSPS

**FAIRE LE 18**  
**INDIQUER LE POINT DE RENCONTRE**  
**PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT**  
**(Chute, ensevelissement...)**  
**Le nombre de victimes**  
**L'état des victimes**  
**NE PAS RACCROCHER LE PREMIER**  
**ALLER AU POINT DE RENCONTRE POUR GUIDER LES POMPIERS**

**RAPPEL : VISITE MEDICALE OBLIGATOIRE : 1 fois par an**

## IX – D.I.U.O

Les entreprises fourniront au fur et à mesure (dès approbation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre) :

- Les notices techniques des installations mises en place.
- Les données nécessaires à la définition des contrats d'entretien.
- Les plans d'exécution.

CONCERNE	CONSTAT ET REMARQUES
Toutes les Entreprises	<p><b><u>DIUO</u> :</b></p> <p>Fournir : <u>en trois exemplaires</u></p> <p><b><u>*La liste</u></b> de tous les documents formant le DOE</p> <p><b><u>* Listing de toutes les pièces contenues dans le DOE lot par lot</u></b></p> <p><b>TOUS LES DOCUMENTS DEMANDES CI DESSOUS DEVRONT NOUS ETRE REMIS AU FUR ET A MESURE, AFIN QUE NOUS PUISSIONS FINALISER LE DIUO.</b></p> <p><b>CHACQUE LOT CONCERNE DEVRA REMPLIR LES RUBRIQUES QUI LE CONCERNE.</b></p> <p><b>TOUTE RUBRIQUE N'INTERESSANT PAS LE CHANTIER DEVRA COMPORTER LA MENTION « SANS OBJET et les raisons »</b></p>

## MAINTENANCE GENERALE

Le Maître d'ouvrage doit transmettre à l'exploitant le dossier d'entretien lui permettant d'avoir un document de référence. Ce dossier doit comporter les plans, les notices techniques et notes de calculs pour faciliter l'entretien et le maintien des installations dans les domaines suivants :

**D.I.U.O CONCEPTION**

**DOSSIER  
DES INTERVENTIONS ULTERIEURES  
SUR L'OUVRAGE**

**OBJET : SPS 2155**

**RESTRUCTURATION DE L'UEAJ LA FONTAINE AU ROI  
25-27 rue de la Fontaine au Roi - 75011 PARIS**

PARTICIPANTS	REPRESENTANT	N° TEL ET FAX
<b>MAITRE D'OUVRAGE</b> <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b> 1,Quai de la Corse 75181 Paris Cedex 4	<b>M. AURIERES</b> <a href="mailto:pascal.aurieres@justice.gouv.fr">pascal.aurieres@justice.gouv.fr</a>	01 44 32 83 24 06 16 50 97 36
<b>ARCHITECTE</b> <b>RH+ Architecture</b> 2 rue Saint Joseph 75002 PARIS	<b>M. ROBAIN</b> <a href="mailto:adrien@rhplus-architecture.com">adrien@rhplus-architecture.com</a>	01 42 72 92 82
<b>BET</b> <b>COTEC</b> 4, rue des Grilles 93500 PANTIN		01 48 83 37 68
<b>ASSISTANT MOE AMIANTE</b> <b>AMIEX</b> 127, rue Amelot 75011 PARIS	<b>M. MAJOUX</b> <a href="mailto:antoine.majoux@amiex-bet.fr">antoine.majoux@amiex-bet.fr</a>	06 50 20 16 60
<b>COORDONNATEUR S.P.S. MANDATAIRE et</b> <b>REALISATION</b> <b>DG CSPS</b> 2, Impasse des Rougettes 95800 CERGY	<b>M. GAUDRY</b> <a href="mailto:dany.gaudry.dgcsp@gmail.com">dany.gaudry.dgcsp@gmail.com</a>	01 34 41 29 05 06 65 93 08 11
<b>COORDONNATEUR S.P.S. CONCEPTION</b> <b>ACOR ETUDES</b> 130, avenue Joseph Kessel Centre d'affaires Actipôle - Bât B 78960 VOISINS LE BRETONNEUX	<b>M. DUVAL Olivier</b> <a href="mailto:acoretudes@wanadoo.fr">acoretudes@wanadoo.fr</a>  <b>M. LE MEN Vincent (suppléant)</b> <a href="mailto:Vincent.lemen@acor-etudes.com">Vincent.lemen@acor-etudes.com</a>	01 30 48 95 42 06 60 64 32 18  06 64 92 32 18 <i>F:01 30 57 97 83</i>

**2<sup>ème</sup> catégorie.**

## **I.- INTRODUCTION :**

Dans le cadre de la mission, le coordonnateur SPS est dans l'obligation de constituer un dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO) qu'il remettra à la réception des travaux au Maître d'Ouvrage.

Ce dossier doit être constitué dès la phase de conception.

Il convient d'intégrer les moyens d'intervention pour assurer la sécurité collective des futurs intervenants lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage livré.

Nous nous attacherons à respecter les principes généraux de prévention suivant :

- Eviter les risques.
- Evaluer les risques qui ne peuvent être évités.
- Combattre les risques à la source.
- Tenir compte de l'évolution de la technique.
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui est moins dangereux.
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

### **Le D.I.U.O final réalisation sera structuré comme suit :**

#### Section 1 : Dossier de maintenance générale

- 1.1- Notices d'interventions avec caractéristiques des installations de chauffage, de climatisation.
- 1.2- Données nécessaires à la définition des contrats d'entretien.

#### Section 2 : Notice d'instruction précisant les dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux et les informations pour assurer leur entretien.

#### Section 3 :

- 3.1- Niveau minimum d'éclairage et informations pour déterminer les règles d'entretien des locaux à usage de travail.
- 3.2- Niveaux d'éclairage dans les circulations, les accès, les locaux techniques et informations pour déterminer les règles d'entretien.
- 3.3- Descriptif et caractéristiques des installations électriques (dossier technique).
- 3.4- Schémas et plans des réseaux électriques (généraux et détaillés).

#### Section 4 : Dispositions

- 4.1- Dispositions prises pour faciliter les travaux d'entretien intérieur :
  - 4.1.1- Les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.
  - 4.1.2- Plans concernant ces accès.
  - 4.1.3- Les accès aux cabines d'ascenseur.
  - 4.1.4- Plans concernant ces accès.
  - 4.1.5- Le ravalement des halls de grande hauteur.
  - 4.1.6- Plans concernant ces halls.
- 4.2- Dispositions prises pour l'accès en toiture et notamment les chemins de circulation permanents ;
  - 4.2.1- Plans concernant ces accès et circulations.
  - 4.2.2- Moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée.
  - 4.2.3- Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes.
- 4.3- Dispositions prises pour faciliter le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture.
- 4.4- Dispositions prises pour faciliter l'entretien des façades et, notamment les moyens d'amarrage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle.

#### Section 5 : Autres dispositions.

## **II.- PRESENTATION DE L'OPERATION.**

### **2.1.- Renseignements administratifs.**

**L'opération est classée en 2° catégorie.**

### **2.2.- Description sommaire des travaux : (Travaux décrit dans le CCTP).**

La durée totale des travaux est estimée à 26 mois. La phase 1 est estimée à 14 mois et les phases 2 et 3 sont estimées à 12 mois de travaux.

**Le projet consiste en la restructuration du bâtiment en vue de l'intégration de trois établissements dans les locaux :**

- Le restaurant d'application, dans le bâtiment côté sur 3 niveaux ;
- L'Unité Extérieure en Milieu Ouvert (UEMO), implantée sur la totalité du 3<sup>ème</sup> niveau et en mezzanine au 4<sup>ème</sup> niveau du bâtiment sur cour, avec un accès individualisé
- Les deux Unités Extérieures d'Accueil de Jour (UEAJ), avec un accès principal au fond de la cour.

Le projet concerne le réaménagement de l'Unité Educative d'Activité de Jour (UEAJ) Rue de la Fontaine au Roi à Paris. L'immeuble existant est composé d'un ensemble avec façade sur cour et façade sur rue en R+4 sur un niveau de sous-sol accessible au public.

Il s'agit d'un établissement d'accompagnement éducatif recevant un public d'enfants et adolescents pour une activité d'enseignement, il n'y a pas de locaux à sommeil.

L'établissement est existant, cette activité éducative est reconduite dans le projet, avec l'aménagement au RDC dans le corps de bâtiment sur rue d'un restaurant pédagogique recevant des convives publics.

**Le chantier sera réalisé en 3 phases :**

- Phase 1 : Rénovation complète du bâtiment rue et création du restaurant et de la cuisine d'application,
- Phase 2 : Rénovation des étages du bâtiment sur cour,
- Phase 3 : Rénovation des RDC bâtiment sur cour.

L'ascenseur existant du bâtiment sur cour est implanté à côté de l'escalier n°5. Il dessert directement les locaux de l'UEAJ aux 1er, 2ème et 3ème étages, ainsi que le logement privé au 4ème étage. L'accès à la cabine se fait par la cour en parties communes, directement depuis l'extérieur. Cet ascenseur est à modifier pour qu'il desserve le sous-sol. Les travaux comprennent le prolongement de la gaine de l'ascenseur jusqu'au sous-sol avec création d'une baie palière. Une partie des locaux au rez-de-chaussée du bâtiment sur cour étant surélevés par rapport au reste du niveau, un élévateur pourra être mis en place pour assurer, si nécessaire, l'accessibilité de la zone surélevée aux personnes en situation de handicap moteur. La cabine sera dotée de tous les dispositifs de sécurité pour assurer le déplacement des personnes transportées. Un autre ascenseur 630kg, 8personnes sera créé dans le bâtiment sur cour. Il n'est pas prévu de créer un ascenseur dans le bâtiment sur rue.

Le projet en cours d'études prévoit la démolition de la majorité des cloisonnements existants dans les bâtiments.

Seule la structure est conservée, ainsi que certains escaliers, l'ensemble des menuiseries extérieures sont déposées et remplacées

Création de trémie par démolition de planchers existant, démolition de murs porteurs, d'escaliers, , création de plancher au droit de trémie existante, la création de plancher bois pour remplacer le plancher en mauvais état démolition de mur porteur, création de mur porteur, renforcements structurels (béton armé, par plat Carbone, en structure métallique), travaux de fondations au droit de la trémie de l'ascenseur, la création et la prolongation d'une cage d'ascenseur, travaux divers en infrastructure (cuvettes/trémies de l'ascenseur et du monte-charge, création d'escaliers, travaux divers en superstructure, etc...)

Terrassements par passes alternées nécessaires à la réalisation du projet, notamment au droit des fondations créées des poteaux, des murs, escaliers et cages ascenseurs.

Les étanchéités de terrasse actuelles seront déposées et remplacées par un nouveau complexe et lanterneaux à mettre, couvertines, dalles sur plots, planchers bois, végétalisation, bacs à fleurs, gravillons, etc...

Mise en place d'un échafaudage sur toutes les façades de l'opération et ravalement des façades et héberges, bardage bois, etc...

Travaux de métallerie (portes, ensembles vitrés, GC en terrasse, mains courantes, échelles d'accès, etc...)

Recloisonnement (cloisons vitrées, etc...), faux plafonds, trappes, pose de sols, peintures de murs, de plafonds, etc..., menuiseries intérieures, escaliers bois, mobilier, BAL, etc...

Réalisation des fouilles en trous et tranchées pour passage des réseaux extérieures (EP, EV, EU, France télécom, courant faible et EDF etc...) comprenant terrassement et remblaiement, pose de regards, de chambres de tirage, pose de végétation (arbustes, haies, etc...), etc...

Chauffage statique des locaux par des panneaux rayonnants acier à eau chaude basse température, création d'une chaufferie gaz commune située en sous-sol via des chaudières gaz à condensation, pose d'un système de ventilation double flux pour les locaux d'activité polyvalente accueil info halles salles à manger salles scolaires discussion attente bureaux formation etc ..., pose d'un système de ventilation simple flux indépendant pour les sanitaires, raccordés sur les réseaux de reprises de centrales d'air. Pose de réseaux de gaines circulaires et rectangulaires de classe B, pose de protection coupe-feu 2 heures pour chaque traversée de parois, etc...

Raccordement en eau potable depuis le réseau concessionnaire, raccordement de la chaufferie en gaz depuis le réseaux existant en limite de chaufferie du bâtiment sur cour, distribution d'EFS et d'ECS jusqu'aux équipements sanitaires du bâtiment, production ECS décentralisée pour les cellules sanitaires, la zone cuisine, la distribution bouclée de l'eau chaude sanitaire depuis la production ECS électrique uniquement pour la cuisine, la distribution EF pour les besoins des services généraux et divers, pose et raccordement des équipements sanitaires dans tous les bâtiments, les évacuations des eaux usées, eaux vannes des appareils, les descentes EP intérieures depuis les moignons prévus au lot étanchéité et/ou existants. La ventilation sera réalisée par le réseau de ventilation et centrales de traitement d'air installées dans le sous-sol. Les installations de gaz concernent la chaufferie, les dispositions existantes seront reconduites sans modification, etc...

Mise en conformité électrique, éclairages intérieurs, extérieurs et de sécurité, travaux de courant faible, etc...

Terrassement : Dépose de l'ancien dallage de la cour et amenée en décharge spécialisée, dressement des parois suivant le cas, nivellement des fonds de fouilles, blindage lorsque nécessaire, épuisement des eaux rencontrées, terrassement de l'ensemble des surfaces végétalisées à -50cm du niveau projet, terrassement de l'ensemble des surfaces minéralisées à -30cm du niveau projet, etc...

### **III.- DEMARCHE CONSTRUCTION DU DIUO.**

En collaboration avec la Maîtrise d'Œuvre, la méthodologie suivante sera appliquée.

- Identification du problème.
- Méthode de résolution du problème et moyens mis en œuvre.
- Analyse des risques.
- Adaptation ou modification des moyens.
- Validation de la solution éventuellement avec les organismes de prévention CRAM, Inspection du Travail.



#### IV.- CONTENU FINAL DU DIUO.

La majeure partie des documents du D.I.U.O est du ressort des concepteurs, entreprises et Maître d'Œuvre.

Une date sera retenue pour la remise de ceux-ci au coordonnateur SPS, **ces documents seront fournis au plus tard 1 mois après réception du chantier.**

##### 4.1.- Dossier ouvrage exécution (DOE)

Ce dossier est constitué par le Maître d'Œuvre, les concepteurs, les B.E.T., les entreprises.

Une liste non exhaustive des principaux documents à réunir est rappelée ci-après :

N°	LISTE DES DOCUMENTS A REUNIR PAR LA MAITRISE D'OEUVRE
4.1.1	Plan de masse situant les risques dus à l'environnement et historique du site (ex : galerie sous-sols).
4.1.2	Etats des existants établis en se conformant au guide figurant dans la recommandation R 235 de la CRAM " sécurité dans les travaux sur existants ".
4.1.3	Plans des réseaux concessionnaires (EDF-GDF, réseau d'eau, télécom, Chauffage urbain) à maintenir à jour par le Maître de l'Ouvrage si des travaux sont réalisés par le(s) concessionnaire(s) dans la limite de propriété.
4.1.4	Plans et récolement des réseaux.
4.1.5	Plans de schémas électriques.
4.1.6	Notes de calcul de l'ouvrage.
4.1.7	Plans indiquant par zone les charges d'exploitations prévues.
4.1.8	Références et positionnement des matériaux mis en œuvre susceptibles de voir leurs caractéristiques altérées dans le temps (matériaux translucides, filets....).
4.1.9	Plans de terrasses et accès, coupes de principes et points particuliers (édicules, VMC, antennes...).
4.1.10	Plan des verrières avec accès.
4.1.11	Procès-verbal d'essais de résistance des volumes verriers, avec références aux normes.
4.1.12	Coupe sur parements revêtements, calepinage des dispositifs d'ancrage permanents.
4.1.13	Plans de situation des locaux et des zones de maintenance reprises dans le dossier de maintenance et précisant notamment : les accès, les circulations, les points d'intervention, les conditions d'environnement, les dispositifs d'aide à la manutention, les points de desserte en énergie.
4.1.14	Plans de situation des locaux de stockage, d'hygiène des locaux vestiaires et réfectoires prévus pour être mis à disposition des intervenants extérieurs.

##### 4.2.- Locaux et zones de maintenance

Dans ce tableau apparaîtra les locaux répertoriés et zones de maintenances concernées par une maintenance ultérieure en s'attachant à définir :

- Les points d'intervention répertoriés.
- Les conditions d'accès.
- Les circulations.
- Les conditions de l'environnement à proximité de l'intervention.
- Les descriptifs prévus d'aide aux manutentions.
- Les points de desserte en énergie.
- Les moyens de secours en cas d'accident lors de la maintenance et l'entretien ultérieur sur l'ouvrage.
- Consignes et description des moyens de secours mis à jour par le Maître d'Ouvrage et après la réception.

## **V.- TRANSMISSION DU DOSSIER INTERVENTIONS ULTERIEURES (DIUO)**

**Le DIUO est remis au Maître d'Ouvrage par le coordonnateur SPS lors de la réception des ouvrages.**

**Cette transmission doit faire l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.**

**Le DIUO est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage. Dans le cas d'une copropriété un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.**

**Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur SPS est requis, un exemplaire du DIUO est remis au coordonnateur SPS par le Maître d'Ouvrage. Ce coordonnateur SPS apporte au DIUO les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.**

### **5.1.- POINTS ABORDES EN CONCEPTION**

#### **SUIVANT CCTP : NOTICE EXPLOITATION**

Les choix constructifs suivants ont été ainsi pris :

- Une galerie visitable ventilée et facilement accessible est mise en place. Celle-ci permet le raccordement des réseaux entre le bâtiment sur cours et le bâtiment sur rue.
- Des escaliers d'accès pour le local CTA et la chaufferie ; des portes suffisamment dimensionnées ( 1,20) pour la chaufferie ; Les zones techniques présentant des accès indépendants.
- Les encoffrements de canalisations intérieures seront démontables,
- Les alimentations en eau des appareils sanitaires disposeront de vannes pour permettre l'isolement de l'appareil en cas d'intervention,
- Les trappes seront démontables aisément et permettront le remplacement de tous les organes non permanents,
- Les matériaux en façades nécessiteront peu d'entretien

Les vitrages des menuiseries extérieures, avec un ouvrant sur deux, pourront être accessibles pour l'entretien depuis l'intérieur du bâtiment.

De façon parallèle, l'entretien des façades pourra être traité au travers de l'utilisation de nacelles roulantes pour l'extérieur, pouvant accéder jusqu'à 10m de hauteur de travail.

Les locaux techniques sont centralisés en sous-sol. Ce qui rend facile leurs accessibilités.

Enfin, un cahier des charges sera remis à l'exploitant à la livraison. Il détaillera les conditions d'utilisation et d'entretien de tous les matériaux et équipements mis en oeuvre, y compris les moyens d'accès à mettre en place pour les travaux de maintenance.

De plus, un outil de pilotage des systèmes du bâtiment sera également remis à l'exploitant. Cet outil sera détaillé en accord avec les prescriptions et demandes de la Ville (liste des installations, évaluation des gammes de maintenance, coûts d'entretien engendrés, etc.).

## **DIUO suite :**

**Question au Maître d'Ouvrage : Existe-t-il un DIUO, si oui, nous en transmettre une copie ?**

**ACCES AUX TOITURES TERRASSES :** [A DEFINIR](#)

ACCES SECURISE EN TOITURE : Prévoir un accès via un escalier. A défaut, pour éviter tout basculement dans la cage d'escalier, il faut soit prévoir une grille toute hauteur sur le palier du dernier niveau, soit mettre l'échelle face au vide, sinon prévoir un autre type d'accès sécurisé.

**ACCES AUX TERRASSES ET TYPES DE PROTECTIONS COLLECTIVES :** [A DEFINIR](#)

- R+1 côté UEAJ,
- R+2 côté cour,
- R+2 côté restaurant,
- R+4 UEMO (accès depuis salle d'activité),

Détail de l'échelle à crinoline allant du R+1 à la toiture (prévoir un palier et un portillon). [A DEFINIR](#)

**TOITURES TERRASSES ET TERRASSES :** **il est prévu de mettre des garde-corps. Voir pour mettre des garde-corps comme indiqué ci-après. EN ATTENTE DE REPONSE**

Etanchéité type 1 : Il est prévu des garde-corps. [A CONFIRMER](#)

Etanchéité type 2 : Il est prévu des garde-corps. [A CONFIRMER](#)

Etanchéité type 3 : Il est prévu des garde-corps. [A CONFIRMER](#)

Etanchéité type 4 : Il est prévu des garde-corps. [A CONFIRMER](#)

Etanchéité type 5 : Prévoir des garde-corps. [EN ATTENTE DE REPONSE](#)

Etanchéité type 6 : Prévoir des garde-corps. [EN ATTENTE DE REPONSE](#)

Etanchéité type 7 : Prévoir des garde-corps. [EN ATTENTE DE REPONSE](#)

Etanchéité type 8 : Il est prévu des garde-corps. [A CONFIRMER](#)

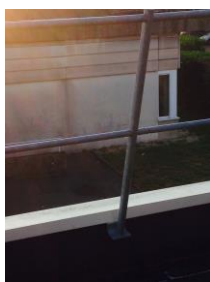
Etanchéité type 9 : Il est prévu des garde-corps. [A CONFIRMER](#)

Etanchéité type 10 : Prévoir des garde-corps. [EN ATTENTE DE REPONSE](#)

Etanchéité type 11 : Prévoir des garde-corps. [EN ATTENTE DE REPONSE](#)

Etanchéité type 12 : Jardinière

**Exemple de Garde-corps définitif évitant toute dépose lors de réfection étanchéité et remplacement de couvertines :**



- Nous rappelons que la ligne de vie ou les crochets ne sont pas des protections collectives, la ligne de vie sert principalement pour les circulations, et le crochet pour un travail ponctuel à proximité, ces 2 équipements nécessitent une visite annuelle ou après chaque incident.

**MAINTENANCES :** **Il y a-t-il des maintenances en toiture, ou au droit des cheminées ? il y a-t-il des dispositions prévues. [EN ATTENTE DE REPONSE](#)**

**VMC :** Localisation des caissons VMC : Prévus en toiture terrasse. [A CONFIRMER](#)

**MENUISERIES EXTERIEURES (fenêtres) :** **[IL FAUT EVITER LES PARTIES FIXES \(pour permettre un nettoyage sécurisé de plain-pied depuis l'intérieur\). A CONFIRMER](#)**

**CHAUFFERIE** : Prévoir un mur fusible au niveau de la chaufferie (veiller à ne pas mettre de tuyaux ou autre au droit du mur fusible), sauf si la largeur de la porte est suffisante pour les équipements à enlever ou à rajouter ultérieurement. Suivant plans PRO (porte tiercée) - A CONFIRMER

**LOCAL CTA et tout local technique** : Prévoir un mur fusible (veiller à ne pas mettre de tuyaux ou autre au droit du mur fusible), sauf si la largeur de la porte est suffisante pour les équipements à enlever ou à rajouter ultérieurement. Suivant plans PRO (porte tiercée) - A CONFIRMER

**LANTERNEAUX** : Lanterneaux de désenfumage à équiper de grilles de protection. A CONFIRMER

**ACCES AUX MACHINERIES ASCENSEURS** : Suivant CCTP PRO (machinerie embarquée en toit de cabine) - A CONFIRMER

**TYPE DE MACHINERIE ASCENSEURS** : Suivant CCTP PRO (machinerie embarquée) - A CONFIRMER

**IL Y A-T-IL DES LOCAUX MIS A DISPOSITION POUR LE NETTOYAGE OU TOUTE INTERVENTION (vestiaires, sanitaires) :** (locaux au sous-sol suivant plans) : A CONFIRMER

## 5.2.- Aide à l'établissement du DIUO (à remplir en phase réalisation par les entreprises)

**LES DOCUMENTS ET LES RUBRIQUES CI-APRES RENSEIGNEES SONT A FOURNIR AU PLUS TARD 1 MOIS AVANT RECEPTION DES TRAVAUX PAR LES ENTREPRISES.**

- 1) RUBRIQUES A RENSEIGNER (cf ci-après),
- 2) FOURNIR LES NOTICES DES MAINTENANCES,
- 3) FOURNIR LES REFERENCES DES PLANS,
- 4) FOURNIR LA LISTE DES DOCUMENTS FORMANT LE DOE (SOMMAIRE),

Les rubriques concernées par les maintenances mais non concernées par les présents travaux auront la mention « SANS OBJET ».

### **ELECTRICITE :**

Fournir : les références des plans du réseau

Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place

L'utilisateur tiendra à jour un dossier comprenant les plans du réseau, un registre où seront consignés les dates et types de vérifications (avec l'identification des personnes) et les rapports de vérification.

Origine de l'installation : A définir

Localisation des TGBT et armoires : A définir

Protection : différentiel OUI NON Type : A définir

Type de contrôle : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Fréquence : A définir

Risques spécifiques : A définir

Protections : A définir

## **ECLAIRAGE :**

**Fournir : les références des plans du réseau**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Types de luminaires : A définir

Niveau minimum d'éclairement : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Fréquence : A définir

## **ECLAIRAGE DE SECURITE**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Types de blocs : A définir

Autonomie : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Fréquence : A définir

## **VENTILATION :**

**Fournir : les références des plans du réseau**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Type de ventilation : A définir

Localisation des caissons : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Fréquence : A définir

## **CLIMATISATION :**

**Fournir : les références des plans du réseau**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Type de climatisation : A définir

Localisation des centrales : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Fréquence : A définir

Risques spécifiques : A définir

Protections : A définir

## **PLOMBERIE :**

**Fournir : les références des plans du réseau**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Localisation des organes de coupure : A définir

Cheminement des réseaux : (localisation)

Nomenclature : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

## **AUTRES EQUIPEMENTS :**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Type d'équipement : A définir

Type de contrôle : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Fréquence : A définir

Risques spécifiques : A définir

Protections : A définir

## **VITRAGES**

Types d'ouvrants : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

## **ASCENSEUR**

Localisation de la machinerie : A définir

Type de maintenances/entretiens : A définir

Risques : A définir

Protections : A définir

## **CHAUFFAGE :**

**Fournir : les références des plans du réseau**

**Fournir : les notices techniques des appareillages mis en place**

Type de chauffage : A définir

Localisation de la chaufferie : A définir

Type de chaudière : A définir

Type de maintenances/entretien : A définir

Fréquence : A définir

Risques spécifiques : A définir

Protections : A définir